



les ont créés pour les intérêts du système capitaliste de l'ordre mondial actuel.

Les traités de paix n'ont fait que continuer d'une manière camouflée l'état de guerre, et ont alimenté plus encore la haine des couches nationalistes.

Les Etats balkaniques étant dépendants de la grande finance européenne et américaine quant à leur existence matérielle, il est utopique de s'attendre à des solutions de

paix dans les Balkans tant que la paix n'est pas assurée pour l'Europe, et surtout tant que la tension entre l'Angleterre et l'URSS n'est pas écartée.

La Société des Nations, dans toute sa structure, y est incapable. Ce n'est que la volonté des masses, des peuples souffrant des suites de la guerre, qui peut conquérir la paix.

August Bleier

## Le „grand“ discours de Mussolini Le dictateur fasciste met de l'eau dans son vin

Le dernier «grand» discours de Mussolini n'a pas défrayé la presse mondiale. Sur la scène du grand théâtre-cinéma de la politique étrangère, Mussolini est la vedette de l'épatement. On attend de lui des morceaux de bravoure, le frisson du nouveau. Il a son genre et il est obligé d'y rester fidèle, s'il ne veut pas rater le succès. Or, le dernier «grand» discours de Mussolini n'avait rien de bien piquant. Son tour du monde diplomatique a été tout ce qu'il y a de plus fade, en style et en conception. Un discours vieux jeu, doucereux, pacifiste, de ce pacifisme rituel et verbal de la diplomatie traditionnelle. Mussolini a passé en revue toutes les puissances avec lesquelles l'Italie a des rapports; pour toutes, il a eu son mot flatteur, à toutes il a déclaré son amour pour la paix, vantant tous les traités, même les plus insignifiants, qu'il a pu nouer avec elles. Mussolini pacifiste, Mussolini en tenue correcte, protocolaire, n'est plus Mussolini.

Alors, pourquoi s'occuper de lui?

Des esprits subtils ont voulu chercher une cause à cette métamorphose fasciste. On a dit que l'Italie ayant encore besoin d'emprunter en Amérique ou en Angleterre, ou même en France, il fallait que Mussolini tâchât d'apaiser les inquiétudes que suscite le fascisme, au moyen d'un discours très Société des Nations. C'est possible. Certes, Mussolini n'a jamais parlé de la Société des Nations en termes si respectueux. On était à la veille de l'étouffement définitif de l'affaire des mitrailleuses. D'autre part, Mussolini n'a jamais été plus discret à vanter les droits de l'Italie à l'expansion impérialiste. A quelle date remonte le mot célèbre: «L'Italie doit s'étendre ou exploser»? A quelques mois à peine. Mais Mussolini l'a déjà oublié.

On pourrait soutenir que Mussolini est en pleine retraite et on pourrait trouver à cela des raisons de politique intérieure et des raisons financières, les mêmes auxquelles nous faisons allusion tout-à-l'heure.

Si vous vous placez à ce point de vue, bien des choses vont s'expliquer d'elles-mêmes dans le discours de Mussolini. Et d'abord, l'éloge rituel de l'Angleterre qui y prend une ampleur et un ton dithyrambique tout-à-fait particuliers.

«L'amitié entre l'Italie et l'Angleterre — a dit Mussolini — est traditionnelle, profonde; ce sentiment n'est pas limité aux sphères responsables; mais il embrasse les deux peuples dans toutes leurs couches.»

Après les rencontres de Mussolini avec Chamberlain, en décembre 1925, et en septembre 1926, «l'éminent homme d'Etat qui dirige le ministère des Affaires Etrangères de l'Empire Britannique a été accusé d'avoir encouragé l'impérialisme fasciste et, plus tard, on a voulu expliquer certains événements, comme la conséquence d'une autorisation que Chamberlain aurait donné à la politique italienne.»

Mais, a déclaré Mussolini, «rien de plus fantastique. L'Italie d'aujourd'hui n'a pas besoin de demander d'autorisation à qui que ce soit. L'Italie est parfaitement libre de sa politique. Un des pivots de cette politique est l'amitié anglaise.»

Et cependant, cela ne fut pas toujours ainsi. Entre 1922 et 1923, sous l'influence spécifique des nationalistes qui avaient le dessus, le fascisme se nourrissait de l'illusion de constituer un bloc européen contre l'Angleterre. Alors, et ce n'était pas l'anomalie la moins curieuse de ces débats entre gens au pouvoir, le fascisme flattait la Russie soviétique et se refusait à ratifier la décision de la Conférence des Ambassadeurs, concernant la possession de la Bessarabie, par la Roumanie. C'est seulement après les rencontres avec Chamberlain que tout cela changea. Post hoc ergo propter hoc. L'Italie devint un pion de l'échiquier anglais, et cela non pas seulement contre la Turquie et la Russie, mais partout où se dessinaient les intérêts anglais: dans la Mer Rouge où il s'agissait de renforcer la fidélité

des Emirs d'Arabie, aussi bien que dans la Mer Jaune, où il fallait s'élever contre la révolution chinoise, lorsque l'Angleterre y perdit sa concession de Hankéou. Alors l'Italie envoya, dans les eaux chinoises, deux navires de guerre, le «Volta» et le «Muggia». Pourtant, les intérêts italiens en Chine se résumaient dans la concession de Tientsin (150 Italiens et 7000 Chinois!).

N'est-ce pas que l'autonomie de la politique italienne paraît, à la lumière de ces faits, bien singulière? Et comment est-il possible de ne pas considérer comme une contre-partie anglaise l'autorisation donnée à l'Italie de jeter son dévolu sur l'Orient européen, d'étayer, sur la presqu'île balkanique, sa prépondérance par l'assujettissement de l'Albanie, l'encerclement de la Yougoslavie, les tentatives de diviser la Petite-Entente, par la protection accordée avec tant d'ostentation à la Bulgarie? Peut-être que Mussolini y alla d'une main trop lourde, provoquant les doléances de la France, de la Tchécoslovaquie, de l'Autriche. L'Angleterre a dû en craindre les contre-coups et, pour cela, elle a rappelé son grand vicaire à un peu plus de modération...

Des incidents comme celui des mitrailleuses du Saint-Gothard ne peuvent que froisser la bienséance hypocrite du Torysme britannique. Un système politique, basé sur le respect des traités, ne pouvait que se hérissier devant les déclarations imprudentes de Mussolini relatives au Traité de Trianon. Mussolini devait s'expliquer. Il l'a fait avec une bonne grâce dont, à Londres, on lui tiendra compte. La révision des traités qu'il prône n'est que la prévision que toute oeuvre humaine n'étant pas parfaite ne peut-être éternelle. Dans l'histoire, on ne connaît pas de traités éternels. Même le Pacte écarte «l'immobilité marmoréenne» des traités de paix en ouvrant, par un article, la voie à des révisions possibles. Qu'est-ce qu'on peut opposer à tant de sagesse?!!

Mussolini ne tarit pas d'encouragements à la Hongrie et de promesses d'aide amicale à la Bulgarie. Il défend la Hongrie, qui ne voulait pas la guerre, au moins dans l'esprit de Tisza; il rappelle que, les rapports entre l'Italie et la Hongrie datent depuis des siècles; il ne manque pas de souligner que, «après les terribles 122 jours de dictature bolchéviste la Hongrie, «avant de paraître à la fenêtre, pour regarder le monde à nouveau», «dut aviser au rétablissement de son ordre politique et économique à l'intérieur». «Après quoi, la Hongrie a cherché à sortir de son isolement. L'Italie lui tendit la main avec loyauté et désintéressement, par un acte diplomatique solennel»...

Même langage doucereux à l'égard de la Bulgarie. «La Bulgarie aussi, dans l'après-guerre, a été près de sa dissolution politique et sociale; mais les forces profondes du peuple se sont soulevées pour sa défense; depuis trois ans, la situation politique est stabilisée. Les Bulgares n'ignorent point les preuves concrètes, parfois décisives, de l'amitié italienne. A l'avenir aussi, ils peuvent compter sur cette amitié, etc.»

On sait ce que cela veut dire!

Enfin, Mussolini, oubliant les anciennes visées italo-fascistes sur l'Anatolie, qui seules expliquaient l'attitude de la Consulta vis-à-vis de la Turquie lors du différend anglo-turc de Mossoul, entonne un hymne à la Turquie qui s'est donné une âme nouvelle, «une nouvelle constitution» et un nouveau chef «dont l'immense prestige est lié à des événements historiques d'une importance exceptionnelle, se déroulant entre le traité de Sévres et le traité de Lausanne.»

Mussolini vante le traité signé le 30 mai avec Ruchdi-Bey, lequel doit entraîner un autre, celui avec la Grèce, si tôt que la Grèce et la Turquie se seront accordées entre elles.

Mussolini n'a aucune appréhension, même envers la Yougoslavie. Il s'efforce de distinguer entre le gouvernement de

Belgrade et l'opposition croate-slovène. Il rend hommage à la bonne volonté de Belgrade qui veut ratifier les conventions de Nettuno. Les bruyantes manifestations anti-italiennes des jours passés, si rigoureusement réprimées par la police, ne lui inspirent qu'un indulgent avertissement à l'adresse de «ceux d'au-delà du Monte Nivôse». «Soyez prudents et sages. N'écoutez pas les balivernes de l'antifascisme qui compte sur vous pour jouer la carte suprême de son désespoir.» En vérité, «l'antifascisme» n'a rien de commun avec les tapageux nationalistes du royaume S.H.S., pas plus avec ceux de la Grande Serbie qu'avec ceux de la Croatie et de la Dalmatie. «L'antifascisme» réclame la paix et la liberté des peuples de l'Adriatique à la Mer Noire. «L'antifascisme» ne voit de salut pour les peuples balkaniques que dans une Fédération républicaine, dressée contre tous les nationalismes et impérialismes indigènes ou étrangers aux Balkans.

Néanmoins, cette allusion hargneuse à l'antifascisme, au milieu de tant de fleurs jetées aux pieds des fascismes orientaux, dévoile le sens caché du discours étonnamment pacifiste de Mussolini. Il demande la paix aux Puissances,

pour avoir les mains libres dans la lutte contre l'antifascisme. Il se pose encore comme le chef d'une Sainte-Alliance fasciste, appuyée sur la réaction européenne, et, en premier lieu, sur l'Angleterre des Tories. Par là, il rêve d'hégémonie, et l'Albanie — «guidée par un homme éminent tel que Ahmed Zogou» — reste son grand tremplin d'expansion balkanique. Qu'on le laisse faire, et il pliera son échine devant la Société des Nations aussi, pour laquelle il n'avait jamais professé que du mépris. En attendant, il obtient qu'à Genève, où l'on flétrit la Hongrie dans l'affaire des mitrailleuses, personne ne prononce son nom, personne ne s'avise de lui demander comment l'Italie garde la foi dans les traités de désarmement qu'elle a signés.

Le «grand» discours pacifiste de Mussolini marque un effort très important en vue d'engager le fascisme italien et international, étroitement liés, dans les méthodes de la diplomatie professionnelle, dans l'hypocrisie des formules pacifistes en honneur. Le fascisme y perd de son pittoresque originalité. Mais l'Angleterre ne peut que s'en réjouir.

Paolo Davila

## La révision de l'acte de Trianon

Le problème de la révision du traité de Trianon est catégoriquement posé devant la diplomatie. Il serait ridicule de fermer les yeux pour ne pas le voir et de méconnaître les conséquences d'un pareil débat désormais ouvert. Il engage une foule de questions du plus haut intérêt et il remet en cause, avec le statut Danubien, le statut Balkanique. A maintes reprises, nous avons montré qu'il était impossible de séparer les affaires Danubiennes des affaires Balkaniques: la démonstration est plus que jamais évidente aujourd'hui.

Que demain l'acte de Trianon soit renvoyé en chantier, et nul ne peut soutenir que cette besogne sera indéfiniment éludée, la Hongrie et la Tchécoslovaquie n'y seront pas seules intéressées, mais la Roumanie qui est quelque peu Balkanique, et la Yougoslavie qui est fortement Balkanique, seront directement affectées. On s'apercevra alors qu'une immense zone du Continent sera ébranlée dans la structure, que lui auront assignée les traités d'après guerre.

Ces traités étaient au nombre de cinq. Versailles, Saint-Germain, Trianon, Neuilly et Sévres. Ils ont été l'œuvre d'une diplomatie qui a procédé exactement comme la diplomatie des temps Napoléoniens ou Bismarckiens. Sans doute on avait proclamé, à la suite de Wilson, et aussi de la Révolution Russe, le droit de libre disposition des peuples, mais cette formule était surtout une arme aux mains des prétendus vainqueurs, une arme dont ils voulaient se servir pour distribuer au gré de leurs convoitises les territoires européens. En réalité, elle a masqué les considérations politiques, stratégiques et économiques qu'on n'osait plus mettre au premier plan. Il serait puéril de prétendre que les arguments ethniques aient été respectés. S'il en avait été ainsi, on aurait dû recourir à quelques plébiscites et, en dehors de ceux de Haute-Silésie et du Slesvig, nous les cherchions vainement.

Le traité de Trianon a ressemblé à tous les autres. Des cinq actes diplomatiques alors signés, l'un est devenu presque immédiatement caduc, celui de Sévres, dont les victoires turques d'Asie Mineure ont imposé la révision. Les quatre ont subsisté, mais si ceux qui les attaquent cèdent le plus généralement à des raisons de nationalisme bourgeois, ceux qui les défendent se laissent dominer par des mobiles du même ordre. Ni ceux-ci, ni ceux-là ne se haussent à une même conception exacte et loyale du droit des peuples. Et d'ailleurs, si ce droit des peuples a été dédaigné ou piétiné par les nouveaux maîtres des territoires transférés, il a été non moins violé jadis par les anciens maîtres. C'est une affirmation qu'il faut émettre et souligner au seuil d'une discussion, sur laquelle nous aurons apparemment maintes fois à revenir.

Pourquoi la révision de l'acte de Trianon est-elle la première qui soit revendiquée depuis l'annulation du traité de Sévres? C'est tout simplement parce que la Hongrie réactionnaire, monarchiste et chauvine de Horthy et de Bethlen a trouvé des concours au dehors. Elle est, dans l'Europe sud-Orientale, un pion aux mains de l'Angleterre et de l'Italie, comme la Yougoslavie est un pion sur le même échiquier, aux mains de la France. Les grandes puissances se contrebattaient par personnes interposées dans tout le secteur du Continent. La Slovaquie, la Croatie, la Transylvanie entre autres, ont été cédées par la Hongrie à la Répu-

blique Tchèque, à la Yougoslavie, à la Roumanie. Il serait abusif de prétendre que tous les Slovaques, les Croates, les Transylvains veuillent redevenir Magyars, mais les frontières ont été tracées arbitrairement là comme en d'autres parties de l'Europe, et la féodalité Hongroise qui aspire non à libérer, mais à assujettir à son propre profit des populations qui lui étaient jadis soumises, est impatiente de les reconquérir.

Elle a trouvé un truchement dans une fraction de la presse conservatrice anglaise, celle que dirige lord Rothermere, propriétaire du «Daily Mail» et de nombreuses gazettes. Les campagnes qu'a faites ce personnage depuis un an ont fini par forcer l'attention; elles ont pris surtout une importance lorsque le chef du fascisme italien et International, M. Mussolini, s'y est associé. Au début de cette année, lord Rothermere, étant allé à Rome, a été reçu au palais Chigi par le duc qui lui a accordé une interview, et cette interview était favorable à la thèse de l'irréductibilité Hongroise. Beaucoup plus récemment, M. Mussolini, prenant la parole au Sénat et jetant un coup d'oeil circulaire sur l'Europe, produisait ces deux affirmations:

1° Le traité de Trianon a violenté la Hongrie.

2° Les traités ne sont pas intangibles; ils doivent être remis sur chantier quand les circonstances le comportent. Ce second point est vérifié par l'expérience de tous les temps. Les arrangements diplomatiques ne subsistent que dans la mesure où l'un des contractants n'a pas la force d'en requérir le remaniement.

Pourquoi M. Mussolini a-t-il fait cette double déclaration? Est-il intéressé à la révision des traités? Peut-être, mais encore faut-il remarquer qu'il se refusait à restituer à l'Autriche les 200.000 Tyroliens du Sud qu'il ne réussit pas à italiéniser. En fait, le duc a voulu donner un gage à la Hongrie avec laquelle il a passé des accords secrets, qui doivent être confrontés avec les autres pratiques de diplomatie secrète dont les autres chancelleries se sont rendues coupables. Les deux voyages du comte Bethlen à Rome et à Milan n'ont pas été de simples démarches courtoises. En échange d'une aide éventuelle contre la Yougoslavie, le gouvernement fasciste se sera engagé à soutenir la révision de l'acte de Trianon. Une fois de plus, il spéculait sur les divisions des Etats Balkaniques. Nous aurons à revenir sur cette suggestion, qu'il a formulée maintenant officiellement et qui pose devant l'Europe une question capitale: celle de la révision des traités, car tous ces traités sont solidaires entre eux. Mais dès aujourd'hui, nous devons montrer, au moins en deux mots, que les discordes Balkaniques facilitent le jeu de tous les aventuriers politiques. La Hongrie et Mussolini espèrent que la Bulgarie secondera leur tactique tandis que la Roumanie demeurera neutre, en dépit de la Petite-Entente. Ce que nous discutons, ce n'est pas la légitimité ou l'inopportunité de la révision des traités, c'est l'incapacité des peuples des Balkans à imposer une révision équitable tant qu'ils n'auront pas formé une Fédération républicaine par dessus la volonté de leurs monarches, et de leurs oligarchies capitalistes. En tout état de cause, et jusqu'au jour où ils se seront dotés de ce statut, ces peuples seront les victimes d'une diplomatie asservie aux pires réactions.

Paul Louis

## Cinq années de vol et d'exploitation effrénée du peuple bulgare travailleur\*)

II

L'industrie traverse une crise aiguë malgré les privilèges importants dont jouissent les gros industriels sous le régime de la dictature fasciste. Le gouvernement continue à les favoriser, même les plus riches. Il continue à leur donner de crédits importants par l'entremise de la Banque Nationale Bulgare, à des taux très bas. Malgré tout, cependant, la crise s'accroît de plus en plus, la production diminue, un grand nombre d'entreprises industrielles sont fermées, et celles qui sont ouvertes ne travaillent que pendant quelques heures par jour.

Gouvernement de la grosse bourgeoisie, il est compréhensible que la clique au pouvoir aide de toutes façons les gros industriels à s'enrichir plus encore. Il permet à des Bourroff, à des Goubidelnikoff d'accumuler des millions et des millions sur le dos du citoyen bulgare, de l'ouvrier bulgare. Et la situation de ces derniers devient tous les jours plus intenable encore.

Les travailleurs bulgares qui, jusqu'au coup d'Etat, étaient groupés en des organisations professionnelles de masse, qui menèrent durant des dizaines d'années une lutte opiniâtre pour l'amélioration de leur situation matérielle et pour la création dans les usines et les ateliers de conditions meilleures pour le travail, avec l'instauration de la dictature fasciste avaient été mis dans une situation d'exception. Les lois sociales qui existaient en Bulgarie depuis une dizaine d'années et étaient appliquées — bien qu'incomplètement — même par les gouvernements les plus réactionnaires, n'existent guère actuellement. Ces lois ne sont pas officiellement abrogées, mais, en fait, elles ne sont pas appliquées. Donc en réalité, elles n'existent point.

La loi sur la protection du travail des femmes et des enfants, promulguée il y a déjà 23 ans, n'est qu'une fiction. Le travail des femmes étant plus commode pour l'exploitation effrénée, les 40% de la main d'œuvre dans la grosse industrie sont des femmes; les enfants mineurs de 10 à 14 ans remplissent les fabriques, les usines et les ateliers.

La journée de 8 heures n'est observée dans aucune entreprise industrielle. La journée de travail est de 10 à 12 heures, dans certaines productions même de 14 à 16 heures, souvent même de 18 heures. Les lois sur l'hygiène du travail ne sont point appliquées.

Le salaire est réduit au minimum. Il est à peine la moitié de celui que les ouvriers touchaient pendant le régime agrarien. Si l'on prend en considération le renchérissement de la vie sous le régime du 9 Juin, on voit que le salaire actuel n'est que le tiers de celui sous Stamboliisky. Le salaire des ouvriers varie entre 15 et 50 leva et ne suffit même pas au payement des loyers de leurs misérables taudis et à l'achat de pain sec, aujourd'hui 10 leva le kg.

Cette situation des ouvriers empire de plus en plus par le terrible chômage qui sévit en Bulgarie. Le nombre des chômeurs s'élevait tout récemment à 130.000. Actuellement, après la catastrophe sismique de la Bulgarie du sud, leur nombre atteint 170.000. Ces chômeurs ne reçoivent nulle aide matérielle. Cette grande armée de sans-travail offre ainsi son labour contre une bouchée de pain, ce qui permet aux capitalistes de réduire les salaires déjà misérables de leurs ouvriers.

Pour mettre en évidence jusqu'à quel degré ce gouvernement fasciste est anti-ouvrier — et il a l'impudence de se présenter devant les milieux démocratiques à l'étranger comme très soucieux des ouvriers, appliquant les lois sociales existantes, et élaborant d'autres lois similaires — il suffirait de relever le fait que ce gouvernement exerce sa terreur sanglante exclusivement contre la classe ouvrière, lui défend de se grouper en des organisations professionnelles et politiques pour pouvoir améliorer la situation. Dès le début même de son arrivée au pouvoir, ce gouvernement a dissout toutes les organisations ouvrières: politiques, syndicales, coopératives etc. Par la suite, lorsque l'effervescence parmi les masses travailleuses bulgares et étrangères et l'opinion publique prit de larges proportions, il permit en apparence la formation des syndicats et d'autres organisations politiques, mais il entreprit contre eux et contre leurs journaux de telles persécutions et actions de terreur, — qui continuent toujours plus féroce — que ces organisations furent mises dans l'impossibilité de déployer n'importe quelle activité.

La situation des ouvriers empire plus encore par la présence d'une forte masse de réfugiés, que le gouvernement utilise dans sa lutte pour l'écrasement de la classe ouvrière.

Le commerce est en stagnation, en complète stagnation. Naturellement: on ne pouvait s'attendre à un autre résultat de la paupérisation des masses ouvrières. Il en résulte une croissance continue des faillites et des moratoriums: 113 faillites et 90 moratoriums en 1926; 140 faillites et 120 moratoriums en 1927.

Une certaine activité est observée dans le commerce d'exportation seulement. Le gouvernement se vante que sous sa gestion le bilan commercial de la Bulgarie est devenu actif (il était tel l'année passée). Mais un bilan actif ne signifie encore pas une prospérité pour le pays, ne signifie pas que l'on exporte du pays l'excédent de la production. Dans notre précédent article, nous l'avons montré: on exporte de la Bulgarie des articles de première nécessité: céréales, volailles, oeufs, bétail etc., alors que la grande majorité du peuple bulgare n'a pas de quoi se nourrir.

Sous le régime des fascistes, ce ne sont que les gros-commerçants et les spéculateurs qui gagnent et s'enrichissent. Ce sont eux qui jouissent d'un crédit facile et à bon marché. Toutes les fournitures à l'Etat, aux communes et aux départements sont accordées à eux, et ils en encaissent d'énormes profits, aux dépens du contribuable et du consommateur bulgare.

La situation des artisans est aussi des plus graves. Les artisans constituent les 5% de la population totale du pays, et dans quelques petites villes de la Bulgarie ils forment la grosse masse de la population. Depuis une dizaine d'années déjà ils gémissent sous la concurrence de la production industrielle. Le gouvernement fasciste, par de différents palliatifs, ne tâche que de les bernier. Les artisans sont écrasés: ils n'ont ni argent, ni crédits pour renouveler leur inventaire, se procurer les matières premières nécessaires à leur production; et par dessus tout, ils sont frappés d'impôts écrasants. D'autre part, à la suite de la pauvreté des masses travailleuses, des paysans et ouvriers, principaux consommateurs de leurs produits, les artisans ne trouvent pas d'acheteurs pour leurs articles.

Le caractère du pouvoir fasciste se manifeste aussi d'une façon éclatante dans sa politique de crédit envers les différentes couches sociales. Les crédits pour les artisans n'ont été en moyenne que de 25 millions de leva par an, tandis que la Banque Nationale a accordé, rien que pour un trimestre de l'année 1925... 480 millions de leva aux commerçants, 332 millions aux industriels et 73 millions aux banquiers.

La vie des masses travailleuses devient insupportable aussi à la suite de la spéculation effrénée avec les produits de première nécessité.

La cherté augmente constamment. Les prix des produits de première nécessité ont augmenté de 40 à 50 fois en comparaison avec ceux d'avant-guerre. La monnaie bulgare a subi une dépréciation de 28 fois, tandis que les salaires ouvriers n'ont augmenté que de 12 fois; ceux des employés d'Etat de 10 fois; et les pensions et retraites, de 5 fois. C'est ainsi que les ouvriers reçoivent à peine le quart, les employés et les fonctionnaires de l'Etat, le cinquième, et les retraités le dixième de ce qu'ils recevaient avant la guerre. Il est donc bien explicable qu'à la suite de cette situation, de cette misère insupportable qui s'est emparé de tout le monde travailleur en Bulgarie, la mortalité y a pris des proportions de deux à trois fois plus grandes qu'auparavant.

Exploitation inhumaine, vol du travail national, famine, misère, maladies — d'un côté; terreur sanglante, assassinats, «disparitions sans traces», privations de droits politiques, lois d'exception, prisons remplies de détenus politiques, quelques milliers d'émigrés politiques dans les différents pays de l'Europe — voici le bilan du régime de la dictature fasciste en Bulgarie.

Les fascistes sont les représentants exclusifs de la grosse bourgeoisie: des banquiers et des spéculateurs; ils défendent leurs intérêts; toutes les possibilités d'enrichissement sont largement ouverts pour eux-ci.

En même temps, ils accomplissent servilement toutes les exigences des impérialistes et des capitalistes européens.

Ils modifièrent la loi sur la propriété foncière du travail et rendirent aux gros-proprétaires les terres que Stamboliisky avait distribuées aux paysans sans terres et à ceux ayant de lopins insuffisants; ils abrogèrent la loi contre les coupables de la catastrophe nationale et rendirent aux spéculateurs les sommes que ces derniers, condamnés, avaient restituées à l'Etat (80 millions de leva environ); ils payèrent à la Banque Commerciale, la banque de M. Bourroff,

\*) Suite de la „Fédération Balkanique“ No. 94 du 15 juin dernier.

ministère des Affaires Etrangères, une somme de plus de 100 millions de leva pour les céréales réquisitionnées de Declosier — quoique ces céréales fussent déjà payées par le gouvernement lors de la réquisition en 1915; ils élevèrent les droits d'importation de tous les articles de première nécessité; ils payèrent 111.000 livres sterlings à une compagnie anglaise pour des dépôts de tabac brûlés pendant la guerre à Gorna-Djournaya et à Sérès; ils payèrent au gouvernement serbe 300 millions de leva et consentirent à payer au gouvernement roumain 250 millions de leva pour des réquisitions; ils payèrent, paient et paieront des sommes énormes pour des réparations, pour des dettes anciennes etc.; ils octroyèrent à une compagnie italienne d'immenses privilèges pour l'exploitation des forêts de Rila, malgré les protestations énergiques de la population; ils octroyèrent aux capitalistes étrangers toute une série de concessions de pre-

mière importance pour l'économie nationale, malgré les protestations de la population.

Le gouvernement fasciste est un laquai des impérialistes occidentaux. Il a remis son sort entre les mains des Chamberlain et Mussolini. Il exécute sans discuter tout ce que ces messieurs lui ordonnent, ou que leur organe exécutif, la S.D.N., lui dicte (M. Bouroff a déclaré, il y a quelques temps, devant la commission parlementaire des Affaires Etrangères: «la Bulgarie doit se laisser entre les mains de la S.D.N.»).

Contre cette exploitation, ce vol et cette dictature, le peuple bulgare lutte; il lutte puisqu'il s'agit de son existence même. Cette lutte continuera jusqu'à l'effondrement de ce régime sanglant et jusqu'à l'instauration d'un gouvernement démocratique des masses laborieuses en Bulgarie.

D. Vlahoff

## Le martyre du professeur Todor Pavloff

Professeur de philosophie, je désire dire ici la sympathie ardente que j'éprouve pour mon collègue Todor Pavloff, détenu politique dans une prison bulgare. Je tiens à protester chaleureusement contre le sort abominable que lui font ses bourreaux.

Je suis sûr, en agissant ainsi, d'exprimer non seulement mon sentiment personnel, mais le sentiment de nombreux professeurs et instituteurs, de nombreux intellectuels de France.

Le gouvernement bulgare ne jugera-t-il pas, quelque jour, intolérable d'être méprisé par ces libres esprits?

Faut-il rappeler qui est Todor Pavloff?

Né à Chitip, résidant à Sofia, Pavloff est un excellent professeur qui s'est acquis l'affection de nombreuses générations d'élèves. Sa méthode contribue à éveiller les esprits, aisément séduits par des idées généreuses qui sont proposées sans être imposées.

A sa tâche professionnelle, Pavloff joint d'autres activités. Il écrit des ouvrages pédagogiques et philosophiques, lus avec grand intérêt dans son pays et à l'étranger.

Mais il ne se confine pas en sa tâche de professeur et d'écrivain. Il comprend le devoir qui s'impose de travailler à l'éducation du peuple par le moyen de la presse. Il est rédacteur à plusieurs journaux de Sofia, Na chi dni (Nos Jours); Novini (Nouvelles).

Cet homme, à l'activité si étendue et si utile, est, en outre, marié, père de deux enfants. J'ai, sous les yeux, une photographie de lui, le représentant tendrement entouré de tous les siens...

Comment peut-il se faire qu'un tel homme ait été condamné à une peine que seuls mériteraient les pires gredins: douze ans et demi de prison?

Il a commis un premier crime: il est marxiste.

Etrange stupidité, lamentable injustice, que l'emploi de la force contre la pensée: Que le Marxisme soit vrai, ou faux, ou partiellement vrai et partiellement faux, il n'importe ici: le Marxisme est une des plus profondes théories philosophiques et sociales qu'ait élaborées l'esprit humain.

Expliquer les grands faits de l'histoire et l'évolution des sociétés par des considérations matérielles, par le régime de la propriété et du travail; juger que «c'est le mauvais côté de l'histoire qui fait l'histoire»; en conclure que la lutte des classes amènera nécessairement une transformation totale de la société: c'est une conception qu'on peut approuver ou blâmer; mais peut-on admettre qu'on utilise, pour lutter contre elle, la prison?

Marxiste, Pavloff adhère au parti qui lui paraît, à tort ou à raison, correspondre à sa conception de la société — au Parti communiste. C'est son second, son dernier crime.

Mais nous, nous proclamons qu'il avait le droit d'adhérer à ce parti, comme à n'importe quel autre; que l'adhésion au Parti communiste ne doit être, nulle part, ni interdite, ni imposée.

Pavloff a été condamné, sans que les avocats Kurt Rosenfeld, député au Reichstag allemand, et Richter, de Vienne, aient été autorisés à prendre sa défense.

Aujourd'hui, Pavloff est en prison, pour douze ans et demi, pour plus de quatre mille cinq cents jours.

Encore, s'il était dans une de ces prisons humaines où les pays civilisés enferment leurs condamnés politiques!

S'il était même dans une prison normale de droit commun! Il y rencontrerait, sans doute, comme le héros des «Souvenirs de la Maison des Morts» de Dostoïevski, l'estime, la sympathie d'êtres dévoyés, mais accessibles à des sentiments d'équité et de pitié.

Il y a bien, autour de Pavloff, dans la prison de

Plovdiv où il a été transféré, d'autres prisonniers politiques et des délinquants normaux. Mais il y a aussi une bande de criminels de droit commun, armés de poignards et de révolvers, qui, fréquemment ivres, font régner dans la prison maudite, un véritable régime de terreur.

Leur chef est le trésorier de la prison, le nommé Kovatcheff, qui s'est mis au service des fascistes bulgares et des «autonomistes» macédoniens, eux-mêmes asservis à la Ligue Militaire bulgare.

Pavloff a réussi à faire passer une lettre ouverte, où il dénonce ces agissements. On a, dit-il, promis de libérer immédiatement celui qui tuerait le détenu Adamoff ou le professeur Pavloff. Déjà, Adamoff, qui avait appris ce projet et vivement protesté, a été transféré en une autre prison, et tué.

Sera-ce bientôt le tour du professeur Pavloff?

A la suite de sa lettre, on lui a interdit toute entrevue avec sa femme. Le bandit qui avait dénoncé le projet d'assassiner Pavloff et Adamoff, a été menacé, contraint de rétracter ses aveux, mis au cachot, enchaîné. Le prisonnier soupçonné d'avoir fait passer la lettre de Pavloff, a été soumis à ce qu'on appelle là-bas une «instruction nocturne», et cruellement bâtonné.

Pavloff avait demandé son transfert à la prison de Sofia, ville où réside sa famille. Maintenant, il écrit au procureur général pour retirer cette demande, ne voulant pas «disparaître sans laisser de trace» au cours du voyage.

Il demande que soient désarmés et envoyés dans d'autres prisons les criminels de droit commun qui terrorisent la prison de Plovdiv, et qu'un quartier spécial soit réservé aux prisonniers politiques.

Qui ne s'associerait à de si légitimes demandes?

Mais, nous pouvons, nous devons réclamer plus.

Nous réclapons la libération de Todor Pavloff.

Le gouvernement bulgare ne se décidera-t-il point à accomplir ce geste qui, sur ce point particulier, lui vaudrait la reconnaissance de tous les coeurs généreux?

Félicien Challaye

professeur agrégé de philosophie.

## Quel est le sens du traité Italo-Turc?

Le traité que l'Italie a signé, le 30 mai, avec la Turquie, n'a pas fait grand bruit dans le monde. Etait-ce parce que les traités dits d'amitié et de bon voisinage deviennent de plus en plus nombreux, au risque d'accumuler d'étranges périls pour la paix? Etait-ce parce que l'Italie ne croyait pas avantageux d'attirer l'attention sur lui? Etait-ce parce qu'elle était dépitée de n'avoir pu rendre cette convention tripartite en y rattachant la Grèce? Pendant cet instrument diplomatique nous paraît mériter considération, et à beaucoup d'égards.

En le publiant, les gouvernements cosignataires ont eu soin de dire qu'ils le communiquaient intégralement à la presse.

Le traité italo-turc contient, à leurs dires, cinq articles. Aux termes du premier, les deux puissances s'engagent à n'entrer dans aucune coalition, l'une contre l'autre.

Aux termes de l'article 2, si l'une des deux est attaquée sans provocation de sa part, l'autre gardera la neutralité.

L'article 3 prévoit que les litiges entre elles devront être, en principe, résolus par la conciliation et par l'arbitrage.

L'article 4 confie à la Haute Cour de Justice de la Haye l'interprétation de ces clauses, au cas où elles seraient contestées.

Enfin, l'article 5 assigne à l'accord une durée de cinq ans, à dater de l'échange des ratifications.

Les négociations s'étaient prolongées plusieurs mois, et l'on peut rappeler que le ministre des Affaires Etrangères ture, Tewfik Ruchdi, était venu à Rome.

Faut-il admettre que le texte est bien celui qui nous est présenté et qu'aucune addition n'y a été faite, ou, au contraire, qu'à la partie rendue publique s'ajoute une partie demeurée secrète? On n'a aucune raison qui milite en faveur de la sincérité des deux cosignataires. Nous savons fort bien que la diplomatie secrète fleurit plus que jamais, et si la convention a une pointe quelconque dirigée contre une tierce puissance, les cabinets de Rome et d'Angora, pour des motifs aisés à saisir, se seront dispensés de révéler leurs intentions. Nous sommes en droit de supposer que Mussolini et Moustafa Kemal ne se sont pas bornés à conclure l'arrangement anodin qu'ils ont communiqué.

Si l'on remonte à quelques mois en arrière, les relations italo-turques étaient loin d'être bonnes. Avant la guerre mondiale, le gouvernement italien, bien qu'il ne fût pas encore fasciste et qu'il se piquât de pacifisme, s'était emparé par force de la Lybie, que l'Empire Ottoman tenait pour l'une de ses dépendances. Une escadrille italienne avait essayé de franchir les Dardanelles; le Dodécannèse avait été occupé, et de là la marine italienne menaçait la côte d'Asie. Pendant la guerre mondiale, les gouvernements de Rome et de Constantinople s'étaient rangés dans deux coalitions adverses, et lorsque l'Entente avait envisagé le partage éventuel du butin, l'Italie s'était adjugé un bon secteur de l'Asie Mineure: à un moment Smyrne, même, lui avait été attribuée.

Au lendemain de la guerre mondiale, ces ambitions avaient survécu. Avec Mussolini, elles allaient plutôt s'aviver. Nul n'a oublié que le duc avait offert son concours à Sir Austen Chamberlain, à l'heure où l'affaire du Kurdistan et de Mossoul semblait grave, et certainement il avait fait son prix. La Turquie n'avait donc aucune raison de se montrer particulièrement confiante dans l'Etat fasciste. En un temps, elle avait cherché un appui du côté de l'U. R. S. S., et l'on pouvait imaginer qu'elle l'avait trouvé.

En 1927 encore, du moins au début de cette année, elle s'était montrée presque aussi émue et inquiète que la Yougoslavie de la mainmise de l'Italie sur l'Albanie. Mussolini affichait sur les Balkans, et sur la Méditerranée Orientale, des desseins qui pouvaient, par la suite, menacer Constantinople elle-même. Le bruit courut que des diplomates serbes et tures avaient pris contact et qu'ils préparaient un projet d'alliance. Si cette alliance se réalisait, elle ne pouvait être tournée que contre l'Italie.

C'est pourquoi on a été quelque peu surpris quand a été annoncé le traité Italo-Turc du 30 mai. Ce n'était certes point par ses termes rendus publics que ce traité devait s'imposer aux regards, mais le fait même de sa signature devenait d'une importance essentielle pour qui comparait le présent au passé.

Supposons — rien n'est plus légitime — que la valeur de cette convention excède de beaucoup la portée de ses clauses. Nous assistons à un rapprochement à la fois politique et économique. Il aurait été négocié sur l'initiative de l'Angleterre, qu'on ne devrait pas en être étonné, car l'Angleterre conservatrice s'évertue à trouver des ennemis nouveaux à l'U. R. S. S.

Qu'est ce que l'Italie peut gagner aux tractations qui ont ainsi abouti?

1° Elle se libère d'un adversaire possible et qui pouvait compter, dans la balance des forces orientales, avec son armée bien entraînée.

2° Elle prive la Yougoslavie (et l'antagonisme Rome-Belgrade est un des facteurs de la grande politique actuelle) d'une alliée possible. Regardez la carte: la Yougoslavie est en fâcheuse posture entre la Hongrie, la Bulgarie et l'Italie, et, grâce à l'accord du 30 mai, la Bulgarie ne sera pas contenue par la crainte de l'intervention turque.

3° Elle arrache la Turquie à l'influence Soviétique, et si elle rompt un jour elle même avec l'URSS, elle s'efforcera de se servir de la neutralité de Mustapha Kemal, sinon de son appui.

4° Elle attend de la Turquie des concessions économiques qui lui permettront de conquérir le marché oriental et de déverser sur l'Anatolie le trop-plein de sa population.

5° Elle fait pénétrer son influence dans la proche Asie — en Turquie d'abord, puis chez les alliés de cette Turquie: l'Afghanistan et la Perse.

Mais que gagne la Turquie au traité du 30 mai? Elle s'affranchit de la crainte d'une agression italienne qui n'était pas très redoutable. Elle recevra peut-être des capitaux d'un pays qui a l'habitude d'emprunter plutôt que de prêter. Lui

a-t-on promis des dépouilles territoriales au cas d'une nouvelle guerre?

Quoi qu'il advienne, cet instrument diplomatique n'est pas le moins important parmi ceux qui ont été forgés ces derniers temps.

P. L.

## 'Albania non si tocca')

IV.

### Un cynisme inouï.

Pour bien préciser la portée désastreuse du coup de banditisme du 24 décembre 1924 — nous en avons parlé dans notre article précédent — il serait utile de jeter un coup d'oeil rétrospectif sur l'histoire du développement de la lutte nationale albanaise:

Au début du réveil national, le mouvement fut dirigé par la Ligue de Prizrend (1880—1883) qui travaillait plutôt à la défense de l'Albanie par la voie des armes contre le péril du démembrement et qui fut dissoute par l'armée turque ayant le mandat d'exécuter le verdict des puissances relatif au sort de Dulcigno et d'Antivari. Cependant, et presque immédiatement après la défaite de Prizrend, le mouvement, changeant de forme, donna lieu à la constitution d'un groupe d'intellectuels albanais qui, réuni à Constantinople, essaya, par des publications, de doter le peuple albanais d'une langue littéraire et d'une culture nationale révolutionnaire. Mais la Turquie d'Abdul Hamid eut ses raisons à elle pour interdire d'une façon très rigoureuse toutes sortes de publications: notre alphabet même fut frappé d'interdiction. Dès lors, le mouvement fut transporté à l'extérieur, et toutes les colonies albanaises en Europe, Afrique et Amérique se transformèrent en des foyers ardents de libération: une publication de plus en plus intensifiée durant un quart de siècle inonda l'Albanie de tous les côtés, transformant en des foyers de libération tous les convents catholiques, tous les tékkés des bektachis et toutes les gymnases du pays où l'enseignement continuait à être donné exclusivement en ture (1884—1908).

Ainsi, l'Albanie possédait dorénavant une jeunesse intellectuelle des plus hardie dans les Balkans. C'est dans cette activité prodigieuse de l'élément albanais qu'on peut trouver le secret, le véritable miracle qui fit triompher la révolution des Jeunes-Tures de 1908 et qui détermina le détronement du Sultan Assassin en 1909 par une marche foudroyante sur Constantinople. En effet, dès que les Jeunes-Tures, trahissant les principes proclamés par la Révolution de 1908, cherchèrent à créer un régime chauvin au détriment des libertés acquises par les différents éléments de l'Empire Ottoman, l'Albanie à elle seule et par ses propres moyens répondit à cette Turquie rénégate en lui opposant toutes ses forces: après une révolution presque ininterrompue de quatre années, le régime des Jeunes-Tures fut complètement détruit (1909—1912).

Ce geste héroïque des intellectuels albanais eut deux résultats à graves conséquences: 1° il mit fin à la dictature oligarchique des Jeunes-Tures; 2° il précipita la guerre balkanique: les dirigeants des petits Etats des Balkans, tout comme aujourd'hui, virent dans ce mouvement libérateur des Albanais l'évanouissement de leurs rêves impérialistes, et préférèrent être, comme aujourd'hui, les valets de chambre des grandes puissances capitalistes de l'Europe.

La première guerre balkanique, qui fut déclenchée contre la Turquie et qui, en réalité, fut faite contre l'Albanie, détruisit et dispersa nos forces intellectuelles, et une minime partie qui parvint à échapper aux massacres des «Croisés» proclamant l'indépendance (!), reprit la lutte de la libération contre tout un monde d'ennemis de tout calibre. (1912—1924): l'Albanie, guidée par le coeur indestructible de cette poignée d'élite, fit face, avec la tenacité d'un roc battu par les vagues incessantes d'un océan, aux calamités d'une lutte de plus de douze années pour raffermir son indépendance vis-à-vis de l'étranger et son émancipation sociale vis-à-vis du féodalisme.

C'est justement cette poignée d'élite qui, tout d'abord, fut détruite en partie par le coup de banditisme du 24 décembre 1924. Le reste, comme en 1884—1908 rejeté à l'étranger,

\*) Suite de la „Fédération Balkanique“ No. 93 du 15 juin dernier.

continue la lutte de la libération. Déjà la nouvelle génération, y compris la jeunesse universitaire, a rempli les lacunes de nos revers, et le mouvement marche à pas géants, tendant cette fois-ci à la libération complète des Balkans.

Que s'est-il passé depuis lors dans l'âpre pays des Albanais? Tout le monde le sait, exceptée la Société des Nations qui se plaît à garder son mutisme, feignant d'ignorer toutes les péripéties de la grande tragédie. Le coup de banditisme, après la chasse à l'élite du pays, porta au pouvoir un jeune homme aux ambitions illimitées, dispersa les forces armées régulières, supprima les institutions nationales, et terrorisa la population par des assassinats politiques. Ainsi, on a actuellement en Albanie un régime dictatorial qui, dans son ensemble, n'est qu'un sultanat de nègres de l'Afrique Centrale.

Puis vint le tour de la chasse aux concessions: toutes les richesses du pays ont été vendues à des conditions scandaleuses. La concession de la banque à elle seule constitue la capitulation économique de l'Albanie au profit de l'Italie fasciste.

Enfin, l'accord de Tirana du 27 novembre 1926, garantissant la permanence du régime présent, transforma l'Albanie en un véritable protectorat, et le traité italo-albanais du 22 novembre 1927, par une militarisation effectuée à la hâte sous la direction de plusieurs centaines d'officiers italiens, porta au delà du Drin, les frontières de l'Italie fasciste.

Quant à ce jeune homme aux ambitions illimitées, il est

devenu un simple jouet entre les mains de tout le monde, et surtout du Foreign Office, qui se sert de l'Albanie, d'une façon des plus abominable, comme d'objet d'échange pour la soumission complète du «duce» à ses volontés.

Une fois ces faits constatés, relisons les déclarations de M. Benito Mussolini, faites au Sénat de Rome le 5 juin 1928:

«Quant à nos rapports avec l'Albanie, ce pays sait depuis 1925 qu'il peut compter sur l'amitié de l'Italie, une amitié absolument loyale, profondément sincère, et attentive jusqu'au scrupule à ne pas accomplir un acte, à ne pas prononcer un mot pouvant être interprété, notamment par des individus de mauvaise foi, comme une intervention dans les affaires intérieures d'un pays étranger. L'Italie a le seul intérêt que l'Albanie, guidée par la main ferme et sage d'un homme éminent, consolide toujours davantage son unité à l'intérieur et son autonomie vis-à-vis de l'étranger. De grands progrès ont été réalisés ces temps derniers en Albanie (!); dans peu d'années, ce sera un Etat dans le sens le plus ample et de plus puissant du mot. L'Italie est heureuse de lui donner sa collaboration...»

Quel cynisme!

Cependant, l'âme du pays des Albanais n'a pas pu être détruite. Le jour venu, on la verra se dresser contre les oppresseurs; et ce jour là le cynisme inouï de Benito Mussolini aura sa réponse méritée: «l'Albania non si tocca. Malheur à ceux qui en veulent la conquête!»

Genève, le 10 juin 1928.

Bedri Pejani.

## La répression sanglante des ouvriers de la Macédoine et de la Thrace sous joug grec

Depuis des années, les ouvriers de la Macédoine et de la Thrace asservis par la Grèce, mènent une rude bataille pour améliorer leur situation. En tête de ces luttes se trouvent les ouvriers en tabac, les plus actifs, les plus combattifs.

Déjà sous le régime turc, les ouvriers en tabac de ces pays luttaient. Ils étaient organisés dans des syndicats, et par eux ils luttaient contre les patrons, en majorité des capitalistes anglais, américains, italiens et allemands, ainsi que contre le gouvernement des sultans toujours à la dévotion des intérêts de ces derniers. Ces luttes ne sont pas restées infructueuses. Les ouvriers réussirent à obtenir satisfaction sur certaines de leurs revendications. La classe ouvrière se trempa dans ces batailles; elle devint plus active, plus combattante. Les syndicats ouvriers se renforcèrent et les luttes qu'ils continuaient à mener devinrent plus organisées; dans chaque grève, proclamée par eux pour imposer leurs revendications, le nombre des participants augmentait constamment.

Les ouvriers en tabac de la Macédoine et de la Thrace sous domination turque étaient à la tête de toutes les luttes ouvrières en Turquie. Leurs syndicats étaient des modèles. En 1911, ils eurent leur premier Congrès à Cavalla; en 1912, à Salonique.

Après la conquête par la Grèce des provinces où se poursuit actuellement la grève, les luttes des ouvriers en tabac ne cessèrent point. Au contraire, elles s'intensifièrent. Par l'accroissement de la production du tabac dans ces régions, le nombre des dépôts et des ouvriers qui y furent engagés augmenta.

Mais avec le changement du régime, c'est-à-dire le remplacement du pouvoir turc par le pouvoir grec, et avec la modification de la composition ethnique des ouvriers — auparavant, les ouvriers dans les dépôts de tabac étaient des Macédoniens grecs, juifs, bulgares et turcs, la majorité en étant composée par les trois dernière races; actuellement, la grande majorité des ouvriers dans la manufacture de tabac sont des Macédoniens grecs, juifs, et en partie seulement bulgares, et turcs en Thrace, et en grand nombre des réfugiés grecs de l'Asie Mineure et du Caucase — le caractère des luttes ouvrières ne changea point. Elles revêtent toujours le caractère de lutte de classe. Seulement, aujourd'hui, ce caractère est bien plus prononcé et net. L'élément de classe prédomine nettement sur l'élément de nationalité.

Le gouvernement grec, à l'instar de l'ancien gouvernement turc, s'engagea dans la voie de répression contre les ouvriers, quoique la majorité écrasante de ceux-ci fussent des Grecs, Grecs de Macédoine, Grecs d'Asie Mineure et du

Caucase. Il prit la défense des capitalistes du pays ou étrangers contre les revendications des ouvriers.

Quelle est la lutte des ouvriers? en quoi consistent leurs revendications? Ces revendications se résument comme suit: amélioration de la situation matérielle actuelle, rajustement de leurs salaires sur la base du salaire de 6,25 drachmes, salaire moyen des ouvriers des tabacs en 1914 (actuellement ils ne touchent que 60% environ de ce qu'ils touchaient alors); garantie des libertés et des droits syndicaux; reconnaissance du droit des commissions des ateliers à résoudre les conflits entre ouvriers et patrons; suppression du prélèvement sur leurs salaires pour l'entretien de la caisse de compensation destinée à aider les ouvriers en tabac pendant la morte saison de 5 à 6 mois.

Ce sont ces revendications plus que modérées, que les patrons et le gouvernement n'acceptent pas. Les ouvriers mènent, depuis un an, une lutte opiniâtre pour les imposer. Ce sont les mêmes revendications qui sont actuellement formulées par les grévistes. Ce qui est pourtant à relever, c'est que la grève actuelle a un caractère de masse, les luttes menées jusqu'à présent n'avaient pas l'ampleur grandiose de celle à laquelle nous assistons. Tandis que, auparavant, dans ces luttes, ne participaient même pas tous les ouvriers engagés dans la production du tabac, aujourd'hui la grève est déclarée et soutenue par la classe salariée de toutes les villes et de tous les dépôts de tabac. Et dans ces dépôts travaillent plus de 60.000 ouvriers.

Au mouvement de grève actuel participent tous les ouvriers en tabac de Salonique, Cavalla, Drama, Pravichta, Sérès, Xanthie, Gumouldjina, etc.

En examinant les causes qui ont provoqué la grève actuelle, nous devons remarquer que bien que la situation des ces ouvriers fût misérable, la grève a été provoquée par le gouvernement qui a dissout le syndicat des ouvriers en tabac de Cavalla. Ces derniers se réunirent dans une salle de théâtre pour protester contre les actes arbitraires des autorités (le droit syndical existe du moins formellement en Grèce). La police et la gendarmerie ont essayé de disperser la réunion. Une bagarre éclata entre les ouvriers et les policiers qui tirèrent contre les ouvriers et en blessèrent plusieurs. Là-dessus, pour défendre leurs droits naturels et légaux, les ouvriers de Cavalla proclamèrent la grève. Les ouvriers de Pravichta, de Drama, de Salonique, de Xanthie, et d'ailleurs, les suivirent. La grève est générale. Partout, les autorités provoquent les ouvriers. Partout, il y a des victimes ouvrières. Jusqu'à présent, on compte 15 tués, 140 blessés et plusieurs centaines d'ouvriers arrêtés ou déportés. Tout le pays est secoué par une indignation violente contre le vandalisme gouvernemental. En signe de pro-

testation et de solidarité, les ouvriers des autres industries firent cause commune avec les grévistes, notamment les ouvriers meuniers, boulangers, les cheminots, les ouvriers du service des eaux, les ouvriers électriciens, ceux des ports et des bateaux. Dans plusieurs localités il y eut des combats de rue, et des barricades furent érigées.

Le mouvement gréviste a aussi embrassé plusieurs villes de la Grèce même, telles que le Pirée, Volo, Patras etc. Toutes les villes où la grève est proclamée, et même celles qui en sont encore exemptes, présentent l'aspect de l'état de siège.

Le gouvernement, encouragé par les conservateurs anglais et les fascistes italiens, a déclaré la guerre aux ouvriers. Il s'efforce de rendre le parti communiste responsable du sang ouvrier versé. Le ministre de l'Intérieur, M. Gotzis, en réponse à l'interpellation du député communiste de Salonique, Maximos, relative aux répressions du gouvernement, a déclaré à la Chambre que ce qui se passe en Grèce est l'œuvre des communistes. Son collègue de l'Economie Nationale, Velenzos, a dit que le but poursuivi par les communistes en proclamant la grève et en « provoquant » des troubles était d'entraver la restauration économique de la Grèce.

C'est ainsi que le gouvernement réactionnaire grec qui avait, il y a quelques mois, élaboré un projet d'une loi « pour la Défense de l'Etat » pareille à celles qui existent en Serbie, en Bulgarie et en Roumanie, mais qui n'osa pas, devant les protestations énergiques des masses ouvrières, le présenter à la Chambre; ce gouvernement qui, il y a quelques mois, leva l'immunité parlementaire des députés communistes et jeta en prison ou déporta un grand nombre d'ouvriers et d'intellectuels; qui, par sa politique de persé-

cuton de la classe ouvrière ne diffère guère des dictateurs Pangalos et Condylis; ce gouvernement qui déclencha un procès, devant commencer bientôt, contre les membres du parti communiste qui se déclarèrent pour l'autonomie de la Macédoine et de la Thrace, dans les cadres de la Fédération Balkanique — ce gouvernement aux ordres des impérialistes occidentaux, s'efforce de présenter les luttes des masses travailleuses comme des luttes dirigées contre l'existence de l'Etat. Ces manœuvres, cependant, ne tromperont personne en Grèce; elles ne pourront pas jeter la confusion parmi les ouvriers, ni même parmi les milieux démocratiques de ce pays. Ceci a été déclaré au Parlement par le chef de l'Union Républicaine Papanastassiou, qui a dit que le gouvernement commet un tort en accusant les communistes de tout ce qui se passe en Grèce.

La lutte des ouvriers en tabac continue.

Quelle sera la fin de cette grève générale? Il est difficile de le prévoir. Mais une chose est d'ores et déjà certaine. C'est que le sang versé dans les rues de Cavalla, Salonique, Drama, Xanthie, Pravichta, le Pirée etc. renforcera l'esprit combattif des masses ouvrières. Le jour n'est pas loin où la classe ouvrière de Grèce, trempée par les luttes, malgré les Venizelos, les Soufolis et les chefs réformistes qui veulent utiliser ces luttes pour leurs propres fins, imposera ses revendications; elle réussira à transférer ces batailles sur le terrain politique et à imposer, ensemble avec les paysans et les peuples opprimés, un pouvoir populaire des ouvriers et paysans en Thrace et en Grèce et, par un commun effort avec les ouvriers, les paysans et les peuples subjugués des autres pays balkaniques, ériger la République Fédérative Balkanique.

D. VI.

### Protestation des étudiants grecs de Vienne

L'Association des étudiants grecs socialistes de Vienne a lancé une protestation énergique contre les récents meurtres de prolétaires grecs et invite les travailleurs manuels et intellectuels de l'Europe à engager une violente action de protestation contre la répression brutale de la grève des ouvriers grecs.

L'Association s'est aussi déclarée solidaire avec la lutte entamée par les ouvriers de Grèce.

## La Conférence de la Petite-Entente et les Evénements sanglants à Belgrade

La Conférence de la Petite-Entente, ajournée par de différentes raisons de caractère national et international, eut enfin lieu le 20 juin dernier à Bucarest. Elle avait été précédée de voyages significatifs des ministres des Affaires Etrangères M. Titulescu, Benès et Marinkovitch à Paris et à Londres. Titulescu fit une visite à Mussolini aussi, et Benès passa par Berlin.

Ces voyages politiques très significatifs des ministres des Affaires Etrangères de la Petite-Entente avaient été provoqués par la situation générale non-stable et non-sûre des Balkans et de l'Europe Centrale.

Les raisons principales de ces voyages furent les suivantes: la lourde crise économique de la Tchécoslovaquie. L'attitude de plus en plus agressive de la Hongrie encouragée par l'action Rothermere et l'Italie dans la question de la révision du traité de Trianon; le chaos économique, financier et politique en Roumanie et en Yougoslavie, le conflit italo-yougoslave, etc. Car le développement des Etats qui composent la Petite-Entente dépend en tout premier lieu du bon vouloir des grandes puissances.

La «Fédération Balkanique» a déjà examiné et analysé toutes ces questions, et continuera à le faire, sans relâche. Nous nous occuperons ici d'une manière sommaire des questions principales de la Conférence de Bucarest, en premier lieu du rôle de la Yougoslavie.

La Conférence eut lieu immédiatement avant la ratification des Conventions de Nettuno et des visites réciproques des états-majors polonais et roumain: dans cette période où l'Angleterre s'efforce tout particulièrement, par tous les moyens, à «réconcilier» les parties en litige et à cimenter le bloc anti-soviétique. La marche des événements a prouvé que les intérêts des grands et petits Etats capitalistes sont fort difficilement harmonisables, qu'au contraire ils divergent avec une acuité de jour en jour plus violente. C'est à la suite de cet état des choses qu'ont été provoqués les récents conflits dans les Balkans, et que des conflits continueront à éclater malgré les déclarations «pacifiques» des puissances et hommes d'Etat intéressés. Après le

fameux discours «pacifique» de Mussolini au Parlement, qu'avaient précédé de longues conversations de la diplomatie secrète, la Petite-Entente présenta à l'opinion publique mondiale quelques communiqués platoniques. Après les banalités habituelles de la communauté des intérêts et de la considération de la Petite-Entente comme une puissance, vinrent les déclarations des ministres. Et la Yougoslavie militariste fut obligée de déclarer solennellement, que les Conventions de Nettuno — qui lèsent si profondément les intérêts des larges masses — seront incessamment ratifiées. Et d'ajouter: «... dans l'espoir que, en réponse, l'Italie, probablement avant même l'expiration en juillet du pacte commun, proclamera une 'interprétation' aux pactes de Tirana de 1926 et 1927».

Il en ressort donc nettement que la récente visite de Titulescu à Belgrade à la veille de la Conférence de la Petite-Entente, a eu comme but d'y préparer le terrain pour cette déclaration de Marinkovitch au nom du gouvernement de la camarilla militaire et dans l'intérêt des desiderata fascistes. On voit aussi les procédés des «amis» intercédant entre eux aux dépens des intérêts vitaux des masses travailleuses. Quant à l'«interprétation» des pactes de Tirana, Mussolini en proclamera éventuellement une pour les Conventions de Nettuno aussi, mais tout cela ne modifiera en rien du tout ses visées en Albanie et dans les Balkans. Ce sont plus ou moins des ordres de Londres qui sont ainsi, exécutés, attendu que la politique des potentats insensés de Belgrade se trouve devant une franche banqueroute.

La question de la reconnaissance de l'Union Soviétique fut déroulée à Bucarest. Benès la posa en la motivant par la crise économique de la Tchécoslovaquie, et dans l'intérêt de son pays. Au nom de son gouvernement, Titulescu s'y opposa, la désignant comme non-actuelle. Marinkovitch, lui, se maintint dans sa qualité de spéculateur à la Bourse (on sait, qu'il est le président de la Bourse de Belgrade) de la cour et de la Main Blanche, et n'eut pas le courage de prendre position pour ou contre la question posée.

Dans la question de la révision du traité de Trianon,



il fut décidé en commun de s'opposer le plus énergiquement et par tous les moyens adéquats à des tentatives d'une modification territoriale, attendu que les efforts pour la révision du traité de Trianon pourraient provoquer des complications dans l'Europe Centrale non encore stabilisée. Quant à la question de l'Anschluss, Marinkovitch, exprimant les désirs de Benès et Titulesco, déclara y être opposé par des raisons dictées par la situation politique actuelle, mais que cela ne signifierait point une opposition en principe.

Le résumé de la Conférence de la Petite-Entente est le suivant: faiblesse absolue, hétérogénéité, dépendance de ses maîtres. Une comédie préparée par trois clowns politiques, dont Marinkovitch a joué le rôle le plus piteux. Le «résultat» égale celui de la dernière Conférence à Joachimsthal.

Tandis que cette comédie de la Petite-Entente se jouait à Bucarest, un agent de la Main Blanche à la Skoupehtina y assassinait deux députés de l'opposition croate et blessait grièvement trois autres. Punisa Ratchitch, l'un des principaux témoins et confidents dans le fameux procès de Salonique de 1917 — sur lequel procès il sera encore fourni à l'opinion publique les éclaircissements nécessaires sur la base de documents authentiques — un meurtrier professionnel et un notoire gredin, exécuta le 20 juin les ordres de ses maîtres. Au cours d'altercations et d'invectives coutumières dans les parlements des Etats impérialistes et qui se firent ces derniers jours particulièrement violentes par suite de l'obstruction de la coalition paysanne-démocrate, le meurtrier tira son pistolet et, après une discussion avec le député raditchien Dr. Pernar, fit feu sur ses adversaires parlementaires, de sang-froid, à reprises répétées, sans en être empêché, et tua l'ancien ministre de l'Agriculture Pavlé Raditch, un neveu de Stjepan Raditch, et le Dr. Basaritchek, et blessa grièvement Stjepan Raditch, le Dr. Pernar et Grandja.

A en juger de tout ce qui se déroula, le meurtrier a eu comme but de tuer les chefs de la coalition paysanne-démocrate: Stjepan Raditch et Pribitchévitch. Pribitchévitch, au dernier moment, put se mettre à l'abri. Le meurtrier abattit alors tous ceux qui le dérangent dans son «travail».

Ses crimes accomplis, le meurtrier, revolver au poing, sans être retenu par ses partisans, et en criant «Vive la Grande Serbie!», put s'éloigner par la chambre ministérielle, se jeter dans une auto, et disparaître. Ce ne fut que par la suite que, toujours en auto, il se dirigea vers le ministère de l'Intérieur, et «se rendit». Les deux députés assassinés étaient de l'aile droite du parti paysan croate. Pavlé Raditch avait, en 1925, à la Skoupehtina, fait la fameuse déclaration-capitulation historique au nom de la direction du parti paysan républicain croate, après des pourparlers de Stjepan Raditch avec Belgrade — déclaration par laquelle il abjurait le républicanisme et reconnaissait la monarchie.

Ce lâche crime n'a point été l'oeuvre d'un Monténégrin «offensé» et «sans maîtrise de soi-même», ainsi que le gouvernement veut le présenter en en voulant rejeter la responsabilité sur l'attitude irréconciliable de l'opposition et couvrir et justifier le meurtrier. Ce crime n'a été que le transfert dans le Parlement aussi du système sanglant des potentats grand-serbes. Ce n'est point tel ou tel individu qui doit être mis en cause; c'est un commencement bien médité et bien préparé de l'action des «puissances secrètes», que l'une de victimes, Basaritchek, avait jadis stigmatisée dans un de ces discours au Parlement. C'est une oeuvre des facteurs irresponsables d'autour le premier facteur constitutionnel, (irresponsable d'après la loi) pour se frayer, revolver au poing, à travers la Skoupehtina aussi, un chemin pour prendre ouvertement possession du pouvoir.

Ce forfait devait être le signal pour que les masses croates réagissent à cette provocation par une révolte, et fournissent ainsi aux facteurs irresponsables, aux généraux de la Main Blanche, une occasion pour entrer en action et pour apaiser, à la façon de Horthy et de Tsankoff, le peuple croate et les «prêthanis».

Cet attentat des cercles irresponsables grand-serbes devait tout bonnement résoudre le problème des contrées prêthanis, et la question croate; il devait être le prélude d'une politique de meurtres à l'instar de celle appliquée en Macédoine depuis de longues années déjà; l'introduction pour la réalisation des «beaux rêves» d'Alexandre Karagouguévitch, qu'il avait confiés au directeur du «Matin» de Paris.

Ce crime était en même temps un attentat contre le peuple travailleur yougoslave, car les conséquences en seront lourdement ressenties dans les larges masses populaires de toute la Yougoslavie, quoique une révolte ouverte, une révolution n'éclatèrent point en Croatie pour le moment.

Après l'attentat, il y eut à Zagreb, à deux reprises, de rencontres sanglantes entre les démonstrants et la police qui, armée jusqu'aux dents, se jeta féroce sur les masses sans armes. Pour défendre leur vie, les démonstrants érigèrent des barricades dans un grand nombre de rues à Zagreb: il y eut 5 morts et une centaine de blessés. Les représentants au Conseil Municipal du prolétariat de Zagreb, ainsi que de nombreux fonctionnaires des Syndicats Indépendants, furent arrêtés. D'autres quatre cents arrestations d'ouvriers furent opérées. Dans toute la Croatie, les troupes et la police ont été excessivement renforcées; et un état d'exception provisoire fut même proclamé à Zagreb.

Quels furent les motifs qui poussèrent le gouvernement et le jésuite criminel Korochez à ordonner un tel carnage dans les rues de Zagreb? Qu'ont-ils de commun, les Syndicats Ouvriers Indépendants et les Conseillers Municipaux ouvriers, avec les démonstrations contre le régime, des masses croates indignées? Ce que le gendarme grand-serbe Korochez fit à Belgrade à la fin de mai dernier, il le répéta à Zagreb d'une manière bien plus sanglante encore. On dit que 80 agents de police ont présenté leur démission, révoltés de ce qu'ils ont été commandés dans ce carnage sanglant, déclarant ne vouloir jamais plus tirer dans la population.

Aux funérailles des députés assassinés, Pribitchévitch était l'orateur principal. Il a relevé, entre autres, que ce crime avait atteint l'ordre étatique, le système politique et le Parlement, dans lequel la coalition paysanne et démocrate ne retournerait plus. Raditch avait adressé un Message au Peuple, lu par Pribitchévitch, et il déclarait que vu le crime dans la Skoupehtina, tous les députés croates songeaient à ne jamais plus rentrer au Parlement. On ne devrait cependant pas employer le mot «jamais» dans la vie politique et internationale. Raditch, grièvement blessé, met tout son espoir en le peuple et en le roi (qui l'a si souvent visité ces jours-ci et qui l'a si amicalement embrassé), déclarant que le roi se montrerait «à la hauteur de sa mission historique».

Les deux leaders de l'opposition exhortent la population au calme et à l'ordre, et à les suivre dans les luttes électorales ou autres.

Raditch et Pribitchévitch, en dépit de leurs messages, trahissent à nouveau le peuple croate, malgré tous les crimes et toutes les trahisons perpétrés contre ce peuple depuis 1918. Il n'est même pas exclu qu'ils retournent dans le Parlement, entaché de sang, des potentats, oppresseurs et criminels grand-serbes. Il n'est même pas exclu qu'ils entrent dans un gouvernement de généraux, si souvent désiré par Raditch.

Le peuple croate fut directement atteint par ces attentats. Il doit répondre à sa façon à ses oppresseurs, en civil et en uniforme.

Une nouvelle période s'ouvre pour le peuple travailleur croate, une période de la lutte ouverte contre ses oppresseurs économiques et nationaux. La convocation du Sabor croate (l'Assemblée Nationale croate) auquel participerait le peuple croate en entier, par ses représentants, ouvriers aussi, doit être la première exigence du peuple croate. Le Sabor croate doit annuler la décision du 1er décembre 1918 et entamer des négociations avec Belgrade sur une nouvelle base — sur la base de l'indépendance de la Croatie comme partie à droits égaux de la Yougoslavie. Il faudra en même temps déclarer la grève générale d'impôts contre les potentats de Belgrade et marcher à pas décidés vers l'autodétermination du peuple croate.

C'est par une lutte énergique et décidée que le peuple croate devra exiger son indépendance politique et économique.

Dimitri Jovanovitch

## „Mouvement de défense" de la Petite-Entente?

On est unanime, autant dans les pays de la Petite-Entente que dans ceux de l'Occident, en ceci que le résultat de la dernière Conférence de Bucarest a été un renforcement des liaisons entre les Etats qui composent cette formation politique-diplomatique. Et si nous comparons l'état d'aujourd'hui de la Petite-Entente avec son état d'il y a quelques mois, alors que le conflit sur la contrebande de St. Gothard battait son plein, nous concédons que la cohésion intérieure de la Petite-Entente est en ce moment sans aucun doute plus forte qu'alors.

Mais ce qui n'est pas vrai, c'est que le rassemblement plus étroit des Etats de la Petite-Entente n'ait été la conséquence que de la politique de plus en plus offensive et violente de l'Italie dans les Balkans. En d'autres mots, il

est faux de considérer le renforcement des liaisons entre les Etats de la Petite Entente rien que comme un mouvement de défense contre l'Italie. Il est vrai que la Petite Entente a été créée comme une garantie pour le traité de Trianon, c'est-à-dire pour maintenir les frontières actuelles de la Hongrie, à l'avantage de la Tchécoslovaquie, de la Roumanie et de la Yougoslavie. Et tant que les intérêts communs des grandes puissances alliées vis-à-vis des grands vaincus de la guerre étaient plus forts que leurs intérêts divergents, la Petite Entente pouvait compter sur le soutien quasi-unanime de la diplomatie internationale. Mais à mesure que les fossés entre les grands alliés devenaient plus profonds, la Petite Entente devenait de plus en plus un instrument de l'impérialisme français, dont les intérêts dans les Balkans et en Europe Centrale se manifestaient parallèles à ceux des Etats de la Petite Entente. Le sort de la Petite Entente s'était ainsi particulièrement lié dans les dernières années avec la ligne de la politique internationale de la France. Les hauts et les bas de la politique française étaient toujours accompagnés par des hauts et des bas dans la vie de son instrument dans le bassin danubien.

Pour contrebalancer l'influence de la France dans ces parages, qui sont toujours une des clefs de la situation politique européenne, l'Angleterre et l'Italie, les deux partenaires internationaux de l'impérialisme français, ont attaché la Bulgarie et la Hongrie dans le réseau de leurs plans et intrigues politiques. Car, si dans la politique contre l'Union Soviétique, pour la préparation de la guerre contre la Grande République Ouvrière et Paysanne, l'impérialisme anglais et italien va main-en-main avec l'impérialisme français, sur les autres lignes de la politique internationale ces impérialismes entrecroisent leurs épées, aujourd'hui diplomatiques encore, mais demain d'acier. Une des victimes de cette campagne d'intrigues et d'alliances entre la France d'une part et l'Angleterre et l'Italie de l'autre, a été la Petite Entente.

Dans les dernières années, la situation de la France était devenue tout-à-fait précaire tant au point de vue politique et diplomatique, qu'au point de vue économique et financier. L'isolement international de la France et l'affaiblissement de sa force d'expansion économique elle était devenue à un moment donné dépendante du secours financier étranger — à eu comme conséquence la désagrégation de la Petite Entente. Les Etats de celle-ci ne trouvant plus une aide suffisante financière, militaire et politique-diplomatique en l'impérialisme français, commencèrent à chercher eux-mêmes des points de contact et des fils de liaison avec les adversaires impérialistes de l'impérialisme français. Car, pour des petits Etats capitalistes comme ceux de la Petite Entente, entourés de toutes parts d'ennemis, la «protection» d'une grande puissance impérialiste est indispensable. Si la «protectrice» ne pouvait plus être la France, il fallait trouver une autre puissance. Et si les gouvernements de la Petite Entente ne se sont pas dirigés plus vite et plus décidés vers l'Angleterre, c'est parce que l'Angleterre allait main-en-main avec l'Italie, et l'impérialisme italien avait pris un caractère particulièrement violent, agressif et menaçant pour les Etats de la Petite Entente.

Qu'est-ce qui a déterminé maintenant l'arrêt du processus de décomposition de la Petite Entente, son renforcement intérieur? On dit: la menace de la politique de révision du traité de Trianon, inaugurée et intensifiée dernièrement par l'Italie. Sans nul doute, l'intérêt commun pour les frontières tracées par ce traité est assez puissant pour maintenir ensemble les Etats de la Petite Entente. Mais n'a-t-on pas vu des cas, où des petits Etats ont été forcés d'abandonner les plus vitaux de leurs intérêts sous la pression de l'une ou de l'autre des puissances? Les intérêts des petits Etats peuvent se frayer chemin seulement dans la mesure où ils sont compatibles avec ceux des grandes puissances, ou de la grande puissance qui détient au moment donné la prédominance politique. Les causes de ce revirement de la Petite Entente doivent donc être cherchées dans les modifications, qui, ont eu lieu (et qui se développent) dans les rapports entre les grandes puissances.

L'Angleterre considérait avant et pendant la guerre l'Allemagne comme son ennemi mortel. Mais voyant que cet Empire n'a pu être anéanti, et qu'il s'est relevé de sa propre poussière, s'étant convenue par l'expérience que l'Allemagne est indispensable dans le front anti-soviétique, l'Angleterre a inauguré une politique de concessions vis-à-vis de son ennemi mortel de naguère. Eh bien, le fait que l'impérialisme français se régénère, qu'il a réussi à refaire sa situation financière dans les deux dernières années, qu'il a su stabiliser sa monnaie, et qu'il est sur le point de stabiliser les monnaies de ses vassaux (voir la stabilisation du lei roumain, sous la direction de la Banque de France), le fait

qu'il commence à se montrer de nouveau sur le marché financier international, parait diriger le Foreign Office sur de nouvelles idées diplomatiques. La bataille commencée il y a quelques années par Londres pour battre Paris avec l'aide de Rome n'a pas conduit jusqu'à présent au résultat poursuivi: l'évincement de l'impérialisme français. La France, parvenue un instant au bord de l'abîme financier, s'est recueillie; la France, un moment isolée dans la politique européenne, a réussi, exploitant la panique des Etats de la Petite Entente et leur apportant du secours financier, à renforcer ses positions diplomatiques. Le plan de Londres, au lieu de mener au renforcement du front anti-soviétique sous l'hégémonie de l'Angleterre, a eu comme conséquence un aiguïsement des antagonismes entre les puissances capitalistes (en premier lieu entre la France et l'Italie) et un affaiblissement des lignes occidentales de la guerre prochaine contre les Soviets (en premier lieu sur la vallée du Danube).

Le renforcement de la Petite Entente, manifestée à la Conférence de Bucarest, est donc plus la conséquence du renforcement de l'impérialisme français et d'une nouvelle orientation de la diplomatie anglaise, que celle de la politique inaugurée par l'Italie d'une révision des traités. D'autre part, ce renforcement de la Petite Entente est un phénomène accompagnant l'affaiblissement des relations entre Londres et Rome, l'essai du Foreign Office de se rapprocher du Quai d'Orsay, l'essai de la diplomatie anglaise de consolider le front impérialiste contre les Soviets, cette fois-ci non pas par l'arme de la pression et de l'encerclément des puissances impérialistes concurrentes, mais plutôt en «harmonisant» les relations avec celles-ci, non pas en énervant la France et la Petite Entente, mais plutôt en rassurant cette puissance impérialiste et ses vassaux.

Le renforcement de la Petite Entente ne pourrait avoir des garanties d'avenir que s'il pouvait exister des garanties pour la diminution et la disparition dans l'avenir des antagonismes entre les puissances impérialistes. Mais c'est là une utopie. Plus l'impérialisme français se renforce, plus il verra s'aiguïser contre lui l'anatagonisme de l'impérialisme anglais et italien. La conséquence en sera que la Petite Entente se trouvera de plus en plus broyée entre les intrigues inévitables parmi les grandes puissances.

En dernière analyse, ce n'est pas la Petite Entente qui sort renforcée de la Conférence de Bucarest, mais l'impérialisme français. Et pour les peuples des pays de la Petite Entente cela se traduit non pas par leur libération du péril italien, mais bien par le renforcement de leur vassalité vis-à-vis de l'impérialisme français.

Ce n'est que la libération des peuples des Etats de la Petite Entente, de toute vassalité, française, italienne ou autre, qui peut justifier de la joie dans ces pays.

I. Mateescu

## L'horizon politique des Conventions de Nettuno

Sur le conseil direct de Messieurs Chamberlain et Briand, et sur l'exigence des prêteurs de millions de Londres, le gouvernement camarilla de Monsieur Voukitchévitch a décidé de faire ratifier par la Skoupetina les Conventions conclues, en 1925, dites «de Nettuno». Ces Conventions, comme toute une série d'autres déjà ratifiées, signifient la pénétration économique italienne en deçà l'Adriatique, par le droit de l'exploitation par le moteur des forces hydrauliques, (Krka, Cettina), par le droit de cabotage et de pêche sur les côtes yougoslaves et celui de la propriété foncière en Dalmatie, par la préférence à accorder aux ouvriers italiens dans l'industrie italienne en Dalmatie, le droit d'acquisition de propriété dans une zone de 50 km de la frontière, etc. etc.

Ces Conventions sont nettement dirigées contre les intérêts vitaux des masses travailleuses de la Dalmatie. Les potentats de Belgrade n'ont reculé devant rien, comptant sur un appui adéquat italien dans les questions de Salonique et d'Albanie.

Mais entretemps, le gouvernement fasciste poursuit une politique impérialiste absolue, sans considération aucune des aspirations grand-serbes. Les événements, le démontrèrent: les politiques balkaniques italienne et grand-serbe ne peuvent point s'accorder. Le conflit italo-yougoslave de l'année dernière relative à l'Albanie constitue l'une des causes de ce que les Conventions de Nettuno ne furent pas ratifiées. La tournure intérieure des événements en Yougoslavie, force cependant les potentats à trouver une issue à cette situation précaire, et ils implorent les Anglais de leur accorder un emprunt.

Mais ces derniers ne leur promettent une «aide» qu'après le règlement des affaires pendantes avec l'Italie. On conçoit donc la cause directe de la demande gouvernementale de ratifier les précitées Conventions de Nettuno.

Par de l'hypocrisie et de l'insolence, le gouvernement essaie de démentir ces faits devant l'opinion publique intérieure et étrangère. C'est ainsi que fut publiée dans le «Matin» de Paris une interview de Marinkovitch par Jules Sauerwein, l'agent bien connu de l'impérialisme français. Marinkovitch s'y est efforcé de présenter les Conventions de Nettuno comme des actes d'importance absolument secondaire, de caractère purement technique, sans aucune signification politique, et de montrer le gouvernement comme un véritable apôtre de paix, imprégné des désirs les plus nobles et élevés, qui n'a entrepris la démarche pour la ratification que dans l'intérêt des deux pays. En même temps, il rejette bien au loin et bien catégoriquement la moindre suspicion de ce que cette demande de ratification ait été dictée par les Rothschild, Chamberlain et Poincaré.

Peut-être cette question de la ratification des Conventions de Nettuno n'aurait-elle point été soulevée en ce moment, si par exemple la Conférence de Tanger n'avait point eu lieu, cette Conférence dans laquelle l'Italie, appuyée par l'Angleterre, a entamé l'offensive dans la question de l'administration de Tanger, de ce territoire tellement important au point de vue stratégique. Mais Mussolini fut satisfait non seulement dans la question de Tanger, mais aussi dans toutes les autres questions importantes coloniales et européennes. De là aussi l'attitude réservée française vis-à-vis de la Yougoslavie.

Une deuxième question de la plus haute importance, c'est celle du Bloc anti-Soviétique que prépare Chamberlain, et pour lequel il a réussi déjà à gagner la France, et gagne peu à peu l'Allemagne aussi. Ce vaste problème qui prend de jour en jour des formes de plus en plus concrètes, ne permet momentanément pas un conflit armé entre les Etats impérialistes européens. Cette question de si haute importance joua également un certain rôle dans l'apaisement des esprits à Belgrade et à Rome, aux dépens des masses travailleuses de la Dalmatie.

La première démarche énergique du gouvernement de Belgrade exigeant la ratification des Conventions par le

Skouptchina, provoqua des démonstrations d'étudiants fascistes en Italie et à Zara contre la Yougoslavie, et dans un grand nombre de villes en Yougoslavie, contre l'Italie. Les démonstrations à Split furent particulièrement violentes, et celles à Belgrade furent sanglantes et acharnées. Elles furent réprimées dans la capitale, par ordre du féroce Korochez, avec cette féroce brutalité qui n'est ordinairement employée que contre les ouvriers et les nationalités opprimées, surtout contre les Macédoniens. C'est que c'est l'emprunt attendu si ardemment qui est en jeu. Le conflit qui fut provoqué entre l'Italie et la Yougoslavie par ces démonstrations anti-italiennes fut liquidé par le fait que le ministre des Affaires Etrangères, Marinkovitch, dans une Note adressée au général Bodrero en réponse à la violente Note de ce dernier, donnait satisfaction pleine et entière à toutes les exigences italiennes.

Les masses laborieuses italiennes n'ont rien de commun avec les projets de guerre du fascisme italien, ni celles de la Yougoslavie avec les préparatifs des potentats de Belgrade pour une nouvelle boucherie. Ces dernières n'ont d'ailleurs pris aucune part aux récentes démonstrations anti-italiennes, car elles en ont assez de la guerre et de la boucherie réciproque. Elles savent bien aux dépens de qui ces massacres se perpétrent et quels en sont les buts. Le silence prudent de la coalition paysanne-démocrate en présence des démonstrations et de leurs causes est une confirmation de plus qu'elle se solidarise avec le gouvernement. Toute sa critique n'a été dirigée que contre le procédé de la répression des démonstrations. Il s'ensuit donc que, après certains marchandages dans le sens des déclarations antérieures de Raditch, elle acceptera les Conventions.

En présence d'un pareil état des choses, il est de la plus urgente nécessité d'organiser dans tout le pays une vaste campagne pour la reconnaissance de l'Union Soviétique. La paix dans les Balkans ne peut pas être assurée par l'Occident impérialiste. Les peuples de la Yougoslavie ont en l'Union Soviétique une puissante et sincère protectrice ne nourrissant aucune visée impérialiste.

— Pour l'Union Soviétique fraternelle, contre de nouvelles guerres! — tels doivent être les mots d'ordre pour les démonstrations des opprimés de toute la Yougoslavie.

D. J.

## Une réunion de protestation à Paris contre le régime de la Ligue Militaire bulgare

Une réunion de protestation contre le régime du 9 Juin en Bulgarie eut lieu le 19 juin dernier, à Paris, dans la salle des Hautes Etudes Sociales, sur l'initiative des émigrés bulgares à Paris, et sous la présidence de Mme. CAMILLE DREVET, qui a visité la Bulgarie comme déléguée de la Société pour la Paix, et qui a vu personnellement les souffrances du peuple bulgare. JEAN LONGUET, PAUL LOUIS et de nombreuses autres personnalités politiques, et littéraires étaient venus exprimer, par leur présence et leurs discours, leur indignation contre la terreur féroce de Tsankoff-Liaptcheff. Nous publions leurs discours dans notre prochain numéro.

# DIE BALKAN-FÖDERATION

HALEMONATLICHE ZEITSCHRIFT

ORGAN DER NATIONALEN MINDERHEITEN UND UNTERDRÜCKTEN VÖLKER DES BALKANS

ERSCHEINEND IN ALLEN BALKANSPRACHEN

## UNSERE ENQUETE

BEI DEN POLITISCHEN UND LITERARISCHEN PERSÖNLICHKEITEN EUROPAS

ÜBER

## DIE BALKAN-FÖDERATION

### Dr. Magnus Hirschfeld

Dr. Magnus Hirschfeld, geboren am 14. Mai 1868 in Kolberg an der Ostsee. Sein Vater, Dr. Hermann Hirschfeld, war ein hervorragender Philantrop, dem die Stadt Kolberg ein Denkmal errichtete.

Nach den Gymnasialklassen studierte Magnus Hirschfeld in Breslau Philosophie und vergleichende Sprachen, dann Medizin und Naturwissenschaften in Strassburg, München und Berlin.

Die „Balkan-Föderation“ wird nicht am 15. 1. September in Doppelnummern erscheinen.

1894 übernahm er ein Sanatorium in Magdeburg, 1896 liess er sich in Charlottenburg als Spezialarzt für nervöse und psychische Leiden nieder, und 1910 in Berlin, nach längerem Aufenthalt in Paris und London. 1919 gründete er das „Institut für Sexualwissenschaft“, das 1923, als seine Schenkung, an die von ihm errichtete und als gemeinnützig anerkannte „Dr. Magnus-Hirschfeld-Stiftung“ überging — eine der grössten wissenschaftlichen Stiftungen der Nachkriegszeit in Deutschland.

Nebst seiner intensiven Arbeit als Arzt und Leiter des

Juli und 15. August, sondern am 1. August und

*Institut für Sexualwissenschaft, entfaltete Magnus Hirschfeld eine ausgedehnte Tätigkeit als Forscher und Schriftsteller. Von seinen bekanntesten Werken seien genannt. „Sapho und Sokrates“, „Die Transvestiten“, „Die Naturgesetze der Liebe“, „Die Homosexualität des Mannes und des Weibes“, „Die Sexualpathologie“ I—III, „Die Geschlechtskunde“, bisher 2 Bände, etc. etc. Ausserdem ist Hirschfeld Herausgeber der „Jahrbücher für Sexuelle Zwischenstufen“ (bisher 23 Bände), der „Monographien aus dem Institut für Sexualwissenschaften“ (bisher 4 Bände) und Verfasser zahlreicher Abhandlungen in Broschüren und wissenschaftlichen Fachzeitschriften.*

Ich betrachte die jetzige »Lösung« der mazedonischen, bessarabischen und anderer Nationalitätenfragen auf dem Balkan nicht als entsprechend den Grundsätzen der Gerechtigkeit, der Freiheit, den Interessen des Friedens.

Ich glaube nicht, daß unter den jetzigen reaktionären Balkanregierungen die Rechte der Minderheiten, der unterdrückten Völker, der Bevölkerungen überhaupt, genügend geschützt sind.

Die Mittel, um den Unterdrückten der Minoritäten und den Rivalitäten der Balkanstaaten untereinander ein Ende zu bereiten? Die Balkanföderation wäre hierfür eine der wichtigsten Grundlagen, die meines Erachtens aber nur von Balkanvölkern durchgeführt werden kann, die nicht unterdrückt sind, sondern sich in freier Selbstbestimmung und völliger Gleichberechtigung aller Bewohner unabhängig von Rasse, Religion und sonstigen trennenden Faktoren entfalten kann.

Dr. Magnus Hirschfeld

## August Bleier

August Bleier ist am 2. August 1882 in Erkrath bei Düsseldorf geboren. Pfarrer in Charlottenburg. Nach Kriegsende trat Bleier als Pazifist und Sozialist hervor und kam dadurch mit den reaktionär-kirchlichen Kreisen in Konflikt. Er gründete die „Vereinigung der Freunde von Religion und Völkerfrieden“ und ist Herausgeber der monatlich erscheinenden Zeitschrift „Der Weltfriede“.

Das Balkanproblem kann nur gelöst werden, wenn es als Teilproblem angesehen und behandelt wird.

Die Friedensverträge, die den gegenwärtigen Zustand geschaffen haben, sind ein Instrument absoluter Ungerechtigkeit, weil Militaristen die Verträge geschaffen haben als Exponenten des großkapitalistischen Systems der gegenwärtigen Weltordnung.

Die Friedensverträge haben nur den Kriegszustand in schleichender Krise fortsetzen und dem Haß der nationalistischen Völkerschichten gegeneinander neue Zündstoffe zuführen können.

Da die Balkanstaaten in ihrem materiellen Bestande abhängig sind von den großen Finanzkonzernen Europas und Amerikas, halte ich es für utopisch, Friedenslösungen auf dem Balkan anzustreben, solange für Europa kein gesicherter Friede basiert und vor allen Dingen die Spannung England—Rußland nicht beseitigt ist.

Der Völkerbund ist dazu unfähig seiner ganzen Struktur nach. Nur der Massenwille der unter den Kriegsfolgen leidenden Völker kann ihn erzwingen.

A. Bleier

## Fünf Jahre des unerhörtesten Raubes und der Ausbeutung an dem Bulgarischen Volke\*)

### II

Die Industrie macht trotz der bedeutenden Bevorzugungen, deren sich die Großindustriellen unter der faschistischen Herrschaft erfreuen, eine schwere Krise durch. Die Regierung bevorzugt, alle Industriellen weiter, obwohl einige von ihnen imstande wären, dem Außenmarkt standzuhalten. Sie gibt ihnen weiter durch die Vermittlung der bulgarischen Nationalbank bedeutende Kredite zu sehr niedrigem Zinsfuß. Trotz allem verschärft sich die Krise mehr und mehr. Die Produktion nimmt ab, eine große Anzahl Industrieunternehmen sind geschlossen, jene, welche offenhalten, arbeiten nur einige Stunden im Tag.

Da es eine Regierung der Großbourgeoisie ist, wird es verständlich, daß diese Regierung es auf jede Art den Großindustriellen möglich macht sich zu bereichern. Diese Regierung erlaubt den Bürokraten, den Gubidelnikoffs sich auf dem Rücken der bulgarischen Bauern und Arbeiter Millionen und Millionen aufzuhäufen. Die Lage der letzteren ist unhaltbar!

Die bulgarischen Arbeiter, welche bis zum Staatsstreich in Massenberufsverbänden organisiert waren, welche während Jahrzehnten einen hartnäckigen Kampf für die Verbesserung ihrer materiellen Lage und für die Schaffung besserer Arbeitsbedingungen in den Fabriken und Betrieben führten, wurden durch die Aufrichtung der faschistischen Diktatur in eine außergewöhnlich schlechte Lage gebracht. Die Sozialgesetze, welche seit einem Jahrzehnt in Bulgarien bestanden, welche, wenn auch unvollständig, selbst von den reaktionärsten Regierungen angewandt wurden, existieren heute kaum. Diese Gesetze sind nicht abgeschafft, aber sie werden nicht ausgeführt. In Wirklichkeit bestehen sie nicht mehr.

Das schon vor 23 Jahren herausgebrachte Gesetz zum Schutze der Frauen- und Kinderarbeit ist nur Schein. Die Arbeit der Frauen eignet sich mehr zur Ausbeutung und wird weitgehendst angewandt. 40% der in der Schwerindustrie angestellten Arbeiter sind Frauen; minderjährige Kinder von 10 bis 14 Jahren füllen die Fabriken, Betriebe und Werkstätten.

In keiner Industrieunternehmung wird der Achtstundentag beachtet. Die Arbeitszeit beträgt 10 bis 12, in gewissen Produktionszweigen sogar 14 bis 16, ziemlich oft sogar 18 Stunden. Die Gesetze zum Schutze der Arbeit werden nicht angewandt.

Die Gehälter sind auf ein Minimum herabgedrückt. Sie bilden kaum die Hälfte der Summen, welche die Arbeiter während der Agrarherrschaft erhielten. Wenn man in Betracht zieht, daß unter der Herrschaft vom 9. Juni das Leben viel teurer geworden ist, bildet der gegenwärtige Gehalt nur

ein Drittel desjenigen unter Stamboliiski. Der Gehalt der Arbeiter schwankt zwischen 15 und 50 Leva, welche nicht einmal zur Bezahlung der Miete für ihre elenden Hütten und zum Ankauf des heutzutage bis 10 Leva per Kilogramm kostenden Brotes hinreichen.

Die Lage der Arbeiter verschlechtert sich noch mehr durch die große Arbeitslosigkeit, welche in Bulgarien herrscht. Die Zahl der Arbeitslosen beläuft sich auf 130.000. Gegenwärtig hat die Zahl durch das katastrophale Erdbeben in Südbulgarien 170.000 erreicht. Diese Arbeitslosen erhalten überhaupt keine natürliche Hilfe. Diese große Armee von Arbeitslosen bietet ihre Dienste für einen Bissen Brot an, was den Kapitalisten erlaubt, die sowieso schon elenden Gehälter der Arbeiter noch mehr zu reduzieren.

Um zu beweisen, bis zu welchem Grade diese faschistische Regierung, welche die Stirne hat, sich vor den demokratischen Schichten des Auslandes als Schützer der Arbeiter hinzustellen, welche die bestehenden Sozialgesetze anwendet und ähnliche andere Gesetze ausarbeitet, arbeiterfeindlich ist, wird es genügen die Tatsache zu erwähnen, daß diese Regierung ihren blutigen Terror ausschließlich gegen die Arbeiterklasse anwendet, ihr verbietet sich in Berufs- oder politischen Organisationen zusammenzuschließen, um ihre Lage verbessern zu können. Am Anfang löste die Regierung alle Arbeiterorganisationen auf; politische, gewerkschaftliche, genossenschaftliche usw. Später, als die Empörung der bulgarischen und ausländischen Arbeitermassen und der öffentlichen Meinung größere Formen annahm, gestattete sie die Bildung von Gewerkschaften und anderen politischen Organisationen, aber unternahm gegen sie und ihre Presse derartige Verfolgungen und Terroraktionen — der Terror und die Verfolgungen dauern fort und werden immer schärfer — daß diese Organisationen in die Unmöglichkeit versetzt wurden, sei es was immer für eine Aktivität zu betreiben.

Die Lage der Arbeiter verschlechtert sich auch durch die große Menge von Flüchtlingen, welche die Regierung in ihrem Kampfe zur Vernichtung der Arbeiterklasse ausnützt.

Der Handel ist in Stagnation, vollständiger Stagnation. Gewiß kann man bei einer Armut der Arbeiterklasse keine anderen Resultate erwarten. Aus diesem Grunde beobachtet man das unaufhörliche Zunehmen der Geschäftszusammenbrüche und Konkurse — während des Jahres 1926 gab es 113 Geschäftszusammenbrüche und 90 Konkurse, 1927 140 Geschäftszusammenbrüche und 120 Konkurse. Nur im Außenhandel kann eine gewisse Aktivität beobachtet werden. Die Regierung brüstet sich die Handelsbilanz aktiv gestaltet zu haben (sie war es nur während des vergangenen Jahres). Eine aktive Handelsbilanz bedeutet aber noch nicht ein Aufblühen des Landes, das bedeutet nur, daß man den Produktionsüberschuß ins Ausland exportiert. In unserem

\*) Siehe „Balkan-Föderation“ Nr. 94 vom 15. Juni.

vorhergehenden Artikel haben wir gezeigt, daß man aus Bulgarien die lebensnotwendigsten Artikel ausführt: Zerealien, Geflügel, Eier, Vieh usw., zu einer Zeit, wo die große Mehrheit des bulgarischen Volkes nichts zu essen hat.

Unter der Faschistenherrschaft verdienen und bereichern sich nur die Großkaufleute und Spekulanten, welche sich zwischen der Handelswelt eines leichten und billigen Kredites erfreuen; alle Staats-, Gemeinde- und Bezirkslieferungen werden ihnen bewilligt, woraus sie auf Kosten der bulgarischen Verbraucher und Steuerzahler enorme Profite erhaschen.

Die Lage der Handwerker ist äußerst schwer. Sie bilden 5% der ganzen Bevölkerung des Landes und in kleinen Städten bilden sie die Masse der Bevölkerung. Seit einem Jahrzehnt schon winden sie sich unter der Konkurrenz der Industrieerzeugnisse. Die faschistische Regierung erfindet allerlei Täuschungsmittel, um sie an sich zu ziehen, aber es bleibt nur bei den Versprechungen. Die Handwerker leiden; sie stehen ohne Mittel, ohne Kredite da, mit welchen sie ihr Inventar erneuern oder sich die notwendigen Rohmaterialien für ihre Erzeugung beschaffen könnten, und sind vor allem mit erdrückenden Steuern belastet. Andernteils finden die Handwerker infolge der Armut der arbeitenden Massen, Bauern und Arbeiter, die wichtigsten Verbraucher ihrer Erzeugnisse, keine Abnehmer ihrer Artikel.

Die Art der faschistischen Regierung äußert sich in ähnlicher Weise in ihrer Politik der Kredite, welche sie den verschiedenen sozialen Schichten gewährt. Die Kredite für Handwerker machten im Durchschnitt nicht mehr als 25 Millionen Leva aus, während die Nationalbank allein in einem Vierteljahr 1925 den Kaufleuten 480 Millionen Leva, den Industriellen 332 Millionen und den Banquiers 73 Millionen gewährte.

Das Leben der Arbeitermassen wird infolge der zügellosen Spekulation mit den lebenswichtigsten Produkten unerträglich.

Die Teuerung steigt unaufhörlich. Die Preise der lebenswichtigsten Erzeugnisse sind im Verhältnis zu den Vorkriegspreisen um das 40- bis 50fache gestiegen; während dieser Zeit hat die bulgarische Währung eine 28fache Entwertung erlitten, während die Arbeitergehälter nur um das 12fache, die Staatsgehälter um das 10fache und die Pensionen um das 5fache gestiegen sind. So kommt es, daß die Arbeiter kaum  $\frac{1}{2}$ , die Staatsangestellten und Beamten  $\frac{1}{5}$  und die Pensionisten  $\frac{1}{10}$  der Vorkriegsgehälter beziehen. Es ist daher leicht erklärlich, daß infolge dieser Lage, dieses unerträglichen Elends, welches sich der ganzen Arbeiterwelt bemächtigt hat, die Sterblichkeit in diesen Schichten ein zweibis dreimal größeres Ausmaß als vor dem Kriege angenommen hat.

Eine unmenschliche Ausbeutung, ein Raub an der Volkswirtschaft, Elend, Krankheiten einerseits, blutiger Terror, Morde »spurloses Verschwinden«, Beraubung aller politischen Rechte, Ausnahmsgesetze, mit politischen Gefangenen vollgepfropfte Gefängnisse, einige Tausend politische Emigranten in verschiedenen Ländern Europas andererseits — das ist die Bilanz der Herrschaft der faschistischen Diktatur in Bulgarien.

Unsere Schlußfolgerung:

Die Faschisten sind die Vertreter der Großbourgeoisie, der Bankiers und Spekulanten. Sie verteidigen ihre Interessen; den Letzteren sind alle Bereicherungsmöglichkeiten offen.

Zu gleicher Zeit erfüllen sie demütig alle Forderungen der europäischen Imperialisten und Kapitalisten.

Sie änderten die Gesetze über den Grundbesitz der Arbeit, indem sie den Großgrundbesitzern jenen Boden zurückgaben, welchen Stamboliisky den bodenlosen und bodenarmen Bauern gegeben hatte; sie schafften die Gesetze gegen die Schuldigen des Volksunglückes ab, indem sie den Spekulanten die Summen zurückgaben, welche diese Letzteren zu zahlen verurteilt wurden und welche sie bezahlt hatten, (ungefähr 80 Millionen Leva). Sie unterstützten die Handelsbank, die Bank des Außenministers Buröff mit einer Summe von mehr als 100 Millionen Leva für beschlagnahmte Cerealien von Declosiers — obwohl diese Cerealien schon einmal von der Regierung, anlässlich der Beschlagnahme im Jahre 1915 bezahlt wurden. Sie hoben für alle in Mengen erzeugten Produkte Einfuhrzölle ein; sie zahlten einer englischen Gesellschaft 111.000 Pfund Sterling, für während des Krieges in Gorna Djoumajia und Seres ausgebrannte Tabakdepots; sie zahlten der serbischen Regierung 300 Millionen Leva und bewilligten der rumänischen Regierung 250 Millionen Leva für Forderungen. Sie zahlten, zahlen und werden weiter enorme Summen für Reparationen und alte Schulden usw. zahlen. Sie gab trotz des energischen Protestes der Bevölkerung, einer italienischen Gesellschaft alle Privilegien

zur Ausbeutung der Wälder von Rila, sie gab trotz des Einspruches der Bevölkerung, eine ganze Serie für die Volkswirtschaft wichtige Konzessionen, an ausländische Kapitalisten.

Die faschistische Regierung ist ein Lakai der Westimperialisten. Sie hat ihr Schicksal in die Hände der Chamberlains und Mussolinis gelegt. Sie verwirklicht, ohne zu mucksen, alles, was diese Herren befehlen oder ihr Organ, der Völkerbund, diktiert. (Buröff erklärte vor einiger Zeit vor der Parlamentskommission für auswärtige Angelegenheiten: »Bulgarien muß sich dem Schutze des Völkerbundes überlassen«.)

Das bulgarische Volk kämpft gegen diese Ausbeutung, diesen Diebstahl und diese Diktatur; es kämpft, weil es sich um seine Existenz handelt. Dieser Kampf wird bis zum Zusammenbruch dieses blutigen Regimes und bis zur Errichtung einer demokratischen Regierung der arbeitenden Massen Bulgariens geführt werden.

D. Vlahhoff

## Die kroatischen Junioffer

(In Belgrad am 20., in Agram am 21. Juni 1928.)

Neue Opfer sind wieder auf dem Dornenwege der nationalen Befreiung gefallen. Der Märtyrerdorf der kroatischen Volkes hat sich wieder mit frischen Gräbern geschmückt, die Arkaden des Mirogoj haben wieder neue Gefährten aufgenommen, um den späteren Geschlechtern zu zeigen, mit wie viel Blut, mit wie viel Opfern die Freiheit eines Volkes erkämpft wird.

Zwei kroatische Abgeordnete sind dem Anschlag eines von der Regierung gedungenen Meuchelmörders zum Opfer gefallen. Drei kroatische Arbeiter fielen im offenen Kampfe gegen die Tyrannei eines verhassten Systems.

Das Regime der großserbischen Hegemonisten griff auch in der Hauptstadt, am Sitze der Volksvertretung, zu den bewährten Methoden, welche seine Söldlinge, die berüchtigten »Tschelnitzki«, schon das zehnte Jahr gegen das mazedonische Volk zu seiner Ausrottung anwenden.

Durch zehn Jahre sind die großserbischen Hegemonisten folgerichtig zu ihrem Ziel geschritten: zur vollständigen Pauperisierung der kroatischen Gebiete und zur gänzlichen kulturellen Nivellierung des kroatischen Volkes. Durch das erste Dezennium der brüderlichen Vereinigung haben die Hegemonisten mit unermeßlicher Grausamkeit das Blut der unterdrückten Völker für ihre imperialistischen Ziele und für ihren persönlichen Nutzen gesaugt.

Als der Belgrader Zentralismus äußerlich die kroatische republikanische Bewegung brach, dachten die Machthaber, daß mit der Annahme der Vidovdner-Verfassung für die Hegemonisten alle nationalen Fragen, in erster Linie die kroatische Frage, gelöst seien.

In dieser Zeit haben die kroatischen Bauern und Arbeiter auf verschiedene Art und mit wechselndem Erfolge gegen die zentralistische Hegemonie den Kampf geführt.

In diesem Kampfe hat die »kroatische Bauernpartei«, trotz aller Schwankungen ihrer Führer, das Ideal des kroatischen Volkes stets vor Augen gehabt.

Es blieb bis heute unveränderlich: Freiheit des kroatischen Volkes, Vereinigung der Balkanvölker, Freundschaft mit der Sowjetunion. Gegen Militarismus, Reaktion und Hegemonie! Für die pazifistische, humane und gleichberechtigte Föderation!

Als das verarmte und ausgehungerte Volk ihren Tribut an die Hegemonisten nicht mehr in bisheriger Größe leisten konnte, suchten sie Hilfe und Unterstützung bei den englischen Kapitalisten. Diese erklärten sich bereit, den Belgrader Machthabern eine Anleihe unter gewissen Bedingungen gewähren zu wollen. Neben den schweren finanziellen Lasten stellten sie auch zwei Bedingungen politischer Natur: Ratifizierung des Nettunoabkommens durch die Nationalversammlung der S. H. S., um so den Forderungen des italienischen Imperialismus genüge zu tun; Verwendung des größeren Teiles der Anleihe zur besseren Ausrüstung des Heeres, um so den politischen Konzeptionen der englischen Konservativen und ihren Plänen der Schaffung eines Anti-Sowjetblocks und der Einkreisung der Sowjetunion entsprechen zu können.

Gegen die Ratifizierung der Nettunokonvention, mit der die jugoslawischen Machthaber die adriatische Ostküste, die Pulsader des kroatischen ökonomischen und kulturellen

Lebens, den italienischen imperialistischen Interessen zum Opfer bringen will, und gegen die Anleihe, welche die werktätigen Massen des SHS-Staates in die vollständige Abhängigkeit der englischen Kapitalisten bringt, begann im Volke und im Parlamente ein erbitterter und energischer Kampf. An der Spitze dieser parlamentarischen Abwehr standen, unter dem Drucke der kroatischen Massen, die »bäuerliche demokratische Koalition« und deren Führer Stjepan Radić und Svetozar Pribičević.

Trotz allen möglichen und unmöglichen Verbeugungen des Stjepan Radić nach links und rechts, trauten ihm die Belgrader Machthaber nicht. Sie glauben, daß der bewegliche Führer der kroatischen Bauern innerlich dem Ideale seines Volkes treu geblieben sei, und daß er nur auf den geeigneten Moment warte, um seine frühere Fahne zu entfalten.

Deswegen entschlossen sich die Machthaber, rasch zu handeln. In der Befolgung des biblischen Ratschlages: »Wenn man den Führer wegräumt, werden sich die Anhänger zerstreuen«, beschlossen sie, die Führer der bäuerlich-demokratischen Koalition wegzuräumen.

Puniša Račić war ein erprobtes Werkzeug in den Händen der großserbischen Hegemonisten. Als Bandenführer tötete und zerstörte er in Mazedonien, was er nur erreichen konnte. Einer Massenmetzelei 200 unschuldiger kleiner Kinder in Mazedonien wird er allgemein beschuldigt. Unzählige Brände hat er in Mazedonien angezettelt. Er war seinerzeit die rechte Hand des Nikola Pašić, der ihn oft mit wichtigen Missionen betraute. Dieser Bluthund wurde durch das Los bestimmt, das »serbische« Volk zu retten und die »serbischen« Interessen zu wahren. Ein angesehenes Mitglied der radikalen Partei, der dalmatinische Arzt Dr. Dušan Ivetić, sprach schon einige Tage früher von den fünf Männern im radikalen Klub, die zu allem bereit seien. Diese hatten Gesinnungsgenossen auch im demokratischen Klub, so zum Beispiel einen gewissen »vojvoda« Abg. Jovanović-Lune.

Die Regierungspresse, voran »Jedinstvo«, Eigentum des Ministerpräsidenten, in welcher Zeitung die Ideologen der radikalen Partei Lazar Marković und Ratko Parežanin das Wort führen, forderte schon seit einiger Zeit zur Ermordung der Oppositionsführer auf.

Puniša Račić führte seine Pflicht »als Serbe und Abgeordneter« aus und knallte in öffentlicher Sitzung des Parlamentes zwei kroatische Abgeordnete: Paul Radić und Georg Basariček nieder, verletzte drei andere schwer: Stjepan Radić, Ivan Pernar und Ivan Gandja. In erster Reihe wollte er Stjepan Radić ermorden. Dies wurde aber durch äußere Umstände verhindert.

Nach der Mordtat spazierte er durch die Stadt, ging in Begleitung eines anderen radikalen Abgeordneten Bojović, zum Polizeichef und stellte sich mit der kühnen Behauptung, »ich habe meine Pflicht getan, die anderen sollen die ihrige tun«.

Die Politiker der Regierungsgruppen haben deutlich ihrer Befriedigung über die vollbrachte Tat Ausdruck gegeben. Das kommt speziell in den Äußerungen des Tomo Popović und Jovanović Lune (Demokrat) zum Ausdruck, die offen den Standpunkt vertraten, daß die Ruhe in Jugoslawien nur durch den Kopf Stjepan Radić erkaufte werden kann. Die Freude der Regierungskreise war nicht vollständig, weil durch einen reinen Zufall Stjepan Radić am Leben blieb. Die offizielle Presse »Samouprava«, »Pravda«, »Slovenec« schiebt die ganze Schuld auf die Toten und Verwundeten und findet keinen Grund, für den Rücktritt der Regierung und für die Aenderung des Systems. Das amtliche Korrespondenzbureau läßt durch die amtliche französische und tschechische Presse melden, daß die Stellung der Regierung fester denn je sei.

Dieser Schritt des blutigen Regimes ist nur ein Glied in der Kette des zehnjährigen Mordens und Unterdrückens. Es wird auch nicht der letzte sein in der qualvollen Geschichte der unterdrückten Völker im Kampfe um ihre Freiheit in diesem Staate.

Es waren nicht einmal 24 Stunden seit dem grauenvollen vorsätzlichen Morde in der Nationalversammlung vergangen, als der blutige Innenminister, der Priester Korošec, anordnete, man müsse die berechtigten Demonstrationen in Agram blutig unterdrücken.

Die Kunde über die Ermordung der kroatischen Abgeordneten im Belgrader Parlamente hat alle Volkskreise ergriffen. Laute und energische Proteste ertönten von allen Seiten. Nach dieser Mordtat war es jedem klar, daß das System weiter an der Macht bleiben, und daß der Kampf lang und schwierig sein wird.

Die Agramer Bevölkerung gab ihrer Verbitterung und ihrer Trauer um die nationalen Opfer einen angemessenen Ausdruck.

Bei der Demonstration erkannte man den klaren Willen des Volkes. »Nieder mit den Mördern!«, »Bis daher und nicht weiter!«, »Es lebe die Unabhängigkeit und Freiheit des kroatischen Volkes!«, »Hoch der kroatische Sabor!« waren die Rufe der unabschbaren Menge.

Die Gendarmerie antwortete mit pfeifenden Kugeln, und drei unserer Genossen mußten mit dem Leben ihren Wunsch nach Freiheit bezahlen!

Der Märtyrerfriedhof hat drei neue Arbeitergräber erhalten. Unsere drei Helden, die den Tod auf dem Agramer Pflaster fanden und in der Geschichte der Freiheitsbewegung der unterdrückten Völker in Jugoslawien unsterblich bleiben werden, sind:

Dušan Jerbić, Vladimir Majcen und Gjuro Bjeloš.

Nach der furchtbaren Katastrophe in Agram meldet die Regierungsagentie »Avala« siegreich: »In Agram: 200 schwer und leicht Verletzte, 120 Verhaftete und bloß 3 Tote.«

So schaut die Mentalität unserer Henker aus!

Die Zeit zum Kampfe gegen die Reaktion und Tyranei, gegen Hegemonie und Zentralismus ist gekommen. Nach zehnjähriger furchtbarer Erfahrung kehrt das kroatische Volk zum Beschlusse seines Sabors vom 19. Oktober 1918 zurück: »Wir wollen Freiheit und Gleichberechtigung.«

Die zehnjährige Erfahrung hat gelehrt, daß es sein Ziel nur in gemeinsamen Kampfe der Bauern und Arbeiter aller unterdrückten Völker des Balkans erreichen kann.

Das Märtyrerblut des Paul Radić, Gjuro Basariček, Vladimir Majcen, Dušan Jerbić, Gjuro Bjeloš wird diesen Sieg erkämpfen helfen.

Wir sind überzeugt, daß diese neuen Opfer nicht umsonst gefallen sind, daß das Blut der Märtyrer der Samen der Freiheit sein wird.

Ihre frischen Gräber sind das Pfand für unsere Zukunft.

Ruhm und Andenken den Juniopfern!

Tomislav Stanić

## Trauer in Kroatien

Der 20. Juni, der Eröffnungstag der Bukarester Konferenz der kleinen Entente, wurde zu einem kritischen Tage erster Ordnung. Am 19. scheiterten die Verhandlungen der interparteilichen Konferenz, die Vorsprache Davidović beim König verlief fruchtlos. Marinković forderte die Ratifizierung der Nettuno-Konvention, während er früher im Gegenteil behauptet hatte, daß die Ratifizierung gar nicht dringlich sei. So mußte die technische Obstruktion ihren Fortgang nehmen. Die Ermordung von 2 Mitgliedern der bäuerlich-demokratischen Koalition, die Verwundung von 4 anderen Abgeordneten durch ein Mitglied der radikalen Partei war die letzte Konsequenz der Gendarmenaktik Vukicević zur Herstellung guter Beziehungen zu Italien. Der Tod von Pavle, die ernste Verletzung von Stjepan Radić schafft der bestehenden Regierungskoalition mehr Schwierigkeiten, als die ganze technische Obstruktion der Opposition. Im Bewußtsein breiter Massen ist Radić rehabilitiert. Die Ermordung seines Neffen macht ihn wieder zu dem verfolgten Volksmanne, als der er einstens galt. Sicher ist die Tat die Individualaktion eines Exaltados. Selbst die Bela Ruka konnte nicht so politisch unklug sein, Märtyrer zu schaffen, ohne die Macht der Gegner zu gefährden. Tatsächlich ist heute Radić, der einen Teil seiner Anhänger an die Trumbić-Föderalisten, einen Teil an die Dissidenten verlor, heute stärker denn vorher. Die Verhaftung des Mörders schafft keine Ruhe. Es ist eben kein beliebiger Kriminalfall, es ist im Bewußtsein der Massen ein Attentat gegen die Prečanins, der Versuch mit außerparlamentarischen Mitteln im Parlament die Machtfrage zu lösen. Daß gerade die Familie Radić ein Opfer der Schüsse wurde, ist eine Ironie des Schicksals. Pavle Radić war als ehemaliger Minister ein Mann konservativer, ja reaktionärer Richtung, er gab sogar bereits parzellierten Boden den Feudalherren zurück, erst sein Tod macht den opportunistischen Kulakenführer zu einem Volkshelden. Während vor wenigen Tagen Radić sein föderalistisches Programm formell preisgab durch sein Eintreten für ein Königreich Jugoslawien statt eines Königreiches S. H. S., ist nun der alte Separatistengeist wieder lebendig. Die kroatischen Nationalflaggen rotweißblau mit schwarzem Flor werden gehißt. Radić, der loyale Oppositionsmann, und gar Pavle Radić, der zuerst die Liquidation

der revolutionären Vergangenheit seiner Partei einleitete, haben eine Bewegung eröffnet, die sich unmittelbar gegen Italien, durch die brutale Durchpeitschung des Ratifizierungsversuches sich gegen die Regierung kehren mußte. Nun hat ein übereifriger (Lakki) der Regierung die loyale Opposition persönlich »rehabilitiert«, aber politisch vorwärts gedrängt.

Am 21. Juni kam es bereits in Zagreb spontan zu Demonstrationen. Überall ist erhöhte Bereitschaft. In Bukarest ist die Existenzfrage der kleinen Entente bejaht worden, aber die bestehende Regierung in S. H. S. ist in der Defensive.

6 Schüsse gegen die Vidoydanverfassung. 6 Schüsse — 2 Tote, 4 Verletzte in der Narodna Skupschtina. Ein Anhänger der bestehenden Ordnung des serbischen Ueberzentrismus hat in die Reihen der loyalen Opposition gefeuert. Unter den Toten ist Pavle Radic. Umsonst hat er sich einst als Minister gegen die Agrarreform bewährt. Vergebens hat er den Kroatengeist gezähmt und der jugoslawischen Politik zur Verfügung gestellt. Die Tatsache, daß er Minister gewesen, galt in den Reihen der Hegemonisten als Verbrechen. Er war verfehmt. Stepan, der Listenreiche, hat alle intellektuellen und sonstigen Opfer vergebens gebracht. Er wurde nicht mit seinem Kreise zur Mitregierung zugelassen. Den klerikalen Slovenen gewährte man freiwillig, was man den Radicanern versagte, den Schein realer Teilnahme an der Gewalt. Radic hat der bestehenden Ordnung alles geopfert: seine Vergangenheit, seine Zukunft. Die Antwort sind 6 Schüsse in der Skupschtina. England kann den Kreditwünschen der S. H. S. Regierung entgegenkommen. Schon kämpft man mit dem Revolver in der Hand für die von den britischen Plutokraten geforderte Unterzeichnung der Nettuno-Konventionen. Die loyalen Männer, die vor wenigen Wochen mit dem Rufe: »Es lebe der König!« gegen Mussolini demonstrieren wollten, werden nun wie Reichsfeinde behandelt. Das Verbot des Aufmarsches der Likabauern nach Susak, das Verbot der Versammlung in Esseg war die Einleitung einer hegemonistischen Offensive. Sie wurde fortgesetzt mit anderen Mitteln. Außer den 2 Toten zählt die »loyale« Koalition der Oppositionsparteien noch ein Opfer: die bisherige Taktik der Ueberbrückung der Gegensätze. Mochte Radic ein Hofmann werden, die Radicaner wurden nach links gedrängt. Die 6 Schüsse signalisieren den Bankrott der bisherigen Diplomatie. Was wird nun geschehen? Die Schüsse haben den Versöhnungsmännern anscheinend geholfen weiter zu lavieren, aber die Aufregung ist viel zu groß, als daß experimentiert werden könnte. Das Lavieren auf dem Boden der Verfassung ist entlarvt und unmöglich gemacht. Aufrechterhaltung des hegemonistischen Zentralismus oder Rück nach links. Beide Alternativen sind mit Gewalt verbunden. Vorläufig will Vukicevic nicht darauf verzichten sie anzuwenden, er hat die reale Macht dazu.

## Elephteros der Grosse

Venizelos vor den Toren. Die Präsidentschaft, einst von ihm erstrebt, konnte nun von ihm bereits zurückgewiesen werden. Er will nicht nur repräsentieren, er will herrschen. Der große Kreter konnte sich aber trotz aller verantwortlichen und unverantwortlichen Faktoren nicht durchsetzen. Metaxas bleibt in der Regierung Zaimis. Die etwas kühne Geste des kommenden Ministerpräsidenten auf alles zu verzichten, wenn die Monarchisten ihren Standpunkt abschwören, war so diplomatisch, daß sie beinahe an Naivität grenzen würde, wäre der alte Fuchs nicht gegen einen solchen Vorwurf gefeit. Er braucht ein Alibi. Tsaldaris soll es ihm schaffen, und der plumpe Haudogen seines Königs ging in die Falle. Mit Entrüstung haben die Männer der extremen Volkspartei wie die monarchistischen Leisetreter der Metaxisten den Vorschlag abgewiesen, ihr Programm zu verleugnen. Nun hätte Elephteros freie Hand gehabt, aber — er zog sie zurück und duldete die Rücknahme der Demission des Kabinettes Zaimis. Der große Franzosenfreund überließ noch einen Augenblick den angloitalienischen Agenten das Feld. Die Anleihe in Gefahr! Gewaltiger als die Drohung: Venizelos vor den Toren! wirkt auf die Plutokratie das Gespenst des von Generationen schlechter Verwalter verschuldeten Defizites, für das Kafandaris verantwortlich zeichnet.

Der liberale Venizelismus in Mussolinis Diensten ist bankrott. Selbst Vater Venizelos kann ihn nicht retten. Für die Plutokraten der Michalakopoulos-Gruppe aber ist der Anschluß an England besser als an die problematischen Kombinationen Elephteros des Großen. Allerdings gibt es ein kleines »Aber« dabei, und das sind die ungebändigten

Kräfte der »unverantwortlichen« Faktoren. Die Armee steht gegen die Herrschaft des Zentrums, sie stand gegen das oikomenische, gegen das »juste milieu« Kabinet! Die Offiziere, welche die Monarchie gestürzt und im Dienste der Nationalides Pangalos in den Sattel gesetzt, sind noch da. Sie haben Pangalos gestürzt, als er, der nationale Diktator, zu einem englischen Agenten geworden! Sie rütteln an den Ketten der Kapitulationen, der Reintegrationen des oikomenischen Kabinettes.

Die Offiziere sind in Alarm. Was jahrelanger Kleinkrieg nicht vermochte, das hat mit einem Schlage die Reise nach Milano vollbracht: der Widerstand wächst, die Faktoren erwachen. Man mag zu Venizelos stehen, wie immer man will, eines ist sein unbestreitbares Verdienst: Er hat in Zeiten tiefster Erniedrigung der griechischen Außenpolitik das griechische Volk an seine Vergangenheit gemahnt. Mag Venizelos vorstolzen an der Spitze der Faktoren, ein Erbe seines mißratenen Schülers Pangalos, ein Bonaparte an der Spitze einer problematischen Republik, mag er, ein Kompromiß mit den Plutokraten schließend, verfassungsmäßig die Herrschaft an sich reißen, eines ist gewiß: Es ist gut, daß der Geist des faszistischen Lakaientums gebannt wird, daß die Agenten des lateinischen Kaisertraumes in ihr Nichts zurückgestoßen werden. Vor die Wahl gestellt, mit Kafandaris anglo-italisch »saniert« oder von Venizelos im Sinne einer anderen Gruppierung dirigiert zu werden, können die Faktoren, und nur von diesen ist vorläufig die Rede, nicht zaudern. All die Kraft, welche im griechischen Volke schlummert, wird für imperialistische Zwecke mißbraucht, aber es ist gut, daß wenigstens die unmittelbar drohende Gefahr gebannt wird. Noch ist sie nicht vorbei. Noch weiteifern die monarchistischen und »venizelistischen« Agenten des anglo-italischen Kaisertraumes mit zynischer Demagogie um die Macht. Venizelos hat keine Partei hinter sich! Die Gruppe, die seinen Namen trägt, ist nicht in seiner Hand. Die konservativen Venizelisten wollen die Republik des Geldsackes und verstehen unter den Interessen des Vaterlandes die Sicherung ihrer Forderungen. Die Kafandaristen, »liberal« bis in die Knochen, sind frei von jedem Vorurteil. Sie verkaufen sich und das Land an jeden, der Kredite gewährt oder — verheißt. Die Sanierung ist ihr Programm, der Bankrott ihre Tat. Die Helden des gesäuberten Parlamentes waren sich in ihrer Mehrheit einig in der Vernichtung des Koalitionsrechtes der Staatsangestellten, fanden sich über alle Fraktionszwiste hinweg zur Vorbereitung drakonischer Ausnahmsgesetze, aber eines vermochten sie nicht: die Stabilisierung des Machtapparates.

Venizelos ist vor den Toren. Die Träger der Gewalt wenden sich in ihm an ihre ungetreuen Machthaber. Stärker als alle Schutzgesetze sind die realen Faktoren. Man kann nicht den inneren Krieg gegen die Gewerkschaften der Arbeiter, gegen den Mieterschutz der Handwerker führen und der realen Gewalt des Machtapparates die Mißbestimmung verweigern. Man muß das Eine oder das Andere tun. Zaimis wollte dies nicht und so lebt er von Gnaden der Potentaten der Finanz, bis ihn Venizelos abberuft, um für eigene Rechnung und Gefahr die Herrschaft zu übernehmen. Auf Fort Iszedin jubelt in diesen Tagen ein Gefangener: Pangalos, der gestürzte Diktator. Entweder siegt seine alte Politik, die anglo-italienische Kombination oder seine Taktik, der Bonapartismus.

Melingos

## Die Erhebung gegen die Lakaienpolitik in Griechenland

Die Regierung des »Zentrums« hat Schritt für Schritt die Ereignisse provoziert, die nun über sie hereinbrechen. Sie hat die Flammenzeichen einer neuen Zeit nicht erkannt. Sie sah die rotglühenden, mahnenden Worte und vermochte nicht sie zu deuten. Die Faktoren rüsteten — man antwortete ihnen mit dem Empfang des »Beobachters«. Die Arbeiter streikten, man schlug sie nieder. Die Staatsbeamten rührten sich, flugs antwortete ihnen ein Ausnahmsgesetz. Nun brach die Götzendämmerung der Sanierung an.

Die Arbeiter haben sich erhoben. Die Geduld der Massen ist zu Ende. In Saloniki, im Piräus, in Drama und Kavalla floß Blut. Der Sanierungsgewalt der englischen Agenten antwortete die Gewalt der Straße. Am 18. Juni hat in Griechenland der Generalstreik begonnen. Die große Erhebung, begonnen gegen das neue Antistreikgesetz und das Antigewerkschaftsgesetz, welches man schändlich in ein Gesetz gegen bolschewistische Gefahren umfälschen wollte, hat mehr beigetragen zur Wachrüttelung der Massen als tausend Agitatoren.

Verbanung der Arbeiterführer, willkürliche Verhaftungen haben den Widerstand gereizt und nicht vernichtet. Mit ehernen Sandalen an den Füßen braust die Revolution durch Hellas. Sie haben es so gewollt! Sie, die »Sapierer«, die Männer des status quo, die Bahnbrecher der Ideen von Ehegestern, sie haben es erreicht. Streik — Straßenkampf! Polizei und Gendarmerie zurückgeworfen — Barrikaden! Die Eisenbahner schließen sich an. Mochte die organisatorische Einheit der Arbeiter zertrümmert sein, mochte Siratis staatsmännische Reformversuche propagieren, die Gewalt der Tatsachen drängte weiter und schuf Tatsachen der Gewalt.

Kriegsschiffe meutern! Die Söhne der Fischer und Bauern, sie wissen, wo ihre Feinde stehen. Sie lassen sich nicht mehr mißbrauchen. Wenn diese Zeilen erscheinen, hat sich vielleicht schon die ganze Aegäische Flotte der Erhebung angeschlossen. In Larissa, dem alten Zentrum des Arbeiter- und Bauernblocks wurden Streikbruchversuche zurückgewiesen. Einheitslich wie nie haben die Arbeiter in der Stunde der Not den richtigen Weg betreten.

»Wen die Götter verderben wollen, den schlagen sie mit Blindheit.« Kein »Averoff« regierungstreuer Matrosen kann das bestehende System stabilisieren. Der Froschmäusekrieg zwischen Faktoren und »legitimen« Machthabern wurde zu einem Kampfe zwischen dem souveränen Volke und der »demokratischen« Regierungsgewalt.

Neuwahlen, Plebiszit forderten die hadernden Fraktionen. Auf Barrikaden gibt das griechische Volk seinen Willen kund. Es stimmt nicht mit Gummikugeln ab, sondern mit Kugeln aus Blei.

Ein alter Traum ist ausgeträumt. Die friedliche Entwicklung, das Hineinwachsen in den Fortschritt durch allmähliche Reformen ist begraben.

Hell lodern die Flammen — der Kampf ist da! Die britischen Lakaien zittern, sie appellieren an die »Faktoren«, sie malen das Gespenst des Kommunismus an die Wand, sie flehen um Hilfe und betteln im Ausland um — Intervention.

Zu spät. Die Lawine ist im Rollen. Die elementare Wucht einer Volkserhebung kann nicht mehr mit den alten Methoden bezwungen werden. Alle jugendstarken Kräfte des griechischen Volkes stehen gegen die Regierung der Kapitulanten, der Agenten von St. James. In Ohnmacht versinkt die Gewalt der Gewalthaber, wenn die Armee es will. Noch wissen wir nicht, ob die alten, volksfremden Häudegen des Venizelismus nicht im letzten Moment doch ihren Säbel der alten Gewalt zur Verfügung stellen. Wird Venizelos und werden die Seinen wirklich im Stande sein, eine solche Politik durchzusetzen, während Massen venizelistischer, demokratischer Kleinbürger gegen die Regierung in Waffen stehen? Der Streik der Tabakarbeiter war nur der Anfang. Schon sind die Arbeiter nicht mehr isoliert. In ihren Reihen stehen all diejenigen, die von nationalem Zorne erfüllt gegen den Landesverrat der Zaimis-Regierung gekämpft haben. Sie haben es gewollt, die Plutokraten unseres Landes, sie haben Arbeiter und Bauern zur Verzweiflung getrieben, sie haben durch ihren würdelosen Schacher den letzten Rest von Achtung, von Autorität verloren. Die Geister sind wach. Die althellenische Fahne, die Flagge der allgriechischen Befreiung, sie weht unsichtbar über den Köpfen der Barrikadenkämpfer. Mag welche Flagge immer aufgepflanzt werden, mag welche Theorie immer um Geltung ringen: Die griechischen Massen, das griechische Volk selbst ist erwacht. Unter neuer Fahne kämpft es für alte Ideale, für die Idee der Befreiung. Mag wer immer diese Fahne tragen! Das Herz von Hellas schlägt in den tapferen Straßenkämpfern, der Traum der Häteria, der bürgerlich-nationalen Erhebungsmänner wird erfüllt werden von den Helden unserer Tage.

Noch wissen wir nicht, wie die Machtverhältnisse liegen. Aber selbst wenn es den Verrätern noch einmal gelingen sollte, die Macht zu behaupten — das griechische Volk hat den Kampf gegen Imperialismus und Plutokratie begonnen — der Kampf kann nur siegreich beendet werden.

M-kos

## Die blutige Unterdrückung der Arbeiter in Mazedonien und Thrakien unter griechischem Joch

Seit Jahren führen die Arbeiter aus Mazedonien und Thrakien einen harten Kampf, um ihre Lage zu verbessern. An der Spitze dieser Arbeiter befinden sich die aktivsten und mutigsten Tabakarbeiter.

Die Tabakarbeiter dieser Länder kämpften schon unter der Türkenherrschaft. Sie waren in Gewerkschaften organisiert, mit deren Hilfe sie gegen die Unternehmer, in der Mehrzahl englische, amerikanische, italienische und deutsche Kapitalisten, sowie gegen die Regierung der stets den Interessen dieser Letzteren ergebenden Sultane kämpften. Diese Kämpfe blieben nicht fruchtlos. Es gelang den Arbeitern gewisse Forderungen erfüllt zu erhalten. Die Arbeiterklasse erstarkte in diesen Kämpfen; sie wurde aktiver, kampflustiger. Die Arbeitergewerkschaften wurden mächtiger und die von ihnen geführten Kämpfe wurden besser organisiert; in jedem von ihnen ausgerufenen Streik für die Erfüllung ihrer Forderungen, stieg die Zahl der Teilnehmer unaufhörlich.

Unter der Türkenherrschaft waren die Tabakarbeiter aus Mazedonien und Thrazien, an der Spitze aller Arbeiterkämpfe der Türkei. Ihre Gewerkschaften waren vorbildlich. Im Jahre 1911 hielten sie ihren ersten Kongress in Kavalla, im Jahre 1912, in Saloniki ab.

Nach der Eroberung der Provinzen, in denen augenblicklich der Streik geführt wird, durch Griechenland, hörten die Kämpfe der Tabakarbeiter keineswegs auf. Sie nahmen im Gegenteil an Stärke zu. Durch das Anwachsen der Tabakerzeugung in diesen Gegenden, stieg die Zahl der Depots und der dort angestellten Arbeiter.

Mit dem Herrschaftswechsel, das heißt mit der griechischen Macht, welche an Stelle der türkischen trat, und mit der Aenderung der ethnischen Zusammensetzung der Arbeiter — ehemals waren die Arbeiter der Tabakdepots griechische, jüdische, bulgarische und türkische Mazedonier, deren Mehrheit von den letzteren drei Rassen gebildet wurde; gegenwärtig ist die Mehrheit, der in den Tabakmanufakturen beschäftigten Arbeiter, griechische, jüdische, und nur zum Teil bulgarische und türkische Mazedonier aus Thrakien, und eine große Anzahl griechischer Flüchtlinge aus Kleinasien und dem Kaukasus — ändert sich jedoch keineswegs der Charakter der Arbeiterkämpfe. Sie hatten stets einen

Klassenkampf-Charakter; heute wurde dieser nur ausgesprochenener und fester. Das Klasselement hat das Nationalitätenelement in den Hintergrund gedrängt.

Die griechische Regierung setzt, wie die frühere türkische Regierung, die Arbeiterunterdrückung fort, obwohl die erdrückende Mehrheit der Arbeiter Griechen, Griechen aus Mazedonien, Kleinasien und dem Kaukasus sind. Sie übernahm die Verteidigung der in- und ausländischen Kapitalisten gegenüber den Forderungen der Arbeiter.

Wofür kämpfen die Arbeiter? Welches sind ihre Forderungen? Diese Forderungen resumieren sich wie folgt: Verbesserung der gegenwärtigen materiellen Lage, Aufbesserung ihrer Gehälter auf Grund des Gehaltes von 6,25 Drachmen, des mittleren Gehaltes der Tabakarbeiter von 1914 (gegenwärtig beziehen sie nur ungefähr 60% des damaligen Gehaltes), Garantie der gewerkschaftlichen Rechte und Freiheiten, Anerkennung des Betriebsratsrechtes zur Lösung der zwischen Arbeitern und Unternehmern entstandenen Streitigkeiten, Abschaffung der Gehaltsabzüge für die zur Hilfe der Tabakarbeiter während der toten Saison von fünf bis sechs Monaten bestimmten Vergütungskasse.

Diese bescheidensten Forderungen werden von den Unternehmern und der Regierung nicht angenommen. Die Arbeiter führen zu ihrer Erfüllung seit einem Jahre hartnäckige Kämpfe. Diese Forderungen sind es auch, für welche die Streikenden heute den Kampf führen. Es muß jedoch erwähnt werden, daß der gegenwärtige Kampf einen Massencharakter hat. Die bisher geführten Kämpfe hatten aber nicht den großartigen Umfang, wie jener, den wir heute erleben. Während an den früheren Kämpfen nicht alle in der Tabakerzeugung beschäftigten Arbeiter teilnahmen, wird heute der Streik von den Arbeitern aller Städte und aller Tabakdepots erklärt und unterstützt. In diesen Depots sind mehr als 60.000 Arbeiter beschäftigt.

An der Streikbewegung nehmen heute alle Tabakarbeiter aus Saloniki, Cavalla, Drama, Pravichta, Seres, Xanthie, Gumuldjina, usw. teil.

Wenn wir die Ursachen prüfen, welche den heutigen Streik hervorgerufen haben, müssen wir bemerken, daß, obwohl die Lage dieser Arbeiter elend war, der Streik von der Regierung hervorgerufen wurde, welche die Gewerk-



schaft der Tabakarbeiter von Cavalla auflöste. Diese Letzteren versammelten sich in einem Theatersaal, um gegen die Willkürakte der Behörden zu protestieren (in Griechenland existiert das Gewerkschaftsrecht wenigstens der Form nach). Die Polizei und die Gendarmerie versuchten die Versammlung auseinanderzutreiben. Zwischen Arbeitern und Polizisten fand ein Zusammenstoß statt, wobei die letzteren auf die Arbeiter schossen und mehrere von ihnen verletzten. Darauf erklärten die Arbeiter von Cavalla den Streik, um ihre natürlichen und legalen Rechte zu verteidigen. Die Arbeiter von Pravichta, Drama, Saloniki, Xanthie und anderer Städte folgten ihnen. Der Streik ist allgemein. Ueberall fordern die Behörden die Arbeiter heraus. Ueberall gibt es Arbeiteropfer. Bis jetzt zählt man 15 Tote, 140 Verwundete und mehrere Hundert verhaftete oder verschickte Arbeiter. Das ganze Land ist von einer heftigen Empörung über den Vandalismus der Regierung ergriffen. Zum Zeichen ihres Protestes und ihrer Solidarität, machten die Arbeiter der anderen Industrien, und zwar die Bäcker, Eisenbahner, die Arbeiter der Wasserversorgung und Elektrizität, die Hafens- und Schiffsarbeiter gemeinsame Sache mit den Streikenden. An vielen Orten gab es Straßenkämpfe. Barrikaden wurden errichtet.

Die Streikbewegung griff auch auf mehrere Städte Griechenlands selbst, wie Piräus, Volo, Patras, usw. über. Alle Städte, in welchen der Streik ausgerufen wurde, und selbst jene, welche noch ausstehen, bieten den Anblick des Belagerungszustandes.

Die von den englischen Konservativen und italienischen Faschisten ermutigte Regierung, erklärte den Arbeitern den Krieg. Sie bemüht sich, die kommunistische Partei für das vergossene Arbeiterblut verantwortlich zu machen. Der Innenminister Gotzias erklärte in der Kammer, in Beantwortung einer Anfrage des Saloniker kommunistischen Abgeordneten Maximos über die Unterdrückung der Regierung, daß das, was sich gegenwärtig in Griechenland abspiele, das Werk der Kommunisten sei. Sein Kollege, der Wirtschaftsminister Velenzos, sagte, daß das von den Kommunisten bei Ausrufung des Streikes und der »Provokation« von Unruhen verfolgte Ziel sei, die wirtschaftliche Wiederaufrichtung Griechenlands zu untergraben.

So bemüht sich die griechische reaktionäre Regierung,

welche vor einigen Monaten einen Gesetzentwurf zum »Schutze des Staates«, ähnlich jenen, welche in Serbien, Bulgarien und Rumänien bestehen, ausarbeitete, jedoch vor den energischen Protestationen der Arbeitermassen nicht wagte, denselben der Kammer vorzulegen, diese Regierung, welche vor einigen Monaten die Parlamentsimmunität kommunistischer Abgeordneter aufhob und eine große Zahl Arbeiter und Intellektueller in die Gefängnisse warf oder deportierte, welche durch ihre Verfolgungspolitik der Arbeiterklasse sich kaum von den Diktatoren Pangalos und Kondylis unterschied, diese Regierung, welche einen Prozeß gegen die Mitglieder der kommunistischen Partei anstrebte, welche sich für die Autonomie Mazedoniens und Thrakiens im Rahmen einer Balkan-Föderation erklärten, diese Regierung im Dienste der Westimperialisten, bemüht sich die Kämpfe der Arbeitermassen, als gegen den Bestand des Staates gerichtete Kämpfe hinzustellen. Diese Manöver werden jedoch in Griechenland niemanden täuschen; sie können weder zwischen die Arbeiter, noch zwischen die demokratischen Schichten dieses Landes, Verwirrung säen. Dies wurde im Parlament durch den Chef der Republikanischen Union Papanastasiu erklärt, welcher sagte, daß die Regierung ein Unrecht begehe, wenn sie die Kommunisten für alles, was in Griechenland vorgeht, anklage.

Der Kampf der Tabakarbeiter geht weiter.

Was wird das Ende dieses Generalstreiks sein? Es ist schwer, es vorauszu sehen. Eine Sache ist jedoch schon jetzt sicher. Das ist, daß das in den Straßen von Cavalla, Saloniki, Drama, Xanthie, Pravisichta, Piräus usw. vergossene Blut, den Kampfgeist der Massen stärken wird. Der Tag ist nicht mehr fern, an dem die, in den Kämpfen erstarkte Arbeiterklasse, trotz der Venizelos, der Sufolis und der reformistischen Führer, welche diese Kämpfe für ihre eigenen Ziele ausnützen wollen, ihre Forderungen durchsetzen wird; Es wird ihr gelingen, diese Kämpfe auf politisches Terrain zu verlegen und zusammen mit den Bauern und unterdrückten Völkern eine volkstümliche Macht der Arbeiter und Bauern in Thrakien und Griechenland aufzurichten, und in gemeinsamen Anstrengungen mit den Arbeitern, Bauern und unterdrückten Völkern der anderen Balkanstaaten, die föderative Balkanrepublik zu erbauen.

D. VI.

## Protestkundgebung der griechischen Studenten in Wien

*Der Verein der griechischen sozialistischen Studierenden in Wien hat gegen die letzten Ermordungen griechischer Proletarier einen energischen Protest erhoben und die intellektuellen und manuellen Arbeiter Europas aufgefordert, eine scharfe Protestaktion gegen die gewaltsame Unterdrückung des Streikes der griechischen Arbeiter zu erheben.*

*Der Verein hat sich auch mit dem begonnenen Massenkampfe der Arbeiter Griechenlands solidarisch erklärt.*

# FEDERACIONI BALKANIK

DY-MUJËR

ORGAN I MINORITETEVET NACIONALË E I POPUJVET BALKANIK TË SHTYPUR

BOTOHET NË TË GJITHË GIUHËT BALKANIKE

## Pës vjetë diktatur militare në Bulgarí

Henri Barbusse

Proletarëvet e Intelektuelëvet bulgar

Po marr rasen e aniversarit tragik të 9 Qershorit 1923, per t' i drejtue peshndetjen t' ume ma të perzëmert proletarëvet e intelektuelëvet bulgar, qi shofin tuej kalue ket ditë tash së vjetë, me zemrimin e ndalun qi nep pritja.

Popujt qi janë të zott e falit të tyne, e ato qi kujtojn qi janë të zott e fatit të tyne, festojnë dhe ato aniversare. Këto janë t' atyne ndodhjevet historike, me të cillat ato pajisen a por kujtojnë të pajisen.

Nji anivarsar i tillë, dhe atëherë kuer s' asht veçse nji parodi, prap se prap asht nji festë. Anniversari i juej veçse, o shokë të Bulgaris, e une e tham me gjith zëmer, dhe i joni, asht nji anivarsar nefast, i pari akt i nji serfesh krimesh poli-

tike të vetme munt të thohet në histori, dita e për e nji perodes së ferrit, ku janë shtrë per dhë në gjakun e tyne masat puntore e bujqësore, miqt dhe prst e tyne, e ku po pësoni dhe ju, ato qi pëshitone jeten prej atij grumbull.

Porse të gjith na duhet t' a drejtojmë mendimin t' onë te akti i cubnis politike qi themeloi fashismin në Bulgarí, aty ku emancipacioni proletar kish fillue me marrë drejtimin e tij. Deri sá na mos të jemi fituesa, na duhet të mendojmë permbi gabimet t' ona kështu qi të mësojmë prej tyne, shkaqet e bjerrijet t' ona, pse vehtëm kështu do t' a ndrojmë kohen e përtardhëshma.

Kuer, proletariati rus, muer fuqin ne dorë në Tëtuër

1917, aj filloj një luftë të tëmershme, e jo vehtem kundra ndërvezvet e kundra sendëve, porse dhe kundra ideologjivet të rezikësne, të cillat po t'kishin marrë krye, do t'a kishin paralisue e fikë revoluciomn. Puntorët e buiqët rus kishin para syshë shembëllen e komunes së Parisit të vjetes 1871, qi rã e kje shtypë ma vonë në gjak, psë ish teper e lodhun në veprimin e sajë e nuk mujtë me themelue një blok të pa-tundëshem, sadò qi vullneti e doktrina e tyne ish thiesht revolucionare.

Proletariati rus e mujti ket rrezik. e asht sot i veti mnë botë, qi kã të drejtë me testue një anniversar të fitimit të popullit. N'at ças kuer koalicioni qi ju e njëini fort mirë, kypi në fuqi në Sofi, nepermjet të një konspiracioni policist, partia proletare revolucionarë ish e fuqishme në Bulgari, e ndodhjet do të kishin marrë një ftyrë tjetër, po t'ish dftuë partia resolute dhe e pã-tundëshme.

Porsë shpirti e vullneti revolucionar nuk kan dekë ner iue, perkundrasí. Me një trimni e heroisëm të çuditëshem, besimi i juej i kã kã ballë persekucionëve e masakravët. Aj asht forcue ma fort në kontaktin e ashpër të ndodhjevet, e jázi i juej kã vue faren ner zëmrat t'ueja, të një shpneses ma

të fortë. Nepermjet t'organizacionit, të disciplines e të lidhjes me vllaznit t'uej të pã-numer në bôten marë, ju po e mëkamni automatikerisht ushtrín t'uej e po afroni oren e shpetimit, e cilla do të vin vehtem prej iush.

Eksperienca e vrashtë e këryne vjetëve luftimi kundra atyne qi në Bulgarín t'uej themeluen fashismn e reaktionin internacional, ju kan çilë sytë permbi ndihmen qi munt të pritni prej fuqivet të mëdhaja komplíce, e prej institucionevet teatrale të tyne. Prej fuqis së ndodhjevet gjendia asht kjarue fare. Na e shofim kjarhtë në njën' anë mekanismën e vjeter të shtypies, gjithnji të fortë, e masat qi n'anë tjetër rreshtohen e organisohen. Zgjedhjet në Francë e në Gjermani, kundra të gjith sofimevet të statistikavet zyrtare, dftojn hypien e pãndalueshme të zanevet revolucionare.

Duhet thanë, në ket luftim qi pregatitet në lamen e luftes botnore, shembulli i pësimeve t'uaja e i energis stoike t'uaj i kã dhanë dritë e shkas shum shokëve t'uaj.

E prã, mos dyshoni, se aniversarë të tjerë po pregatiten, qi do të na bajnë m'e harrue një ditë, ket qi na mallënjën sot.

Henri Barbusse

## Macedonasit e grushti i Shtetit

Macedonia s'munt të librohët veçse me librimin e të gjith të shtypunëve të Ballkanit. Kjo ish ideja e Delçeff-it, themeluesit t'O.R.I.M., e Sandasky-t, e Dimo e Hazhi Dimoff-it, disciplët e tyne qi vijuen veprn e tij.

Organisates macedone ju desht prã me kerkue ndihmen e fuqivet popullore: socialist me mprojtë të vorfnit, punëtor, proletar, buiqët pã-buk; nacionalisht, me mbajtë minoritetet etnike, të cilëvevet janë grabitë të dreitat esenciale.

Asaj ju desht me luftue fuqinat e shtypies, sulltanin tyrk, despotët e intrigat europiane, luftimet, qi shkaktoshin Romanoffit e Habsburgt, nermjet të tronevet të Belgradit, të Bukureshit, të Sofis, t'Atenes. Filli i sajë dyfish ish i trajtue: Macedonia e lir në Federaten Ballkanike.

Mjerisht, ky ideal i naltë nuk u realizue.

Luftat heroike per Revolucionin e mbrendëshem të bame prej e per popullin macedonas nuk ndaluen influencen iuneste të jashtem e Carit të Sofis, këjo influencë u dftue qysh në themelimin e O.R.I.M. ata Macedonas, qi shpija mbretnore i lidhi me korrupcion, u dftuene kudo natyrisht sherbtorë të Dinastis. Ata i ndigiuene Dinastis, në planin infernal per konquisten Macedonis. Ata i shkuene pas edhe per mbajtjen e një politikes shtypëse, reacionere e despotike. Në sherbim t'imperialismit bullgar, i ndimuen dhe reacionit bullgar.

Kështu nuk asht per t'u çuditë, qi atëherë kuer diqne Goce Delçeffi e Dame Grueffi e kuer Verkhovismisofiot muer fuqin në dorë n'O.R.I.M., atëherë ky ndroj organisaten e famëshme në një makinë të politikes reacionare nen urdhnat e Koburgut e t'instrumentevet të tyne.

Kuer bankiert e „Slovo“ e kapodaít e Ligës militare e vendosne me bã grushtin e Shtetit kundra qeveris buiqësore, ju sodhne natyrisht komitaçis Todor Alexandroffit, Protogeroffit e Ivan Mikhaloffit e i lëshuen në dorë zbatimin e missionit me randësi: vrasjen e Stamboliskit, të torturue, të mutluem (i kje pri hunda e vesht, syt i kiene zierrë jashtë para se t'a mbutshin), të një krimi qi do të mesë i tmershem në Histori.

Verkhovistët e O.R.I.M. ishin kundra Stamboliskit. E paditëshin se ish afrue teper me Serbin, çka n'anë tjetërata bane dhe ma teper Cankoff-i, dhe Liapçeff-i. Porse fakti ish se ata nuk munt të ja falëshin veprimin qi aj kish bã tuj i dhanë fund diktatures së mshehtë të tyne, permbi qeverin e permbi të gjitha autoritet bullgare, e lirin qi i kish dhanë Macedonis ner zgjedhje, ku këta kishin zgjedhe agrarët e komunist.

Kapodaít reacionar, pergjegjës per bjerret në Bulgari, bankiert e „profesorat“ à la Cankoff, kishin edhe ato interesë në vrasjen e Stamboliskit sã „autonomistët“ macedonas.

O.R.I.M. i Protogeroff-it ish një ner instrument ma me randësi per themelimin e fashismit në Bulgari. Po në gjith Bulgarín bandat autonomiste vepruene krahas me oficiert reacioner. Ata terrorisuen popullaten, burgosne, grabitne e vrane kundershart.

Edhe atëherë kuer populli u çue në kambë, mbas kater muejsh pësimesh, në kryengritjen e madhe të Shtatorit të vjetes 1923, autonomistët kiene në të parin rresht t'ushtris shtypëse. Ndjerzit e Protogeroff-it kiene ata, qi drejtuem operationet ndeshkimore, tuj diegë katundet, tuj torturue e tuj masakruene popullaten.

Atëherë kuer Fodor Alexandroff-i e Protoge-

roff-i, trathtnem nenskrimet e tyne të Manifestes me 6 Ma 1924, fillnem autonomist vrasjet e pergjakëshme.

Daskaloff-i në Pragë, Fodor Panica në Vjenë, Peter Çaulëff-inë Milan, të gjith këjm vrã një mbas një. Në Bullgari e në zonen bullgare të Macedonis, u shumuem, vrasjet e macedonasëve revolucionar prej macedonasëve fashist.

Dimo Hazhi Dimoff-i shoku i armëve i Goce Delçeffi, aj qi ish në krah të herojt kuer ky rá tuej luftue per Macedonin në ditën e famëshme të Banices, kje vrã në rrugen e Sofis per urdhen të Protogeroff-it.

Dhe gjithnji, kompliteti nermjet të fashismit bullgar e nermjet të macedonasëve „autonomist“ kã vijue.

Komitaçit e Protogeroff-it, kan ndihmës në vrasjet e tyne ner kufi autoritet bullgare, keto vrasje s'kan tjetër rezultat, veçse terrorisimin e zones greke e serbe.

Perjashta, agentët e Protogeroff-it, vijojnë intrigat e tyne, nepermjet të perfaqësinavet bullgare, të mproitun prej imunitetit diplomatik.

Po kje se autonomistët thonë se per sã i perket çeshtjes së tyne (një çeshtje e keye kjo) janë independent para qeveris Zgovoriste, kjo asht një gjenjshter. A s'kjene 11 deputetët e tyne, qi votuene per majoritetin e Liapçeff-it, në çeshtjen e huas?

Zgovorist bullgar e autonomist macedonas kanë triumfue po me ket krimë në naten e 9 Qershorit 1923. Si njëna anë si tjetra janë të lidhun, per të mbajtë Terrorin e bardhë në Bullgari. Fashismë bullgar, autonomisëm macedonas s'janë veçse dukje të ndryshme të një fuqi, politike. Ashtu, dhe në kohen e Mbretit Ferdinand, kues kiene në luftë per zaptimin e Stambollit — e per fikjen e Bullgaris! — apetiti i Koburg-ut ish i sherbyem aq prej Fodor Alexandroff-it, sã prej kamariles të generalëve të Sofisr

Macedonia e popullit, ajo qi nep energin e pã-tundëshme ner pësimet e saja e në pomendimin e herojvet të pã-shembell, e kã lidhë çeshtjen e sajë si thoshë Delçeff-i me çeshtjen e „drejtësis sociale“.

Kjo Macedoni asht aleate e natyrëshme e të gjith popujvet të tjerë të shtypun, e e të gjith klasëset t'shtypuna në Balkan e në botë.

Per ket entusiasmohen të gjitha minoritetet nacionale, të gjith revolucionarët e vertetë, per pësimet e per herojsmin e sajë të kohës se kaluem.

Kjo Macedoni, mbledhë 98 per 100 të popullates së sajë të dmae ner tri zonat.

Por kjo s'munt të flasë; kjo asht e robnueme ma zi se dikur në kohë të Sulltanit të pergjakëshem, e ky robnim shkaktohet, direkt në zonen bullgare, indirekt ner zonat të tjera, prej banditëve autonomist, të lidhur me xhelatët e Sofis, e pergjegjës per atentatet e tyne kriminel e stupide kështu edhe per violencat të bame prej zhetatëve të Belgradit e t'Atenes.

Ky grusht cubash, të lidhun nepermjet të kimit me fashismn bullgar e të stipendimë sot prej fashismit italian, janë Macedonia tjetër qi po shtypë e fikë popullin bullgar.

Në keto dit t'aniversarit të 9 Qershorit 1923, duhet nenvise kompliteti i autonomisemit macedonas e i militarismit bullgar. Po n'at kohë qi puntorët e botes së marë pershndesin pomendimin e martirvet puntor e buiq të Bulgaris, duhet turpënie Protogeroff-i e Mikhaloff-i, besnikët e Cankoff-it në krimë, e duhet hiedhë lulia e paharrushëme mbi vorret e Macedonasëve, qi rane viktimë po në këto lufta.

Daniel Renoult

# БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЯ

ДВУСЕДМИЧЕН ВЕСТНИК

ОРГАН НА НАЦИОНАЛНИТЕ МАЛЦИНСТВА И ПОТИСНАТИТЕ НАРОДИ НА БАЛКАНИТЕ  
ИЗЛИЗА НА ВСИЧКИ БАЛКАНСКИ ЕЗИЦИ

## Пет години военна диктатура в България

### Пет години грабеж и жестока експлоатация на българския трудов народ\*)

II.

**Индустрията** прекарва остра криза, въпреки големите облаги, с които едрите индустриалци се ползват при режима на фашистката диктатура. Правителството продължава да облагодетелствува всички видове индустрии, макар и някои от тях да са в състояние да конкурират на чуждия пазар. То продължава да им дава чрез Б. Н. Б. големи кредити, при ниски лихвени проценти. При все това обаче, кризата все повече се изострява, производството намалява, маса индустриални заведения стоят закрити и тия които са открити — работят само по няколко часа на ден.

Разбира се, като правителство на едрата буржуазия, то дава всички улеснения на едрите индустриалци да забогатяват. Това правителство дава възможност на Буровци, Губиленковци да групат милиони и милиони на гърба на българския гражданин и на тоя на българския работник. А положението на тоя последния е непоносимо.

Българското **работничество**, което, до преди държавния преврат, беше организирано в масови професионални организации, което води в продължение на десетки години упорита борба за подобрене на своето материално положение и за създаването в фабриките и работилниците по-добри условия на труда, с установяването на фашистката диктатура бе поставено при изключителни условия. Социалните закони, които съществуват в България от десетки години насам, които се прилагат, макар и не напълно, и от най-реакционните правителства, сега почти не съществуват. Тия закони не са премахнати, но те не се прилагат. Фактически те не съществуват.

Закона за женския и детския труд, изработен още преди 23 години — е една фикция. Женския труд, като позитивен за експлоататорите, се прилага на широко. 40% от заетите в едрата индустрия работници — са жени; малолетни деца от 10—14 год. възраст пълнят фабриките, работилниците и ателиетата.

8 часовия работен ден не се прилага в никое индустриално заведение. Работното време е от 10—12 часа, а в някои производства — 14 до 16, а не рядко и 18 часа. Законите за хигиената на труда не се прилагат.

Работната заплата е сведена до минимум. Тя съставлява едва половината от заплата, която работниците получаваха при земеделското управление. Като се вземе в внимание и поскъпването на живота през режима на деветоюнците, то работната заплата сега съставлява 1/3 от таа при Стамболийски. Работническата надница е от 15 до 50 лева; тя едвам стига за да могат работниците да платят наемът за своите мизерни жилища и да купят, за себе си и своите семейства хлеб, който струва 10 лева килограма.

Това положение на работничеството се влошава още повече от грамадната безработица, която съществува в България. Броя на безработните е 130 хиляди души. Сега, след земетресението в южна България, техния брой надминава цифрата 170.000. Тия безработни не получават никакви помощи. Тази голема армия от безработни предлага труда си за зълък хлеб, с което дава възможност на капиталистите да намалят и тъй мизерните работнически заплати.

За да се види до каква степен фашисткото правителство е противоработническо — а то има бечочието да парадирва пред демократическите среди в чужбина, че полагало особени грижи за работниците, че било прилагало съществуващите социални закони и било изработило нови

такви, достатъчно е да се посочи на факта, че това правителство упражнява своя кървав терор предимно против работническата класа и й пречи да се организира в професионални и политически организации, за да може да подобри своето положение. Отначало правителството разтури всички работнически организации: политически, синдикални, кооперативни и пр.; в последствие, когато въжлението сред българския трудящ се свет и международното работничество и обществено мнение беше взело големи размери, то разреши образуването на синдикални и политически работнически организации, но то предприе срещу тях и срещу техния печат такива преследвания и такъв терор — преследванията и терора продължават и се засилват — че тия организации нemoгат да развиват никаква дейност.

Положението на работничеството се влошава още и от грамадната маса безработни, които се използват от правителството в неговата борба за смазването на работническата класа.

**Търговията** е в застой, пълнен застой. При пълното обединяване на работните маси разбира се, друго нещо не може да се очаква. За това и ние наблюдаваме все по-големо увеличаване на фалитите и мораториумите: през 1926 г. е имало 113 фалита и 90 мораториума, а през 1927 г. — 140 и 120.

Известно оживление се забелезва само в износката търговия. Правителството се хвали, че при неговото управление, търговския баланс на България бил станал активен (такъв той беше само през изтеклата година). Но активен баланс не значи благоденствие на страната, той не значи, че от страната се изнасят излишките от продуктите.

В първата си статия ние посочихме: изнасят се от България артикули от първа необходимост — храни, птици, яйца, добитък и пр.; когато грамадното болшинство от работния народ в България нема хлеб да яде.

При режима на фашистите само крупните търговци и спекуланти печелят и забогатяват. Само те са, измежду търговския свет, които се ползват с лесен и ефтин кредит, на тех се дават разните държавни, общински и окръжни доставки, от които те печелят грамадни суми за сметка на българския данжоплатец и консуматор.

Положението на **занаятчиите** е едно от най-тежките. А те съставляват 5% от целото население в страната (в някои малки градове в България те съставляват масата от населението). От десетки години насам занаятчиите се превиват под конкуренцията на фабричното производство. Фашисткото правителство се мъчи, с разни зългалки, да ги привлече към себе си, по освен обещания, то не им дава нищо друго. Занаятчиите изнемогват, те немаг средства, на тех не се отпускат кредити за да могат да подновят инвентаря си, да купят сурови материали, нуждни за техното производство, а върхът това те са обложени с непосилни данъци. От друга страна, вследствие беднотията на работните маси, селяни и работници, които са главните консуматори на техните произведения, занаятчиите не намират купувачи на това, което те произвеждат.

Характера на фашистката власт се изразява нагледно и в нейната кредитна политика към разните социални слоеве. Кредитите за занаятчиите са били средно не повече от 25 милиона лева в годината, когато Б. Н. Б. е отпуснала, само за едно тримесечие, в 1925 г., 480 милиона лева за търговци, 332 милиона лв. за индустриалци и 73 милиона лева на банкерите.

\*) Продължение от бр. 94 от 15 юни т. г.

Живота на трудящите се маси става непоносим и поради разюзданата спекулация с продуктите от пшъра необходимост. Скъпотиата постоянно се увеличава. Цените на тия продукти са поскъпнали 40—50 пъти, в сравнение с тия от преди войните; за това време българската валута е обезценена 28 пъти, а заплатите на работниците са увеличени, 12 пъти, тия на държавното наемничество 10 пъти и пенсияте на бившите чиновници и служаци — 5 пъти. Така че, работниците получават едва  $\frac{1}{4}$ , държавните чиновници и служаци  $\frac{1}{5}$  и пенсионерите  $\frac{1}{10}$  от това, което са получавали преди войните. При това положение, при тази непоносима мизерия, която е обхванала целия трудов народ, обяснимо е, че смъртността е достигнала веред него 2—3 пъти по-големи размери отколкото по-рано.

Безчовечна експлоатация, ограбване на народния труд, глад, мизерия, болести, от една страна; кървав терор, убийства, «безследни изчезвания», политическо безправие, изключителни закони, препълнени затвори с политически затворници, няколко хилядна политическа емиграция в разните страни на Европа — ето баланса на режима на фашистката диктатура в България.

Ние заключаваме.

Фашистите са представители на едрата буржуазия — bankerите, спекулантите; те защитават техните интереси; те дават на последните всички възможности да забогатеват. Едновременно с това, те изключват робски всички искания на евршейските империалисти и капиталисти.

Те измениха закона за трудовата поземлена собственост, като възвърнаха земите, раздадени от Стамболийски на малоимотни и безимотни селяни, на едрите землевладелци; те премахнаха закона за преследване виновниците на народната катастрофа, като възвърнаха на спекулантите сумите, които те беха осъдени да платят и платиха (около 80 милиона лева); те облагодетелствуваха търговската банка, банката на министра на Външните работи Буров, с една сума над 100-милиона лева за реквизираните храни на Деклозиера, когато тия храни, изети от правителството в 1915 год., са били изплатени; те увеличиха вносното мито на захарта и изобщо увеличиха вносните мита на артикули, които се произвеждат в достатъчни количества в България, за да бъдат фаворизирани капиталистите; те заплатиха 111 хиляди английски лири на една английска компания за изгорели тютюневи складове през време на войната в Горна Джумая и Серес; те платиха на сръбското правителство 300 милиона лева и се съгласиха да платят на ромънското правителство 250 милиона лева за реквизиции; те платиха, плащат и ще плащат грамадни суми за репарации, стари дългове и пр.; те дадоха всички привилегии на една италианска компания за експлоатация на Рилските гори, въпреки протестите на населението; те дадоха ред други концесии от извънредно големо значение за стопанството на страната на чуждите капиталисти, въпреки протестите на населението и пр. и пр.

Фашисткото правителство е лакей на западно-европейските империалисти. То е предоставил своята съдба в ръцете на Чемберленовци и Мусолиновци. То изключва безропотно всичко каквото те му заповедат или каквото техни изключителен орган, О. Н., му продиктува (Буров неотдавна заяви пред парламентарната комисия по външните работи: България трябва да се остави в ръцете на Обществото на Народите).

Срещу тая експлоатация, грабеж и диктатура, българския трудов народ се бори; той се бори, защото тук се капе за неговото съществуване. Тая борба ще продължи, до като не се сгромаляса тоя кървав режим и се установи една демократическа власт на трудящите се маси в България.

Д. Влахов

## Преподавателския корпус под българската фашистка диктатура

9 юни: печална годишнина за приятелите на българския народ и на всички балкански народи!

Преди пет години, в България, повинистите, офицерите и подофицерите в оставка, така наречените млади патриоти; автономистическите банди, остатъците от Врангеловата армия се съединяват, за да съборят селското правителство, чието тежко престъпление бе, че не е задоволило буржуазията.

Военната лига дойде на власт. Държавния преврат се последва от най-кървавия терор. Хиляди селяни, работници и интелигентни са негова жертва.

Организациите на Земледелската и Комунистическа партии са разтурени, техните деятели избити или хвърлени в затвора, техните вестници спрени, техните събрания забранени.

Терора се усилва още повече през септември 1923 г.: изчисляват на двадесет хиляди — **двадесет хиляди!** — броя на убитите, на десет хиляди — това на затворените и на десет хиляди числото на тия, които избегнаха, за да се спасят от смъртта.

Един парламент, избран под режима на терора, гласува в януари 1924 г. един закон, чийто клаузи беха засилени през март 1924 г. за «защита на държавата», чудовищен закон, по силата на който всичките организации и институции, присъединени към Комунистическата партия, кооперации, синдикати, младежки съюзи, са разтурени и техните имуществва, движими и недвижими, народни домове, печатница и пр., са конфискувани в полза на държавата. «Революционната опозиция» е изключена от парламента и от всички обществени служби. Самата принадлежност към група, която се бори за съборянето на фашисткия режим, укриването, подслоняването или даването храна на некой от «престъпниците», се наказва с наказания, между които фигурира и смъртното наказание.

От тук нататък, закона позволява на правителството да арестува хиляди политически противници. И фашистките банди продължават да избиват всички онези, които се противят на този отвратителен режим.

Що става с нашите другари от преподавателското тело под режима на българската фашистка диктатура, дошла на власт преди пет години?

В 1923 — 1924 години, според официални цифри, са уволнени 1533 учители, и 26 учители и 3 учителки убити.

В 1924 — 1925 години, 8 учители и 3 учителки са убити. Показаните цифри за убитите трябва да се считат за по-ниски отколкото са в действителност. Безследно изчезнали учители и тези от средното образование не фигурират в тая статистика.

Едно големо число от учителите, една четвърт според някои пресметания, е жертва на безработицата. Много училища беха затворени; много хиляди учители са на улицата, силно страдащи от економическата криза, която бушува в България. Разбира се, че само «малко надеждните» елементи предимно се уволняват. Тези, които до сега избегнаха опасността да бъдат лишени от прехраната си, се чувствуват заплашени и толкова повече те са склонни към подчинение.

Не че положението им като такъво е за завиждане. Напротив, то е много посредствено. Заплатите достигат до 50% от тези преди войната. Учителите не получават добавъчните, които получават други чиновници, имащи същата степен на образование. Фашисткото правителство заставя основното учителство да заплати подкрепата, която то некога било давало на «разрушителните» партии!

Моралното положение на учителите е също така жалко, както и материалното. Те немаат никаква гаранция срещу мизерията. Министра на просветата има право по административен ред да ги уволнява.

Могат ли членовете на учебното тело да се защитават чрез Съюза? Фашисткото правителство разтури най-активната организация, тази на учителите и служациите по просветата. И то търси, ту да сплъси, ту да повлияе и тайно да дирижира другите организации: **Българския учителски съюз, Организацията на прогимназиалните учители, Съюза на гимназиалните учители.**

Други факти показват на тиранията, която тежи над образованието от всички степени.

Ученици и ученички се групират да изучават и разпространяват есперанто. Каква по-законна цел? Един мощен международен език, който би помогнал за размената на продуктите и на идеите. От септември 1924 г., О. Н., което обикновено не се отличава с излишна смелост, препоръчва употреблението на есперантото за телеграфни съобщения...

Но фашисткото правителство бди: изучаването на есперантото не би ли ограничило изучаването на родния език и още по-опасното: да пробуди интернационалистични тенденции? Министра на просветата заповедва разтурянето на всички есперантистки ученически дружества.

Ученици и ученички се групират, за да се борят против алкохолизма. Коя задача е по-належаща в всека страна? Алкохола указва най-вредното влияние върху индивида, върху неговото тело, върху неговия ум, върху неговата чувственоост, върху неговото поколение, върху неговото семейство, върху нацията, върху целото човечество. Прекрасен девиз на белгийското анти-алкохолно работническо дружество: «В името на бъдащото човечество, ти не ще пиеш спирт!»

Да, но алкохолизма, като затъпява народа, не подпомага ли буржуазията да го държи в робство? Борбата против алкохола има революционни тенденции!... За частие, фашисткото правителство бди. Противалкохолните конспиратори получават заповед да разтурят своите дружества.

И говори се, че българското фашистко правителство ще приеме, въпреки противодействието на учителите, искането на Синода: да се наложат поповега да преподават религия в самите основни народни училища! Разбира се, не се касае да се разпространява висшата Христова революционна доктрина, нито тази на първите християни. Касае се да се наложат на масите вервания, предназначени да ги приспиват и да служат за опиум на народа...

Печална е съдбата на учителското тело под фашисткия режим, роден от преврата на 9 юни 1923 г.!

Чрез перото ми, френското преподавателско тело праща на българския преподавателски персонал, израза на своята симпатия.

**Фелисиен Шале**  
професор-агреже по философия

## Белата ржка и Военната лига една срещу друга

Ето ни отново пред трагичната българска Вартоломеева нощ.

Това бе на 9 юни 1923 г., когато селското правителство на Стамболийски бе съборено при трагични обстоятелства, когато неговия вожд бе мъченически убит и когато върху развалините на властта на Стамболийски Стовора настани своята кървава диктатура.

Пет години, които илюстрират избиванията, достойни за Византия. Пет години, които се осветляват от благородните и велики фигури на падналите жертви на потисничеството, по-безмилостно от което историята не познава.

Всички тия, които от тогава проникнаха в българския ад, са се връщали с вик на тревога. Всички направиха същите страшни и монотонни констатации. Те констатираха мъченичествата, затварянията, изключителните съдилища, специалните закони-наречени за защита. Те назоваха съдиите — палачи, затворите — касанници.

И от констатациите си, те телиха следния извод: илюзия е да се мисли, че може под действието на една бавна еволюция да се настани един демократичен режим на мястото на стовористката диктатура. Против едно такъвo верване целото развитие на българската история възстава. Освобождението на българския народ може да бъде дело само на революционерите селяни и работници, дело на тия работници и селяни, които въпреки бесилките и разстрелите, остават верни на Революционната партия, засвидетелствуват и симпатии си в синдикалните конгреси, в изборите, в първомайските събрания.

Единствената правителствена форма, която може да се настани победоносно върху стовористката хегемония, това е освободителната пролетарска диктатура.

Но отзвуките от преврата на 9 юни беха дълбоки не само за българския народ. Те се усетиха далеч зад границите. И на този Балкански полуостров, где то договорите от 1919 год. посеха толкова семена на конфликти, Цанковия преврат донесе още един елемент на сътресения и смут.

Каквито и резерви да се правят по отношение доктрината и методите на действие на кабинета Стамболийски, остава си обаче, факт, че земеделското правителство проповядваше една политика на разбирателство и успокоение.

Социалната му основа, економическите необходимиости му налагаха една такъва политика и главно приятелството уреждане на мъжнините между България и Сърбия по въпроса за Македония.

Но щом като правителството на Стамболийски се ангажира по този път, то требваше да възбуди против себе си дивата опозиция на фашистките кръгове от Военната лига и на автономистическите бандити от Македонската организация.

Те именно беха вължновителите, те решиха, те организираха избиванията от 9 юни. Споразумението с Югославия бе в техните очи най-страшното нещастие. То турне край на правото им да съществуват, то разрушаваше упоритата им надежда, хранена от дълго време, да подчинят на българското владичество нещастния мъченически македонски народ.

Требва да се повтара и повтара винаги, че преврата от 9 юни бе първо един отговор от българските военни на проектите за сближение, — между впрочем много наивни и утопични — лелени от кабинета Стамболийски между София и Белград.

Тази политическа страна на преврата от 9 юни може би е изпусната от наблюдателите преди пет години; но днес се схваща целата и важността ѝ. От пет години диктатурата само се увеличаваша. За да се схване тежестта, трябва да поживее човек в двете бал-

кански столици: Белград, столицата на явния милитаризъм и афиширано изолиране, и София, столицата на прикрития, тайния и тъмния милитаризъм, но също така страшен.

Но да съпоставим тия наблюдения с фактите. От пет години вече опити за разбирателство са били извявани на няколко пъти. Всеки път обаче, тия кратко-временни опити, които изобщо съответствуваха на някои маневри в вътрешната политика от страна на инициатора им, или на належаща нужда за пари, свършваха с углушителни неуспехи.

Не прогласиха ли те в 1926 г. през пролетта, че Белград и София се готвят да подпишат един пакт за арбитраж? Скоро обаче, се узна, че не разумно оповестените преговори не можаха да стигнат до известен край. Югославия искаше, щото тържествено да се осъди дейността на комитаджиите, а Софийския кабинет енергично се противопоставяше на вписването на подобна клауза.

Няколко месеци по-късно се заговори за Балканско Локарно. Щипското убийство на генерал Ковачевич е отговора на тия безмислени информации.

Не само че разногласията съществуват между тия два съперника на Балканите, но от няколко месеци фашистка Италия, неуморна конкурентка на Югославия, взе под своя протекция реакционна България.

Много са фактите, които обясняват това прегрупиране. Единствостта на режимите, волята на Италия да противопостави на Малкото съглашение, васал на Франция, една коалиция от победените и недоволни страни, и най-сетне, желанието на Италия да вкара България в своите империалистични авантюри.

Вмешателството на Дучето позволи на България да си създаде, вън от 30.000 наемници, една голема военна сила, чиято интервенция в един конфликт може да бъде крайно опасна.

От своя страна, официална България поздравя с ентузиазъм сключването на Тиранския договор. Най-сетне, двата фашизми си помагат, обменят си опитите, използват общо средствата си за борба срещу работническата класа.

Българското правителство експлоатира македонския въпрос, за да реализира анексионистическите си стремежи. Политиката му може само да утечи българо-сръбските противоречия; но тя е горещо насърчавана от италианския фашизъм. Протогеров неотдавна бе приет с почести в Рим и през време на аферата Ковачевич, италианската преса взе страната на комитаджиите.

Деветоюнския преврат откри не само един период на нечувани насилия за България, той установи една нова ера в историята на балканските съперничества, в историята на интригите и сътресенията.

Военната каста, която тези дни празнува в София петгодишнината на своя триумф, е една от големите пречки за балканския мир.

Но и съюзническите или съпернически касти от Белград, от Атина, от Букурещ не струват повече.

Само над техните развалини балканските работници и селяни ще построят единствената възможна система за мир и за истинска сигурност — Балканската Федерация, рожба на тържествуващата революция.

Габриел Пери

## Италианския и българския фашизъм Техното сродство

Войната е майка на фашизма: било поради духа за реванш от поражението, както в България; било поради империалистическия дух в следствие победата — както в Италия.

Победа или поражение, това са случайности; съществения факт, определящата причина тук е войната. Ако искаме да обхрнем фашизма в типичното му проявление, то трябва само да проследим средиземноморско-балканската линия, где той среща най-малката съпротива. Нови страни, с унитарна скоронна формация, с техната демократична структура, без традиции и без познания, где то младите буржуазии едва излизат от феодало-земеделския режим, за да се явят пред прага на западния капитализъм, жадни за големи печалби, обзети от протекционизъм, бедни по дух за истинска независимост и опиянени от един национализъм, покровителствувани от великите хегемонични сили — ето къде фашистките противодари на войната са в пълен разцвет; докато пък на запад, у народите с по-солидна национална конституция, с по-задълбочени унитарни и революционни традиции, фашизмът не успява да се добере до властта самичък; той е принуден да се смесва с империалистичните течения, повдигайки ги под разни реакционни

форми и заплашвайки същевременно вътрешните свободи и международния мир.

Една от най-важните причини за фашизма, това е образуването след войната на маси от демобилизирани бивши офицери и подофицери, по-големата част произхождащи от дребната буржуазия, които не могат да бъдат погълнати от бедната економика на »новите страни«, разрушени от войната и страдащи най-вече от липса на капитал; още повече, че спечелените галони през войната каратия »герои« да изпитват едно непреодолимо отвращение към предвоенните им занятия, често твърде скромни. В своята амбиция, тия »герои« желаят само продължението на войната и ако войната е свършена на границите, те я продължават вътре в самата страна. Тогава настъпва гражданската война; войната чрез държавни преврати; войната като наемници на едрата буржуазия, държана от пролетариата да изпълни обещанията си дадени на народа през страшните дни на големите кръвопролития за да поддържа у него скротивителната му сила.

От тази гледна точка би могло да се тегли един красноречив паралел между Италия и България, наистина сестри в страданието.

Италианските фашисти почнаха с образуването на организации на бойците от бившите офицери, подофицери и синовете хаймани на земеделската буржуазия; към тези шовинистически организации се присеждат скоро младите »ветерани« от великата доброволческа армия на поета Габриел д'Анунцио: Фиуме.

Кой не вижда в тия черти италианската аналогия с българските шовинистически сдружения и техното съюзничество с Македонската организация на генерал **Протогеров**? Не се ли коренят именно в тази аналогия интимностите, които продължават между българските »неотговорни фактори« и черните италиански ризи?

Също така има едно фразираще сходство между похода срещу **Рим** (28 октомври 1922 г.) и държавния преврат подготвен в **София** през нощта на 8 срещу 9 юни 1923 г. И двата тия »славни подвизи« беха изпълнени по начертан от военните план и с активната помощ на фашистите. В единия, както и в другия случай, съгласието на короната бе необходимо.

Кабинета на **Стамболийски** бе съборен насилствено, самият той бе насечен от съзаклятниците. Кабинета **Факта** имаше същата участ, но тъй като смешния **Факта** нямаше раста на един **Стамболийски**, то фашистите го оставиха да живее. Проче, в онзи момент италианския фашизъм беше подчинен на елементите на едрата буржуазия, която го купи. Тези елементи беха загрижени изключително с мисълта да се отърват от социал-работническото движение, те не мислеха да разрушат из дъно скелета на либералната държава, а която в течение на дълги години те вършеха прекрасни сделки. Но скоро ще дойде времето, когато фашизма ще седне на плещите на буржуазията, която ще бъде също така затворена в Държавата — партия. В началото фашизма требваше да прави компромиси с всички партии, с изключение, разбира се, на партиите на работническата класа. Това на първо време попречи да станат в Италия големите жестокости, които отбележиха възшествието на българския фашизъм. Тези два фашизма в известен смисъл направиха обратен път. До като в България, започвайки с най-големи жестокости, фашизма не е достигнал до пълното унищожение на опозиционните партии и преса, до пълното разрушение на либералната държава; в Италия, фашизма, който в началото бе запазил известна умереност, с засилването си, той обяви война на всичко що не бе фашистко; той смаза всички партии, даже буржуазните,

стремейки се чрез един асимиланс се ежедневно терор да възстанови абсолютната държава.

Но, след като отбелязахме разликата в движението на двата фашизма, трябва да се повърнем към това, което те имат общо: дълбоко противодемократичния дух обясним с насилията против изборните гласувания и духа на преследванията; на »туряне възки от законите« на политическите противници. Законите за »В. З. Д.« косят от Йонийското до Черното морета; всички те имат същата цел: прогонването на неприятелите на правителството; обявени за неприятели на държавата, на обществото. Тези терористични закони са еднакви с терористичните банди или »неотговорните фактори«. В Италия те се употребяват едновременно, но с видима тенденция все повече и повече полицията да участва; черната милиция, изтезанията в затворите, масовите арести и най-сетне »специалния съд«, вместо убиствата на улиците. Това зависи може би от обстоятелството, че в Италия фашизма стана пълн господар на държавата, както в него е случал с България.

Италианския фашизъм аспира да стане регулятор и господар на всички балкански фашизми. Той се предлага като голем покровител на Македония, смазана под югославянското иго. Разбира се, Мусолини до толкова се трогва за Македония, до колкото това му служи за кос срещу Югославия. Той обича да афишира отношенията си с македонските »революционери«, за да фразира възбуждението на италианския народ и му даде идея за активността на господаря му. Но в основата си италианския фашизъм върви по брездите на старата дипломация: **разделяй и владей!** Сближението между България и Югославия би било за него несравнимо нещастие. Засилването на Малкото съглашение би било за него друго нещастие.

Италианския фашизъм е един покровител — покровителствувал, един господар — господствувал, зад който неотлъчно стои английския консерватизъм, с своите постоянни замисли срещу Сввветска Русия. Би се запитал човек, как така тия големи »либерали« откъд Ламанна, са взели под свое покровителство зараждащия се съюз на всички фашизми в Средиземното море и на Балканите. Това е един въпрос, колкото политически, толкова и морален. Практически **торижда** (Англ. консерв. партия) е само един тартюфски макиавелизъм, за който всички средства са добри. Целта оправдава средствата. От гледна точка на морала, **торижда** не е нищо друго, освен една гигантска расова гордост. Неотдавна, г. Фишер, бивш държавен подсекретар в Англия, писа една статия в един вестник в Ница, където той описваше страшните злодеяния на италианския фашизъм и заключаваше, че един такъв режим не би траял нито една година, нито един ден в Англия, но че той е бил свършенно добър за италианците...

Италианските фашисти са много горди от едно такъво съждение, национализма им не е много гледищно, колкото се опася до дължимото уважение на италианците. Тази английска надутост обаче, която обржца всички народи в еднакво презрение, считайки ги само като мъртви души, пасивни инструменти за чужди империалистически цели и намерения, тази **надменност**, казвам, е вече фашизъм — или, ако предпочитате един по-стар термин — **заробителство**.

Едно стъпало в робствата, ето наистина съдбата на Балканите в далечните стремежи на английското ръководство, което тика италианския фашизъм към хегемонията на Балкана, ведно с македонските автономности и българските реваншисти.

Не е ли време, на съюза на всичките фашизми, да се отговори с съюза на балканските народи за национално и социално освобождение?

Паоло Давила

## Кървавите репресии над работниците в Македония и Тракия под Гърция

От години насам, работниците в Македония и Тракия под гръцка власт водят усилен борби за да подобрят своето положение. Начело на тия борби се намират работниците в тютюневите складове. Те са най-активните, най-борческите измежду работническото.

Още през време на турския режим в тия провинции, тютюневите работници водеха решителни борби. Те беха организирани и чрез своите синдикати водеха борбите срещу господарите, в болшинството американски, италиански, германски и английски капиталисти, и срещу тогавашното турско правителство, което взимаше винаги страната на последните.

Тия борби не останаха безплодни. Работниците успеха да прокарат някои от своите искания. Вън от това, благодарение на тия борби, работническата класа се калди, тя стана по-активна, по-борческа. Работническите синдикати се засилиха, борбите, които те ръководеха биваха по-добре организирани и при всека стачка, която работниците обявяваха за да наложат своите искания, броя на участващите все повече нарастваше.

Тютюневите работници в Македония и Тракия беха на чело на общите работнически борби в цяла Турция. Техните синдикати беха образцови. В 1911 година те държаха своя първи конгрес в Кавала, в 1912 г. — в Солун.

След като тя части от Македония и Тракия, където сега се води стачната борба, беха заграбени от Гърция, борбите на тютюневите работници не престанаха. Напротив, те се засилиха. С засилването на тютюневото производство в тия страни, броя на тютюневите складове се увеличи и той на заетите в тях работници нарастна.

Но, с промената на режима, с заменяването на турската власт с гръцка, с изменението на народностния състав на работниците — по-рано в тютюневите складове работеха гърци, евреи, българи и турци македонци, като работниците от последните три народности съставляваха болшинството; сега, вследствие изменението, които там станаха в етническият състав на населението, се измени и етническият състав на работниците: грамадното болшинство от работниците в тютюневото производство днес са гърци, българи и евреи македонци и отчасти турци в Тракия, и голем брой гръцки бежанци от Мала-Азия и Кавказ. — не се измени характера на работническите борби; тия борби носеха, а сега още повече те носят класов характер. Класовия елемент в тия работнически борби доминира над националния.

Гръцкото правителство тръгна по пътя на едновременното турско правителство: то се обяви против работниците, макар и грамадното болшинство от тях да са по народност гърци, гърци от Македония, гърци от Мала-Азия и Кавказ; то взе страната на чуждите и местни капиталисти в борбата им против исканията на работниците.

За какво се борят тия работници? В какво се изразяват техните искания?

Тютюневите работници в Македония и Тракия под Гърция се борят за подобрене на сегашното им материално положение, за приравнение на техните заплати към тия, които те получаваха преди общата война: 6.25 драхми златни, или около 140 книжни драхми (сега те получават средно 80 драхми, или около 60% от едновременните техни надници); за правото на свободно синдикиране, признаване правото на комисиите по складовете — ателиетата, да третират въпроси, отнасящи се до работниците, с господарите и премахане одръжките, които се правят от работническите надници за компенсационната каса, от която се подпомагат работниците през време на мъртвия сезон (5—6 месеци) в това производство.

Искания повече от умерени, които господарите и правителството не приемат; за техното прокаране работниците водят от една година насам упорита борба.

Сега, обявявайки стачка, тютюневите работници предявяват същите искания.

Но, трябва да се отбележи, че сегашната стачка има масов характер.

Борбите, които до сега тия работници водиха, немаха градивния характер на днешните техни борби. До като по-рано в тия борби не участвуваха всички работящи в тютюневото производство, сега стачката засяга цялото работничество в всички градове, в всички тютюневи складове, където работят около 60.000 работници.

В сегашното стачно движение участвуват тютюневите работници в Солун, Кавала, Драма, Правица, Серес, Ксанти, Гюмюрджина и пр.

Разглеждайки причините, които предизвикаха сегашната стачка, трябва да отбележим, че тя бе предизвикана от правителството. То разтуря синдиката на тютюневите работници в Кавала и тия последните се събират в един театър за да протестират против произволите на властта (в Гърция съществува, по закон, правото на синдикиране). Полиция и жандармерия се опитват да разтурят събраниято, настъпва облъскване между работниците и полицейските, последните стрелят срещу първите, и раняват голем брой от тях. В знак на протест и в защита на своето естествено и законно право, работниците в тоя град обявяват стачка.

Към тях се присъединяват работниците в Правица, Драма, Солун, Ксанти и други места. Стачката е обща. На всекъде властта провокира работниците, на всекъде има работнически жертви: до сега се изчисляват 15 души убити, 140 души ранени и няколко стотин работници арестувани и заточени. Възмущението от тия правителствени вандалщини е големо в цялата страна. В знак на протест и солидарност обявиха стачка мелничарските работници, хлебарите, железничарите, работниците по водната служба, електрическото осветление, пристанищата и параходите. На много места са станали улични и барикадни боеве. Стачното движение обхваща работниците и в много градове в Гърция: Пирея, Вола, Патрас и др. и всички градове, където е била обявена обща стачка, и там даже, където не е била обявена такъва, са имали вид, като че ли се намират при военно положение.

Правителството, насърчвано от английските консерватори и италианските фашисти, е обявило война на работничеството. То се мъчи да стовари отговорността за пролетата работническа кръв върху Комунистическата партия. Неговия министър на Вънрешните работи Гопис, в отговор на интервютацията на солунския комунистически депутат Максимос в камарата, по репресните на властта, е заявил, че стачкото в Гърция било дело на комунистите, а неговия колега м-ра на Народното стопанство, Веленас, е заявил, че с обявяването на стачката и с «предизвикването» на безредиците, комунистите били преследвали целта да се попречило на економическото възстановяване на Гърция. Така, гръцкото реакционно правителство, което преди няколко месеци беше изработило проект за създаването на един закон за защита на държавата, подобен на съществуващите чужовинни закони в България, Сърбия и Румъния, който проект, поради силните протести на работническите маси, то не се реши да внесе в камарата; което преди няколко месеци липи комунистическите депутати от парламентарен имунитет и хвърли в затворите и изпрати на заточение маса работници и интелигенти; което в своята политика на преследване работническата класа не се отличава от диктатурите на Кондилис и Пангалос; което инспирира един процес, който скоро ще се гледа, против членове на Комунистическата партия, понеже те били за автономията на Македония и Тракия в рамките на Балканската Федерация, това правителство, по заповед на западноевропейските империалисти, се мъчи да представи борбите на работническите маси, като борби насочени против съществуването на държавата. Тия диверсии обаче, никого в Гърция не ще изважат; те не ще могат да заблудят работничеството; те не са в състояние да заблудят даже и демократическите среди в тая страна. Това го каза в парламента шефа на Републиканския съюз Панагастасиди, който заяви, че правителството грещи, като за всичко вини комунистите.

Борбата на тютюневите работници продължава. Как ще се свърши сегашната обща стачка, трудно е да се предвиди. Но едно е верно: пролетата работническа кръв по улиците в Солун, Кавала, Правица, Драма, Ксанти и Пирея, ще засили борческия дух в работническите маси и не ще бъде далеч деня, когато калената в борбите работническа класа в територията на сегашна Гърция, въпреки Венизелос, Софулис и реформистките шефове, които се опитват да използват нейните борби за свои цели, ще успее да наложи своите искания; тя ще успее да изнесе тая борба и на политическа почва, като се бори, заедно с селяните и потиснатите народи там, за установяването на една народна власт на работниците и селяните в Македония, Тракия и Гърция и, съвместно с работниците, селяните и угнетените народи в другите балкански страни, — за установяването на Балканската Федеративна Република.

Д. Вл.

### Протест на гръцките студенти в Виена

Гръцкото социалистическо студентско дружество в Виена е отправило един енергичен протест по случай зверските убийства над стачкуващите гръцки работници и кани работниците и интелектуалците от другите страни да се вдигнат на крак и протестират против бруталните мерки на гръцкото правителство по отношение стачката на гръцките работници.

Дружеството по този начин се солидаризира с борбата на работниците в Гърция.

Вместо на 15 юли и 15 август, в Балканска Федерация ще излезе на 1 август и 1 септември в двоен брой.

Редакцията

# БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА

ПОЛУМЕСЕЧНИК

ОРГАН НАРОДНИХ МАЊИНА И ПОТЛАЧЕНИХ НАРОДА БАЛКАНА

ИЗЛАЗИ НА СВИМ БАЛКАНСКИМ ЈЕЗИЦИМА

## Састанак Мале Антанте и крвави атентат у Београду

Београд, крајем јуна.

Из вишеструких разлога, националног и међународног значења, одлагана конференција Мале Антанте, одржана је најзад 20 јуна у Букурешту. Састанку Мале Антанте предходила су значајна путовања Титулеска, Бенеша и Маринковића у западно — европске престонице — Париз и Лондон. Титулеско је осам тога посетио Мусолинија у Италији, а Бенеш је обишао и Берлин.

Та врло значајна политичка путовања изазвана су општом нестабилном ситуацијом на Балкану и у централној Европи.

Од главнијих разлога ових путовања и посете јесу: Тешка економска криза у Чехословачкој; све агресивније иступаше Мађарске, потпомогнута Ротермировом акцијом и Италије, у питању ревизије Тријанонског Уговора о миру; политичко-финансиски и економски хаос и крах у Румунији и Југославији; италио-југословенски сукоб и. т. д. Јер живог ових држава које сачињавају Малу Антанту зависи пре свега од **самовоље Великих Сила.**

»Б. Ф.« осветлила је у сва та поменута питања кроз своју призму, она ће то чинити неуморно и у будуће у интересу циља за који се залаже. Ми ћемо се на овоме месту само сумарно позабавити главнијим питањима конференције у Букурешту, али пре свега улогом Југославије.

Она се одржала непосредно пред ратификацијом Нептунских Конвенција и узајамних посета румунског и пољског генералштаба. У периоду када је Енглеској по сваку цену стало до тога да »измира« завађане стране и цементира анти-совјетски блок. Али је развој догађаја показао да се интереси како великих тако и малих капиталистичких држава врло тешко могу довести у склад, они се према свему јаче размимонлазе и поштравају.

Услед таквих односа избили су ови последњи сукоби на Балкану и избијање и у будуће поред свих »мирољубивих« декларација заинтересованих држава и државника. После оног познатог »пацифистичког« говора Мусолинија у фашистичком парламенту, коме су предходили дуге и многобројне акције тајне дипломатије, усрећила је светску јавност М. Антанта са неколико платонских коминикеа. Поред општих фраза заједничких интереса и вођења рачуна о М. Антанти као некој »сили« дошле су изјаве појединих министара. Том приликом приморана је војничка Југославија да свечано и са тог места преко Маринковића објави: да ће анти-народне Нептунске Конвенције одмах ратификовати. Маринковић је ту додао »у нади да ће Италија, као одговор на то свакако још пре истека рока заједничког пакта (јули) дати интерпретацију« (објашњење) Тиранског Пакта од 1926 и оног од 1927 г.

Из овог се јасно види да је недавна посета Титулеска у Београд, пред састанак М. Антанте имала у задатак, да свестрано припреми у Београду терен, поред осталог, и за овакву изјаву Маринковића у име камарилско-војничке владе, ради што веће гаранције италијанско-фашистичких захтева. Овај факт потврђују како »пријатељи« између себе на рачун животних интереса радних маса посредују.

Што се пак тиче »интерпретације« Тиранског Пакта, Мусолини ће ради Нептунских Конвенција евентуално и дати неку »интерпретацију« али која разуме се неће ни у колико менаџи његов однос и тежње према Албанији и Балкану опште. Све ово тече више мање глатко по жељи оних из Лондона, јер је политика београдских безумних властодржаца пред **отвореним стечајем.**

У Букурешту је покренуто и питање признања Совјетске Уније, покренуто га је Бенеш и образложио га је економским разлозима у вези са економском кризом која влада у Чехословачкој. Титулеско је то питање одбио као неактуелно по његову државу, али је Маринковић остао онај реакционарни берзански спекулант (он је уједно и председ-

ник београдске Берзе) и агент двора и Беле Руке, немајући смелости да се отворено изјасни по томе питању: за или против.

У питању ревизије Тријанонског Уговора донесена је заједничка одлука »успротивити се крајном енергијом и свима у даном случају средствима покушајима територијалне измене« јер би »тежње за ревизијом Тријанонског Уговора могле да изазову компликације у још нестабилизаној централној Европи«. Што се приклучења Аустрије Немачкој тиче Маринковић »гумачећи« жеље Бенеша и Титулеска сматра да је противан из разлога садашње политичке констелације, али да то није принцип.

Резиме конференције М. Антанте следећи је: апсолутна слабост, хетерогеност и зависност од својих господара. Нужно припремљена комедија трију политичких пајаца, од којих је Маринковић морао да одигра најбеднију улогу. Њен резултат раван оној прошлој конференцији у Јоахимову.

За време док се у Букурешту одигравала комедија М. Антанте извршио је један белорукачки агент, у београдској Скупштини страховито двогубо убиство, ранивши тешко уз то тројицу опозиционих хрватских посланика. Радикални посланик **Пуниша Рачић**, један од главних сведока и конфидената за време Салуноског процеса 1917 г. — о чијим ће подвизима на основу аутентичних података и докумената јавност некад сазнати, — професионални убица и ноторни лумп извршио је 20 јуна само налоге својих господара. Он је у једном тренутку уобичајне по буржоаским парламентима свађе, која је последњих дана била услед опструкције сељачко — демократске коалиције шарочито жуцна, извадио свој парабелум и **хладнокрвно без спречавања** после једног сукоба са радническим послаником Др. Пернарком **убио** бившег министра Аграрне Револуције и нећака Стјепана Радића, **Павла Радића** и радићевског посланика **Др. Басаричека**. Тешко је **ранио Стјепана Радића**, Др. Пернара и Гранђу.

Убица је судећи по свему што се одиграло узимајући као непосредни повод сукоб са Пернарком (а пругутао је сто горих »увреда« по што је истина коју му је Пернар добио: да је опљачкао македонско становништво) имао за **циљ** да преко Пернара гађа вођство сељачко-демократске коалиције т. ј. Стјепана Радића и Светозара Прибишевића. Али како су погинули и рањени заклопили свога вођу С. Радића а Прибишевић се склопио, то је убица побио оне који су му омелали посао. После учињеног дела са револвером у руци, ни од кога спречаван\* прошао је убица **кроз министарску собу** и поред **великог броја посланика** партије коју је у Скупштини **представљао**, изашао, сео у ауто и изгубио се. Тек доцније пошто му је ваљда саопштено он је аутомобилом отишао у министарство Унутрашњих Дела и тамо се »предао«. Оба убијена посланика припадали су **десном** крилу Хрватске Сељачке Странке. Павле Радић прочитао је 1925 г. у Скупштини ову историску капитулашну декларацију, у којој се вођство Хрватске Републиканске странке, после преговора С. Радића са Београдом **одриче** свог републиканизма, у томе правци вођене борбе и признаје монархију.

Колико је за осуду ово подло убиство, оно није дело једног »увређеног« и »необузданог Прногорца« каквог га **влада приказује**, бацајући кривицу на непомирљивост опозиције, покривајући и **оправдавајући** отворено тиме убицу, већ само **преношење крвавог система** властодржаца и на Скупштину и њену »сувереност«. Није у питању овај или онај, већ **смишељен, дуго припреман и наговаштен почетак** акције »тајних сила« — које је погинули Басаричек једном у своме говору у Скупштини споменуо — т. ј.: неогворних фактора око првог уставног фактора, да путем парабелума и кроз Скупштину утру себи пут к' отвореној власти.

\*) Викајући уз то: »Живела Велика Србија!«



Ово је требао да буде **сигнал**, да хрватски народ одговори побуном на ову провокацију и тиме пружи повода неогворним факторима, белорукачким генералима, да ступе у акцију и «умире» хрватски народ и пречане онако како су то Хорти и Цанков учинили.

Тај атентат великосрпских «неодговорних кругова» требао је кратким поступком да «реша» проблем пречанских крајева и **хрватско питање**; требао је да буде увертира за оно што се већ годинама **примењује** у Македонији. Био је увод да оствари леше «снове» Александра Карађорђевића, како их изволе поверити директору париског Матена (19. јуна 1928).

Ако поставимо правилно питање онда је овај злочин био уједно и атентат на хрватски радни народ, јер последице тога, и ако тренутно није дошло до отворене побуне и револуције у Хрватској, осетиће највише широке радне масе широм целе Хрватске. Мелци Нунише Рачића били су према томе посредно намењени овима.

У Загребу је после овог догађаја дошло два пута до крвавог окршаја између демонстраната и полиције. До зуба наоружана полиција бесомучна је журишала на голоруке демонстранте. У одбрану свога живота подигли су демонстранти у многим загребачким улицама **барикаде**; **5 мртвих** и до **стотину** што тежих, што лакше **рањених** остало је на бојишту. Представници загребачког револуционарног пролетариата у градском одбору похапшени, такође и велики број функционера независних синдиката чије је просторије полиција затворила, око 400 радника затворено; у целој Хрватској војска и полиција и највећој приправности, у Загребу се чак проглашује и **ванредно стање**.

Шта је руководило владу и оног језуитског злочинца Корощца да приреди овакво крвопролиће по загребачким улицама? Чеге заједничког имају Независни раднички синдикати и раднички градски Одборници са антирежимским демонстрацијама **огорчених хрватских маса**? Оно што је крајем маја великосрпски жандар Корощец учинио у Београду, поновио је много крвавије у Загребу. **Осамдесет** градских **стражара** поднели су наводно **оставке** на службу, јер се гнушају над злочиним у који су били гурнути, изјављујући да **никад више у народ неће пуцати**. Чак се код ових простих извршних органа побунила савест...

На сарани убијених посланика говорио је посмртно слово Прибићевић. Он је између осталог споменуо како је овим атентатом погођен данашњи државни поредак, политички систем и парламенат у који се у смислу донесене одлуке С. Д. К. **неће повратити**. Док Радић преко једне посланице, коју је Прибићевић прочитао; јавља народу: како је с обзиром на овај злочин у Скупштини помисао хрватских посланика да се никад у Скупштину не поврате, али у политичком и међународном животу **несме** никад доћи до речи «никад». Тешко рањени Радић полаже сву наду у «народ и краља» (који га врло често обилази и у образ сад љуби), који ће бити на висини своје «историске мисије».

И један и други вођа позивају својим ауторитетом народ на ред и мир, напомињући, да буде готов на позив својих вођа да «пође у... изборе или другу борбу»...

Независно од ових позива Радића и Прибићевића, који ће и поред овог злочина од 1928 г. и издаје над хрватским народом 1918 и 1925 г., издати га још једном више и, повратити се у крваву Скупштину великосрпских угњетала и убица; чак шта више, није искључено да уђу још у владу генералску или полугенералску, са Петром Живковићем или без њега.

Хрватски народ је овим атентатом **погођен**, он ће на свој начин **морати** да одговори својим тиранима у цивилу и еполетама.

За хрватски радни народ настаје сад **нов** период, период **отворене борбе** против својих економских и националних угњетача. Питање **сазива хрватског Сабора**, на коме ће хрватски народ преко својих представника и радничких разуме се учествовати, треба да буде **први одговор** на све ово што се одиграло. Хрватски Сабор мора **поништити** одлуку од **1 децембра 1918**; и на новој бази, на бази независности Хрватске повести преговоре са Београдом. **Општи привредни и порески бојкот** треба **објавити** београдским властодршцима и повести курс ка **самоопредељењу** хрватског народа.

У томе правцу, у правцу одлучне борбе хрватског радног народа за **своју државоправну и економску независност до оцепљења** морају се кретати његови захтеви.

Димитрије Јовановић

## Пет година нечувене пљачке и израбљивања бугарског народа

Финансиско и економско стање Бугарске није било добро и пре 9 јуна 1923 г. Земља је претворена у крваву мазуру. У тренутку када су фашисти присвојили власт притискивали су земљу предатни дугови, разне Нејским уговором натурене финансиске обавезе, огроман дефицит у буџету, безобзирно експлоатисање рада народних маса од стране страних и домаћих капиталиста, банкара и шпекуланата и најзад несносна економска криза.

После државног преврата поопштрава се финансиска и економска криза и стање постаје катастрофално.

Фашистичка је влада чинила све могуће да задовољи на рачун народних маса своје присталице банкарне и шпекуланте и стубове своје — официре. Нарочито се трудила да заштити интересе страних банкара и капиталиста. Дала им је монопол трговине најважнијих производа. Препустила им је на неограничено експлоатисање народна богатства. Тако је фашистичка влада лаког срца продала економску независност Бугарске.

Влада војне диктатуре укинула је све законе које је била донела земљорадничка влада ради ограничења експлоатације народних маса. Она је гушила све за народне масе повољне законе, ма колико они непотпуни били.

Једном речју влада је ставила у службу бугарских и страних капиталиста цео свој парламентарни, правни, финансиски и полицијски апарат.

Бугарска се данас налази на прагу финансиског банкрутства и цуног економског слома.

Какав је биланс петогодишње фашистичке владавине са финансиско-економског становишта?

Буџет је у првој години фашистичке владавине од 4.500 милиона лева 1922/23 скочио на 5.700 милиона лева и достиже висину од 7.000 милиона лева. Ова сума фигурира само у редовном државном буџету. Овом треба још следеће суме додати; 2.380 милиона лева за буџет фондова и 240 милиона лева за ванредни буџет. Тако је државни буџет достигао огромну суму од преко 9.600 милиона лева. Ако овоме додамо општинске и окружне буџете од 4—5000 милиона лева имаћемо јаснију представу о страховитом терету од 13.500—14.500 милиона лева коју подносе порески овезници у Бугарској. 90—95% ове ужасно велике суме плаћају

народне масе: сиромашни без земље сељаци, ситни сељак, занатлија, мануелни и умни радник.

Сви државни приходи у Бугарског износе 30—35.000 милиона лева, ови, радних маса око 20.000 милиона лева. Општи буџет дакле износи 44% више од прихода целокупног становништва. Порески терет који притискује радне масе износи 2% више од њиховог прихода. Последње нису више у стању да подносе овај терет. Фашистичка влада их цепа до последњег, до крви. Пошто она неће и не може да узима новац од банкара и шпекуланата завршавају будети сваке године са дефицитима, који повећавају и онако већ баснословни дуг ове мале земље страним капиталистима и империјалистима.

Дугови Бугарске износе 88.000 милиона лева. Они представљају 2½ пута већу суму, него ли годишњи национални приход; они представљају 1/3 целокупног народног богатства. При таквом стању ствари труди се фашистичка влада да добије **по сваку цену** зајам или зајмове како би омогућила себи опстанак.

Она је успела да закључи већ један зајам; има већ одобрење Лиге Народа за други зајам. Али су услови ових зајмова поражавајући, и ако је један од тих зајмова закључен ради помоћи оних 200.000 безанаца. Услови су гори него ли они који се закључују при једном обичном трговачком поседу; они су у правом смислу крађа.

Да их споменемо:

Први т. зв. «народни»-зајам износи 2.246 милиона лева. И ако је тај зајам скоро пре две године закључен, примила је влада до сада само 245 милиона лева. Услед ове операције отежан је државни буџет за 150—200 милиона лева. Влада ће примити од целог овог зајма свега **1450 милиона лева**, али ће бугарски народ платити **6624 милиона лева** или 4½ већу суму од оне што ће влада добити.

Поред ових зајам примљених обавеза, има влада и огромну хрпу облигација на себи.

Она покушава да примора бежанце, који хоће извесну корист од зајма да извуку, да се одрекну свога држављанства, да им забране настањивање близу границе, да заложу значајне државне приходе и. т. д.

Други т. зв. зајам за «сандирање» износи 4½ милиона енглеских фунти стерлинга. Влада ће примити по одбитку

сума за емисију, камата и амортизације прве године 3.700.000 фунти стерлинга. 75% ове суме иде на отплаћивање разних дугова а само 25% т. т. 600 милиона лева иде на т. зв. продукционе циљеве, док ће држава имати да плаћа са своје стране сваке године за амортизацију и камате 350—400 милиона лева; фашистичка је влада пристала, да би могла овај зајам закључити, да Бугарску Народну Банку претвори у емисиону банку што је једнако губитку економске независности Бугарске. Као гаранција за овај зајам дала је влада у залог царинске приходе који износе 40% целокупних државних прихода.

Осврнимо се на стање разних гране народне привреде: на земљорадњу, индустрију, трговину и занатство. Какав је положај сељака, занатлија, мањинских и умних радника поводом петогодишњице фашистичке диктатуре?

Слика је врло мрачна.

**Земљорадња** се налази у распаду. Из године у годину све се више смањује посејана површина, живи и мртав инвентар. Услед исцрпљености, немања средстава дубрења и примитивних средстава за обрађивање опада радно-продуктивитет земљишта. Производња животињских намирница у Бугарској, тој изразитој аграрној земљи опала је по декару за 10 кг. У порасту је број сељака без земље и оних ситних. Фашистичка је влада одузела овим сељацима безначајне делове земље, коју су они за време Стамболишкине владе на основу закона добили, и повратила велопоседницима и њеним присталицама.

Из ових разлога и услед пореза и намета којима су сељаци изложени, приморани су они да продају у бесцење жетву још зелену трговцима жита и шпекулантима, како би идућег пролећа до нове жетве плаћали код истих 2 од 3 пута више оно што им је неопходно потребно за стоку. Услед ових чињеница налазимо се пред једним за аграрцу Бугарску непознатим стањем, а то је, да се је глад развила преко целе земље, северозападне и средње Бугарске приморавујући сељака да у бесцење продаје своју стоку. Шпекуланти и зеленаши користе се овом нуждом као и за време катастрофе земљотресе да би подигли цене животињских намирница просечно 20—30% за целу Бугарску а у местима катастрофе за 100—150%.

Под владом Стамболиског почели су се сељаци постепено ослобађавати из канџи житарских трговаца јер је сељачка влада потпомогала кооперативне организације.

Али од како је фашистичка влада узела власт подузела је прави кристалски рат против земљорадничких задруга, као и у опште против задруга. Сељаци су потнали на милост и немилост житарских трговаца и зеленаша, који су давали краткорочне зајмове са 100—200% камата.

У тежњи да увери европске капиталисте о добром економском стању у земљи, ради закључења зајма, омогућила је фашистичка влада све могуће повласти извозу земљорадничких производа. Тако је она на највећу штету народа повећала извоз животињских намирница од 49.000 ваг. 1926 г. на 70.000 ваг. 1927 г., и ако је производња кукуруза — која представља главну храну за велику већину становништва — била мања за 21.000 ваг. него 1926 г. а оног живе стоке за клање од 29.672 гл. 1926 на 57.596 гл. 1927 г.

Политика коју ова антинародна влада спроводи јесте:

глад за произвођаче, глад у опште за радне масе и што већи извоз најважнијих производа како би се обогатили банкарши и трговци-шпекуланти и да се фашистичка диктатура што дуже одржи на власти.

Наводимо ове чињенице да би се добро и правилно схватио груби класни карактер фашистичке политике.

Ова влада примењује исту политику и према сељацима — произвођачима дувана, шећерне репе и осталих производа.

Последњих година бавило се 200.000 породица сађењем дувана. Производња дувана у Бугарској већа је 15 пута од прилике него што је потреба у земљи. Сељаци саде дуван а купци њихових производа јесу бугарски и страни капиталисти, више страни но домаћи. У Петричком округу (Македонија под бугарским јармом) који производи више од 3 милиона кг. дувана одређују капиталисте цене за дуван. То су бандити Протогерови и Ивана Михајлова, који су у служби ових капиталиста.

За време владавине земљорадника могли су произвођачи, помоћу дуванских задруга да продају своје производе за релативно прихватљиве цене. После државног преврата укочена је активност задруга и од прве године фашистичке владавине пале су у пола цене дувану. Упропаћено је десетине хиљада произвођача, док су се у међувремену скандалозно обогатили оних петнаест друштава који држе монопол трговине с дуваном. Они су себи осигурали 1923 и 1924 г. зараду од 3.000 милиона лева и ако су ради плаћања порезе означили зараду од само 8 милиона лева. Ускоро су се показале последнице ове пљачке на рачун произвођача дувана: смањила се површина посађена дуваном, произвођачи упропаћени и бачени у беду.

У производњи шећерне репе било је 50.000 људи запослено. Шећерне фабрике у којима је страни капитал инвестирао — њих пет на броју — хтели су репу да купују у бесцење и захтевали од владе да повећа увозне царине за шећер. Они су затворили фабрике. У њиховим магацинима остало је још око 25 милиона кг. шећера.

Влада се потчинио захтевима страних капиталиста и поред тога што је 260.000 декара површине за сађење шећерне репе остало непосејано а 50.000 произвођача опљачкано за 500 милиона лева и тиме са својим породицама осуђено на глад, и ако је 5.000 радника и 10.000 надничара остало без средстава за живот а држава на разним таксама изгубила 300 милиона лева. Фашистичка влада приморала је произвођаче да саде шећерну репу и да је продају фабрикантима шећера по цени коју су они одредили; она је повисила увозне таксе на шећер на 2.20 лева по кг. и омогућила фабрикантима да изcede још 60 милиона лева од потрошача за продају шећера који је стајао нагомилан у магацинима.

За време земљорадничке владе произвођачи шећерне репе били су организовани у једном савезу и влада је штитила њихове интересе.

То се исто може рећи и за виноградаре. Фашистичка влада није апсолутно ништа предузимала да заштити интересе оних 300.000 виноградара, које је закачила криза и који су били изложени конкуренцији фабрика спиритуса које је фашистичка влада штитила.

(Продужиће се)

Д. Влахов

# BALKANSKA FEDERACIJA

POLUMJESEČNIK

GLASILO NARODNIH MANJINA I POTLAČENIH NARODA BALKANA  
IZLAZI NA SVIM BALKANSKIM JEZICIMA

## Hrvatske lipanjske žrtve

(U Beogradu 20., u Zagrebu 21. VI. 1928.)

Ponovo padoše nove žrtve na trnovitom putu narodnog oslobođenja. Mirogoj se je okitio svježim grobovima, a njegove arkade primiše u svoje okrilje nove suputnike. Proširilo se je groblje mučenika da nam živim pokaže, kako se teško stiče sloboda, da nam sačuva kosti mučenika, palih za slobodu svog naroda.

Padoše dva narodna zastupnika i tri hrvatska radnika, kao žrtve hajdučkog napadaja svojih neprijatelja, padoše u borbi protiv okupatornoj sili njihovoj.

Režim velikosrpskih imperijalista prešao je u sred Beograda metodama, kojima njegovi plaćenici, četnici i komite istrebljuju već deset godina mučenički makedonski narod.

Kroz deset godina išli su velikosrpski hegemoniste paklenskom dosljednošću svom cilju: gospodarskom osiromašenju hrvatskih krajeva i kulturnom niveliranju hrvatskog naroda. Kroz ovo deset godina nečuvenom su svirepošću sisali krv potlačenih naroda i gulili im kožu sa tijela u svoje imperijalističke svrhe i za ličnu korist svojih pristaša. Kad je beogradski centralistički režim slomio prividno hrvatski republikanski pokret, mislio je, da njegovom slavju nema kraja ni

konca. Sa odglašenjem vidovdanskog ustava bila su riješena za velikosrpske hegemoniste sva nacionalna pitanja, u prvom redu: hrvatsko pitanje.

Dok su tako vlastodršci mislili, hrvatski su seljaci i radnici vodili borbu proti ovom centralističkom hegemonizmu na razne načine i s različitim uspjehom. U toj borbi zauzela je vidno mjesto »hrvatska seljačka stranka«, koja je uza sva kolebanja svojih vođa ostala u suštini vjerna idealu hrvatskog naroda. Taj se je ideal manifestovao u raznim prigodama i ostao nepromijenjen do sada: Sloboda hrvatskog naroda, zajednica balkanskih naroda, ošlon na Sovjetsku Rusiju. Proti militarizmu, reakciji i hegemonizmu! Za mirotvornu, čovječansku i ravnopravnu državnu zajednicu!

Kad osiromašeni i ogladnjeli narod nije mogao više, da zadovoljava prohtjeve nezasićenih hegemonista, ovi potražiše pomoć u engleskih kapitalista. Ovi se izjavili spremnim, ali uz teške ekonomske uvjete zahtijevahu izvršenje dvaju uslova političke prirode. Prvo, da skupština ratificira »nettunske konvencije« i tim zadovolji prohtjevima talijanskog imperijalizma, a drugo, da većim dijelom zajma sprovede naoružanje i tim udovolji političkim koncepcijama engleskih konservativaca, koji računaju sa blokom svojih satelita i finansijsko ovisnih država proti Sovjetskoj Uniji.

Proti ratifikaciji nettunskih konvencija, kojima vlastodršci žrtvuju istočnu obalu Jadrana, žilu kučavicu ekonomskog i kulturnog života Hrvata, talijanskim imperijalističkim interesima i proti zajmu, koji dovodi narode u državi SHS. u potpunu zavisnost engleskog kapitala, a radni narod uvodi u službu engleskih političkih ciljeva započela je u narodu i u parlamentu odlučna i energična borba. Na čelu te borbe stajala je »seljačko-demokratska koalicija« Stjepana Radića i Svetozara Pribičevića. Uza sve moguće i nemoguće poklone Stjepana Radića na lijevo i desno vlastodršci nijesu povjerovali okretnom vodji hrvatskih seljaka i bili su tvrdo uvjereni, da je u duši ostao vjeran idealu svog naroda i da čeka samo zgodan čas, da razvije svoj stari barjak: za federaciju, slobodu i ravnopravnost.

Zato vlastodršci odlučise da brzo rade. Držeći se biblijske nauke: »uklonite pastira i razbjegnute će se ovce« odlučise, da maknu sa svijeta vodje seljačko-demokratske koalicije. Puniša Račić oprobano je orudje u rukama velikosrpskih hegemonista. Pali je i harao po Makedoniji, ubijao nevinu, neodraslu djecu, plačkao i prisvajao, bio je desna ruka Nikole Pašića u raznim pouzdanim misijama. Na njega je pala kocka da oslobodi »srpski narod« svoje more. Po priznanju odličnog radikala iz Dalmacije Dr. Dušana Ivetića, u radikalnom klubu bilo je pet ljudi — spremnih na sve. Ti su imali sumišljenike i u demokratskom klubu kao n. pr. nekog vojvodu — Jovanović-Lune.

Vladina štampa »Jedinstvo« — vlasništvo predsjednika vlade Velje Vukičevića — u kojoj vodi glavnu riječ radikalni ideološki prvaci Lazar Marković i Ratko Parežanin — poziva već dulje vremena na ubojstvo opozicionalnih vođa.

Puniša Račić vrši svoju dužnost »kao Srbin i zastupnik« i brani »srpske« interese. Na javnoj sjednici parlamenta ubija narodne zastupnike Pavla Radića, Dr. Gjuru Basaričeka, a teško ranjava Stjepana Radića, Ivana Pernara i Ivana Grandju. U prvom redu htjeo je, da ubije Stjepana Radića.

Nakon ubojstva predaje ze šefu policije sa veselom tvrdnjom, da je ispunio svoju dužnost, neka drugi vrše svoju. Političari vladinih grupa dali su oduška svomu veselju, kao što svjedoče izvjeve radikala Tome Popovića i demokrate Jovanović-Lune. Obojica izjavise za vrijeme umiranja dvojice hrvatskih zastupnika, da je to moralo davno da bude i da nije to učinio Puniša Račić, da bi oni to učinili, jer dok ne padne glava Stjepana Radića nema mira u ovoj državi.

Veselje vladinih krugova nije bilo potpuno, jer vodje opozicije ne padoše odmah u prvom okršaju hajdučkih podviga. Vladina štampa »Samouprava«, »Slovenec« bacaju sada krvnju na mrtve i ranjene i ne nalaze razloga, zašto bi vlada odstupila i zašto bi se mijenjao režim. Službeni novinarski ured naprotiv javlja preko francuske i češke službene štampe, da je položaj vlade čvršći nego li ikad...

Ovaj korak krvavog režima u Jugoslaviji samo je karika u lancu desetgodišnjeg ubijanja i tlačenja. Neće to biti ni posljednji u borbi potlačenih naroda u ovoj državi. Nije prošlo ni 24 sata nakon strašnog zlodjela režima u narodnog skupštini, a krvavi pop Korošec naredjuje svojoj žandarmeriji, da krvavo uguši svaki protest u Hrvatskoj.

Vijest o ubojstvu narodnih zastupnika u parlamentu zatalasao je sve slojeve hrvatskog naroda. Glas protesta odjekivao je sa svih strana, a tuga obuzela sve krajeve po-

tlačene zemlje. Svak je duboko osjetio ovu moru, što već deset godina tišti ovu zemlju. Nakon ovog razbojničkog djela svakomu je bilo jasno, da režim neće da se mijenja i da će borba biti teška i užasna. Narod grada Zagreba dao je oduška svojoj ogorčenosti uzvicima: »Dolje ubojice«, »Dovdje i ne dalje«, »Živjela nezavisnost hrvatskog naroda«, »Živio hrvatski sabor«. I dok su protesti naroda prama veličini zločina bili uglavnom goloruka demonstracija, to su vladine čete nastupile divlje, okrutno, razbojnički. Na povike za slobodom odgovorilo je vatreno oružje. Tri naša druga platiše svojim životom tu svoju želju! Mirógoj je primio u svoje okrilje i tri nova hrvatska radnička boreca za slobodu: Dušan Jerbić, Vladimir Majcen i Gjuro Bjeloš.

Nakon krvave tragedije javlja cinički vladina agencija »Avala« pobjedonosno: »U Zagrebu 200 teško i lako ranjenih, 120 uhapšenih, samo tri mrtva.

Dozreo je čas odlučne borbe proti reakciji i tiraniji, proti hegemoniji i centralizmu. Nakon deset godina užasnog iskušenja vraća se hrvatski narod natrag zaključku svog sabora od 29. Oktobra 1918: »Mi hoćemo slobodu i ravnopravnost«. Deset godišnje iskustvo naučilo ga je, da svoj cilj može postići samo u zajedničkoj borbi seljaka i radnika svih potlačenih naroda.

Mučenička krv: Pavla Radića, Gjura Basaričeka, Vladimira Majcena, Dušana Jerbića, Gjura Bjeloša osigurat će tu pobjedu.

Uvjereni smo, da ove nove žrtve nijesu uzaludno pale i da je krv mučenika — sjeme slobode.

Njihovi svježi grobovi zalag su naše sretnije budućnosti: Slava lipanjskim žrtvama!

Tomislav Stanić

## Učiteljstvo pod diktaturom bugarskog fašizma

9 lipnja: žalosna godišnjica za prijatelje bugarskog naroda i svih balkanskih naroda!

Ima tomu pet godina, što se ujediniše u Bugarskoj šoviniste, umirovljeni oficiri i podoficiri, takozvani mladi patriote, autonomističke bande i oslatka Wrangelove vojske, da obore seljačku vladu, koja je počnila tim veliku nepravdu, što je buržoazija bila s njom nezadovoljna. Dolazi na vlast vojnička liga. Državni udar prati najkrvaviji teror. Hiljade seljaka, radnika i intelektualaca njegove su žrtve.

Raspuštaju se organizacije seljačke i komunističke stranke, njihovi boreci bivaju poubijani ili bačeni u tamnice, njihove novine obustavljene, njihove skupštine zabranjene.

Teror se još pojačava u rujnu 1923: broj ubijenih cijeni se na dvadeset hiljada — dvadeset hiljada — broj uhapšenih na deset hiljada, a deset hiljada onih, koji pobje-goše, da se spase od sigurne smrti.

Pod ovom strahovladom izabrani parlamenat glasuje u siječnju 1924 za zakon »o zaštiti države«, koji se u ožujku 1925 još pooštava. To je zvjerski zakon, pomoću kojega se raspuštaju sve organizacije, sindikati, omladinski savezi komunističke stranke, a zapljenjuju se na korist države sva njena pokretna i nepokretna dobra, narodni domovi, tiskare i. t. d. »Opozicionalni revolucioneri« isključuju se iz parlamenta i svih javnih služba. Pripadnost revolucionarnoj grupi ili sakrivanje, zaštita ili hranjenje jednog takvog »zločinca« kažnjava se teškim kaznama, a često i kaznom smrti.

Zakon dozvoljava od sada, da može vlada zatvoriti hiljade političkih protivnika. Fašističke bande ubijaju sve, koji se suprotstavljaju ovom ogavnom režimu.

Šta se događa kroz pet godina vladanja bugarskog fašizma sa našim drugovima iz učiteljstva?

U godini 1923 do 1924 otpušteno je po službenim brojkama 1533 učitelja, a 26 učitelja i 3 učiteljice ubijeno. Brojke ubijenih cijeni se da su niže nego li zapravo. Srednjoškolski profesori, koji su »iščezli bez traga« ne dolaze u ovoj statistici.

Veliki broj učitelja, po nekom računanju jedna četvrtina, žrtva su besposlice, mnoge su škole zatvorene, više hiljada učitelja ostalo je na ulici i trpe osobito radi gospodarske krize, koja bijesni u Bugarskoj. Naravski, da su to uglavnom »manje sigurni elementi«, koje se je otpustilo. Oni, koji su dosada izbjegli pogibelji, da im se oduzme životno uzdržavanje, osjećaju se ugroženi i tim su spravniji, da se pokore.

To ne znači, da je njihovo stanje zavidno. Naprotiv ono je veoma jadno. Plate dosižu 50% predatnih. Učitelji ne dobivaju onih doplataka, koje primaju ostali činovnici s istom školskom spremom. Fašistička vlada nastoji da naplati učiteljima potporu, koju su oni po mišljenju vlade pružili »prevratnim« strankama.

Moralno stanje učitelja isto je tako očajno kao i materijalno. Nemaju nikakve zaštite proti bijedi. Ministar prosvjete ima moć, da ih prostom upravnom odlukom makne sa njihovih mjesta.

Mogu li se učitelji braniti kakovim udruženjem? Fašistička je vlada raspustila najaktivniju organizaciju, onu učitelja i upravnih školskih namještenika. Ona nastoji, da druge organizacije kao savez učitelja, organizaciju učitelja viših osnovnih škola, savez gimnazijalnih profesora prestraši, da na njih upliviše ili da ih vodi.

Druge činjenice otkrivaju tiraniju, koja tišti obuku svih stepena.

Učenici i učenice skupljaju se, da uče i šire esperanto. Koji je cilj ispravni? Međunarodni pomoćni jezik podupirao bi izmjenu dobara i ideja. Od rujna 1924. proporuča Društvo Naroda, koje se obično ne odlikuje velikom smionošću, esperanto za brzojavna saopćenja.

Ali fašistička vlada budno bdije: Neće li učenje esperanto smetati učenju narodnog jezika ili što je još gore, neće li izazvati internacionalne tendence? Ministar prosvjete naredjuje, da se raspuste sva esperantska društva.

Učenici i učenice skupljaju se, da se bore proti alkoholu. Ima li u svim zemljama preće zadaće? Alkohol vrši

na pojedinca, njegovo tjelo, njegov razum, njegov osjećaj, njegovo pokoljenje, njegovu obitelj, narod i čitavo čovječanstvo najnesretniji upliv. Kako li je lijepa deviza belgijskih radnika-abstinenata: U ime budućeg čovječanstva, ne pijte alkohola!...

Ali ne koristi li alkohol svojim zaglupljivanjem naroda buržoaziji, da ga drži u ropstvu? Borba proti alkoholu odaje revolucionarne tendence!... Na sreću budno bdije fašistička vlada. Antialkoholni zavjerenici primaju nalog, da se rasture.

A pogovara se, da će usprkos otpora učiteljstva fašistička vlada primiti zahtjev pravoslavne crkve, da se povjeri popovima poduka vjeronauka i u svjetovnim školama.

Naravski ne radi se o tom, da se rasprostrani visoka nauka Isusova i prvih revolucionera. Radi se o tom, da se naturi vjera, koja služi tomu, da se narod uspava i da mu bude opijum.

Zalosna je sudbina učiteljstva pod fašističkim režimom, koji se je ispoljio iz državnog udara 9. lipnja 1923.

Preko mene šalje francusko učiteljstvo izraz svoje simpatije bugarskom učiteljstvu.

Félicien Challaye  
Docent filosofije

U mjesto 15 srpnja i 15 kolovoza izaći će „Balkanska Federacija“ 1 kolovoza i 1 rujna u dvobroju. Uredništvo

# FEDERAȚIA BALCANICĂ

BI-LUNARA

ORGAN AL MINORITĂȚILOR NAȚIONALE ȘI AL POPOARELOR AȘUPRITE DIN BALCANI  
APARE ÎN TOATE LIMBILE BALCANICE

## „O „mișcare de apărare“ a Micei Înțelegeri?

Toate părerile par unanime, atât în țările Micei Înțelegeri, cât și în cele din Apus, în aceea, că rezultatul ultimei conferințe dela București a acestei formații diplomatice din Europa Centrală a fost o întărire a legăturilor dintre statele ce o alcătuiesc. Dacă comparăm starea de astăzi a Micei Înțelegeri cu starea ei de acum câteva luni, în toată fierberii provocate de contrabanda de arme dela St. Gotard, atunei fără îndoială că coeziunea lăuntrică a Micei Înțelegeri este astăzi mai mare decât atunci.

Această strângere laolaltă între ele a statelor Micei Înțelegeri nu este însă numai urmarea politicii din ce în ce mai ofensive și mai violente a Italiei în Balcani și în prelungirea Balcanilor spre Europa Centrală. Mica Înțelegere a luat naștere pentru a garanta tratatul de pace dela Trianon, adică pentru a garanta granițele de astăzi ale Ungariei în favoarea Cehoslovaciei, a României și a Jugoslaviei. Atata vreme cât între Marii Puteri aliate interesele comune față de marii învinși ai războiului erau mai puternice decât interesele potrivnice dintre aceste Mari Puteri înșile, Mica Înțelegere putea conta pe sprijinul cvasi-unanimității diplomației internaționale. Pe măsură însă ce între foștii mari aliați șanțurile se săpau tot mai adânc, Mica Înțelegere se releva tot mai mult ca un instrument al imperialismului francez, ale cărui interese mergeau în Balcani și în Europa Centrală paralel cu interesele statelor Micei Înțelegeri. Soarta Micei Înțelegeri se legase astfel de linia politicii internaționale a Franței.

Sușururile și coborășurile politicii externe a Franței erau astfel totdeauna însoțite de sușururi și coborășuri în viața și a instrumentului ei din bazinul dunărean. Pentru a contrabalansa influența Franței în aceste meleaguri, care sunt încă și astăzi una din cheile situației politice europene, Anglia și Italia, cei doi parteneri internaționali ai imperialismului francez, au înodat Bulgaria și Ungaria în rețeau

intrigilor și planurilor lor politice. Căci dacă împotriva Uniunii Sovietice și pentru pregătirea războiului viitor împotriva Marii Republici Muncitorești și Tărănești din răsăritul Europei imperialismul francez mergea mână-n-mână cu cel englez și italian, pe celelalte linii ale politicii internaționale aceste imperialisme își încrucșază și-si ciocnesc spedeile, astăzi cele diplomatice, dar mâine cele de oțel. Una din victimele acestei campanii de intrigi și de alianțe între Franța deoparte și Anglia și Italia de alta a fost Mica Înțelegere. Și pentru că situația Franței devenise în ultimii ani atât politicește și diplomaticește, cât și economicște și financiarmente foarte prezară, Mica Înțelegere părea să meargă cu pași grăbiți spre descompunere. Izolarea internațională a Franței și slăbirea puterii sale economice expansioniste — Franța ajunsese la un moment dat dependentă de ajutorul financiar din afară — a avut ca urmarea dezagregarea Micei Înțelegeri. Statele Micei Înțelegeri, nemaivăzând un sprijin suficient financiar, militar și politic-diplomatic în imperialismul francez, începeau să caute ele înșile puncte de contact și fire de legătură cu adversarii imperialiști ai imperialismului francez. Căci pentru țări mici capitaliste și înconjurată de dușmani, cum sunt țările Micei Înțelegeri, nevoia »protecției« unei Mari Puteri imperialiste este indispensabilă. Dacă nu mai putea să fie Franța, atunci trebuia găsită altă putere. Și dacă statele Micei Înțelegeri nu s-au îndreptat mai repede și mai hotărât spre Anglia, asta a fost pentru că Anglia mergea mână-n-mână cu Italia, iar imperialismul italian luase un caracter de manifestare deosebit de violent și amenințător pentru statele Micei Înțelegeri.

Ce a determinat acum schimbarea de situație din sanul Micei Înțelegeri, ce a determinat reîntărirea ei lăuntrică? Lumea spune: pericolul politicii de revizuire a tratatului dela Trianon, pe care a inaugurat-o și intensificat-o în ultimul timp Italia. Fără îndoială, interesul comun pentru

menținerea granițelor trase de acest tratat imperialist este destul de puternic pentru a strânge laolaltă statele Micii Întelegeri. Dar nu am văzut oare de-acuma cazuri, când state mici au fost silit să abandoneze cele mai vitale interese ale lor sub presiunea uneia sau altele din Marile Puteri? Interesele statelor mici pot numai în acea măsură să se realizeze, în care ele sunt compatibile cu interesele Marilor Puteri sau a Marelui Puter care are la momentul dat preponderența politică. Pericolul revizuirii nu poate deci el singur explica revirimentul Micii Întelegeri. Pricinile acestui reviriment trebuie căutate în schimbările ce au sau au avut loc, precum și în schimbările probabile în domeniul raporturilor dintre Marile Puteri.

Anglia, care vedea în timpul războiului, și până la el, în Germania pe dușmanul său de moarte, a trebuit să însoadă în ultimii ani anumite fire cu Reichul, pentru că a văzut că lupta mai departe cu acest dușman, care s-a ridicat din nou viguros din țărână, împiedică crearea frontului capitalist împotriva Uniunii Sovietice, astăzi dușmanul cel mai de temut al imperialismului mondial. Ei bine, la fel vede acum Anglia și pe dușmanul ei francez. Regenerarea imperialismului francez, refacerea sa financiară în ultimii doi ani, stabilizarea sa monetară a arătat imperialismului englez, că adversarul său european de astăzi, Franța, nu a fost răpus și că trebuie contat cu el și de-acum înainte. ba de-acum înainte mai mult decât în ultimii ani. Bătălia începută acum câțiva ani, de către Londra, de a bate Parisul cu ajutorul Romei, nu a dus până acuma la rezultatul urmărit. Franța, ajunsă la un moment dat la marginea prăpastiei financiare, s-a recules; Franța, ajunsă la un moment dat izolată în politica europeană, a reușit, explozând panica statelor Micii Întelegeri în fața pericolului de revizuire a tratatelor și venindu-le în ajutor financiarmente (stabilizarea monedei române este opera Franței), să-și reîntărească pozițiile diplomatice. Planul Londrei, în loc de a duce la înfrângerea frontului anti-sovietic sub egemonia Angliei, a avut de urmărire o înăsprire a antagonizmelor dintre Marile Puteri (în primul rând între Franța și Italia) și o slăbire a liniilor răsăritene ale viitorului război contra Sovietelor (în primul rând pe valea Dunării).

Reîntărirea Micii Întelegeri, care s-a manifestat la conferința de la București, este deci consecința pedeparte a reîntărirei imperialismului francez (vezi stabilizarea francului și stabilizarea leului din inițiativa și sub conducerea Franței), iar pedealta această reîntărirea a Micii Întelegeri este un fenomen însoțitor al slăbirei legăturilor dintre Londra și Roma, al încercării Londrei de a-și apropia Parisul, al încercării diplomatiei engleze de a consolida frontul imperialismului împotriva Sovietelor, deastădată nu prin arma presiunii, ci mai curând prin mijlocul »armonizării«, nu prin înghesuirea Franței cu ajutorul Italiei, cât mai curând prin liniștirea Franței și a vasalilor ei din Mica Întelegeri în ce privește pericolul italian și ungur.

Dar »întărirea« Micii Întelegeri ar putea avea »chezășii de viitor« numai dacă ar exista chezășii că în viitor antagonizmele dintre puterile imperialiste vor slăbi și vor dispărea. Aceasta însă este o utopie. Cu cât se întărește imperialismul francez, cu atât vor crește antagonizmele dintre el deoparte și cel italian și englez de alta. Urmarea va fi că Mica Întelegeri va ajunge și mai mult înghesuită între intrigele marilor puteri. Nu Mica Întelegeri s-a întărit la București, ci imperialismul francez. Și pentru popoarele din țările Micii Întelegeri aceasta se traduce prin întărirea vasalității față de imperialismul francez, nu prin eliberarea de pericolul italian. Numai eliberarea popoarelor din țările Micii Întelegeri de orice vasalitate, fie ea franceză sau italiană, prin Federația Republicelor din Balcani poate îndreptăți bucuria la aceste popoare.

I. Mateescu

## Bulgaria și Europa

Dictatura bulgară a sărbătorit a cincina aniversare a sa. Massa poporului bulgar nu nutrește în această privință sentimentele de bucurie și entuziasm ale guvernanților. Se și înțelege ușor de ce. Regimul actual a fost impus poporului bulgar printr-o lovitură de forță; el nu a dorit-o; el îl îndură cu greutate, gata să se dezrobească de el în ziua când va avea putință. Poporul se adaptează la regim, se acomodează cu el aproape ca odinioară Franța cu statutul imperial sau astăzi Italia cu fascismul.

Dictatura lui Tankoff, și apoi aceea a lui Liapceff, a fost intronată cu forța. Dacă alegerile ar fi libere în Bulgaria de multă vreme ea ar fi fost zdrobită. Chiar și cu alegerile de corupție și asuprire pe care le organizează,

dictatura nu obține decât un minimum de succes și o putere precară. Ea are să piară într-o bună zi în același chip cum s'a născut.

Dictatura a ieșit dintr-o conspirație urzită de către elementele reacționare, plutocratice, militare, și de către autonomiștii macedoneni, cari au jucat totdeauna un rol mare în viața contemporană a regatului. Cu un cuvânt a izbucit o acțiune pretoriană. Ea a fost îndreptată contra poporului țărănesc și muncitoresc. Nu trebuie uitat că Stambolisky, conducătorul democrației rurale, făcuse de mai multe ori să se cutremure monarhia, cea a lui Ferdinand înaintea celeia a lui Boris. El exasperase marea burghezie stabilind o fiscalitate care îi lovea interesele, și decretând munca obligatorie. El fu asasinat împreună cu cei mai buni colaboratori ai săi: câteva luni mai târziu Partidul Comunist, foarte puternic la Sofia și în județe, a fost acela care era secerat printr-o sălbatică represiune ce nu e nici astăzi încă la capăt.

Reacțiunea triumfă înăuntru, odată cu o politică de naționalism șovin și agresiv în afară. Nu se poate nega că Stambolisky aruncase bazele unei diplomații de înțelegere cu statele vecine ale Bulgariei, și în deosebi cu Jugoslavia. El înțelesese că Balcanii vor fi victima marilor puteri și pradă imperialismului atâta vreme cât zăzania, invidia, bănuiala va domni între popoarele lor. Toată istoria se ridică în fața sa pentru a atesta dreptatea acestei viziuni. Una din acuzațiile pe care adversarii le ridicau contra lui, era tocmai că el pactiza cu »dinamicii bulgariei«. Ei, adversarii lui Stambolisky, înțelegeau să păstreze animozitățile ce dăinuiă între elementele etnice ale Peninsulei pentru a le exploata în folosul poftelor lor și dominației lor lăuntrice.

Stambolisky ar fi servit poate, la urmă, ideea aceasta a Federației Balcanice, care este singura acceptabilă și viabilă. Chiar dacă ea nu se precizase în spiritul lui, ea domina, mai mult sau mai puțin confuz, acțiunea lui. Doborând-o odată cu regimul agrarian, partidele bulgare și militarii își dădeau seama de repercusiunile exterioare ale actelor lor și de efectele loviturii lor de forță înăuntru.

Dela 1923 Bulgaria nu a încetat de a-și ține locul, și un loc larg, în intrigele diplomatice ale Europei. Dacă politica lui Stambolisky ar fi putut dăinui, această țară, stăpână pe destinele sale, n'ar fi fost jucăria marilor puteri; ea nu ar fi fost nici câmpul de manevră al autonomiștilor macedoneni, cari nu manifestă decât o singură intenție, aceea de a pune foc Balcanilor și de a-i îneca în sânge pentru a crea o Bulgarie-Mare.

Anglia a pus Bulgaria sub tutela sa. Nimic nu era mai ușor. Liapceff este creatura Londrei; ea l-a apărat câteodată contra întoarcerilor ofensive ale lui Tankoff. Finanțele bulgare au fost salvate de către băncile din City, și acestea își fac plățile serviciile totdeauna la maximum.

Italia, aliafa Angliei, nu s-a codit să lege Bulgaria de politica sa. În paginile »Federației Balcanice« au fost de atâtea ori semnalate conspirațiile lui Mussolini în Balcani. El a încercat să seducă pe guvernantii Bulgariei, și pe aceia ai României, și pe aceia ai Greciei, și pe aceia ai Turciei, și pe aceia ai Ungariei. În lupta sa contra Jugoslaviei, pe care el vrea s-o țină în mână și față de care el reea procedeele utilizate odinioară de către Habsburgi, el nu neglijează pe nimeni. Poate să fie Bulgaria de opt sau zece ori mai puțin populată decât Italia; el nu se dă înlătură dela nimic pentru a o capta. Sprijinul cabinetului dela Sofia ar avea pentru el și o altă valoare decât concursul Albaniei. Ce a făgăduit el pentru asta lui Liapceff? Nu se știe. În orice caz dictatorul bulgar se prenumără printre satelitul dictatorului italian. În ziua în care acesta ar mobiliza împotriva sârbilor, slovenilor și croaților, celălalt va avea ca sarcină să invadeze Vechia-Serbie și să dezlanțuiască pe macedoneni. O jucărie în mâna Italiei fasciste, iată ce au făcut guvernele fasciste ale lui Tankoff și Liapceff din Bulgaria. Niciodată în cursul istoriei sale această țară nu a fost așa de înslăvită ca astăzi. Tankoffii și Liapceffii au zărit în această înfeodare către marile puteri garanția propriei lor stăpâniri. Deaceia niciodată ei nu vor rezista la ordinele pe cari le vor primi. Bulgaria sub o asemenea tutelă este un factor de război și nu de pace. Iată ce trebuie știut, iată cecece trebuie amintit la a cincina aniversare a loviturii de stat.

Am spus-o: ea a fost îndreptată împotriva primelor începuturi ale Federației Balcanice. Este prilejul de a spune din nou, că singură formula federativă, împotriva dinastiilor, plutocrațiilor și a militarismelor, va da pacea Europei Sud-Răsăritene. În afară de această formulă nu va fi decât selavie și războaie pentru popoare.

Paul Louis

# ΒΑΛΚΑΝΙΚΗ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ

ΔΕΚΑΠΕΝΘΗΜΕΡΟ

ΟΡΓΑΝΟ ΤΩΝ ΕΘΝΙΚΩΝ ΜΕΙΟΝΟΤΗΤΩΝ ΚΑΙ ΤΩΝ ΚΑΤΑΠΙΕΖΟΜΕΝΩΝ ΛΑΩΝ ΤΗΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΗΣ  
ΒΓΑΙΝΕΙ ΣΕ ΟΛΕΣ ΤΙΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΕΣ ΓΛΩΣΣΕΣ

## ΠΕΝΤΕ ΧΡΟΝΙΑ ΣΤΡΑΤΙΩΤΙΚΗ ΔΙΚΤΑΤΟΡΙΑ ΣΤΗΝ ΒΟΥΛΓΑΡΙΑ

### Ο ΑΝΡΥ ΜΠΑΡΜΠΥΣ

στους βουλγάρους προλεταρίους και διανοουμένους

Λαβάνω την εύκαιρία της τραγικής έπετειού, της 9 'Ιουνίου 1923, για να στείλω τους μειώ θερμοί μου χαιρετισμούς σ' όλους τους προλεταρίους και διανοουμένους της Βουλγαρίας, οι όποιοι από πολλά χρόνια αναμένουν με κρυφό θυμό την ανανέωση της ημερομηνίας αυτής.

Οί λαοί, οι όποιοι είναι κύριοι της τύχης τους ή εκείνοι οι όποιοι νομίζουν ότι είναι, γιορτάζουν επίσης έπετειούς. Αυτά είναι κάποια ιστορικά γεγονότα, με τα όποια στολίζονται ή με πά όποια νομίζουν ότι μπορούν να στολίζονται. 'Ακόμη και με τις παροδιές της είναι μια έπέτειος τέτοιου είδους μια γιορτή. 'Η δικιά σας, βούλγαροι σύντροφοι, και — τό λέγω μ' όλη μου την καρδιά — επίσης ή δικιά μας, είναι μια έπέτειος δυστυχίας, ή πρώτη πράξη μιάς σειράς από πολιτικά έγκλήμα που είναι ίσως στην ιστορία μοναδικά, ή πρώτη μέρα μιάς απαισίας χρονικής περιόδου, κατά την όποια κυλίστηκαν στο αίμα τους οι εργάτες και οι χωριάτες, οι φίλοι και οι άρχηγοί τους, κατά την όποια σεις, οι επίζήσαντες άπ' αυτούς τους άνδρες, κυλίστε ακόμη.

'Ερεις όλοι όμως δεν πρέπει να επιστήσουμε λιγώτερο τις σκέψεις μας στην πολιτική ληστεία, ή όποια έγκαθίδρυσε τον φασισμό στην Βουλγαρία, ή όποια τείνει ήδη για μια προλεταριακή άπελευθέρωση. 'Εφ' όσον δεν θά είμαστε οι νικητές, όφείλουμε να σκεπτούμαστε πάνω στα αίτια των άποτυχιών μας, για να βγάλουμε άπ' αυτές διδάγματα, γιατί μόνο με αυτόν τον τρόπο θά αλλάξουμε τό μέλλον.

'Όταν τον 'Οκτόβριο του 1917 τό ρωσικό προλεταριάτο ανέλαβε την έξουσία, διεξήγαγε ένα τρομερό άγώνα όχι μόνο έναντι ανθρώπων και πραγμάτων, αλλά επίσης έναντι επικινδύνων και άπατηλών ιδεολογιών οι όποιες άν τυχόν και επικρατούσαν θά έπνιγαν την επανάσταση. Οί ρώσοι εργάτες και άγρότες είχαν στην διάνοια τους τό παράδειγμα της Κομμούνας των Παρισίων του 1871, ή όποια έπεσε και βουτήχτηκε έπειτα στο αίμα, γιατί ήταν κουρασμένη στη δουλειά της και γιατί δεν έκαμε από την θέληση της και από την πέρα για πέρα επαναστατική της διδασκαλία ένα άρκούντως γερό μπλόκ.

'Επειδή τό ρωσικό προλεταριάτο απέφυγε τον κίνδυνο αυτόν, ένίκησε και είναι σ' αυτήν την στιγμή τό μόνο στον κόσμο που έχει τό δικαίωμα να γιορτάση μια έπέτειο της λαϊκής νίκης.

Την στιγμή, που ό συνασπισμός, τον όποιο σεις ζαίρετε πολύκαλά, έπερνε στην Σόφια την άρχή μέσον ενός αστυνομικού συνοματικού πραξικοπήματος, ήταν τό επαναστατικό προλεταριακό κόμμα στην Βουλγαρία δυνατό, και τό προσωπε των πραγμάτων θά γύριζε,

έναν δείχνονταν στον προηγούμενο καιρό πειό άποφασιστικό και πειό σταθερό.

... Τό επαναστατικό πνεύμα και ή επαναστατική θέληση όμως δεν είναι για σας πεθαμένα, άπ' έναντίας. Με μια άξιοθαύμαστο γενναιότητα και ήρωισμό αντίσάθηκε ή πίστη σας στις καταδιώξεις και στις σφαγές. 'Εχει μάλιστα στερεοποιηθή με την τραχεία έπαφή προς τα γεγονότα, τό δε πένθος σας έσπειρε μέσα σας μια πειό τολμηρή έλπίδα.

Με την όργάνωση, την πειθαρχία και την σύνδεση μαζί με τους άπειράριθμους σας άδελφούς στον κόσμο, αναστυλώνετε, για να πει κανείς έτσι, τον στρατό σας και πλησιάζει ή ώρα της σωτηρίας, ή όποια μόνο από σας θά προέλθη.

'Η πικρή πείρα αυτών των χρόνων του άγώνος έναντι αυτών, οι όποιοι αντιπροσωπεύουν στην Βουλγαρία σας τον διεθνή φασισμό και την αντίδραση, σας έφώτισε έπί τέλους πάνω στην ματαιότητα της βοηθείας, την όποια μπορεί κανείς νά φυλάγη από τις συνένοχες μεγάλες δυνάμεις και τα θεατρικά τους ιδρύματα. Με την ίδια δύναμη των πραγμάτων διαφωτίζεται ή κατάσταση.

Βλέπουμε ακόμη τον δυνατό και σκληρό μηχανισμό της καταπίεσης, και οι μάζες, οι όποιες μπαινουν σιγά σιγά σε μια γραμμή και όργανόνται. Οί έκλογές στην Γαλλία και την Γερμανία δείχνουν, έναντια όλων των επισήμων σοφισμών και στατιστικών, τό αναπόφευκτο ανέβασμα των επαναστατικών ψήφων.

'Οφείλει κανείς να τό πει: σ' αυτό τό ανακάτωμα τό όποιο έτοιμάζεται στο πάγκόσμιο πεδίο μάχης, τό παράδειγμα των πόνων σας και της στωικής σας ένέργειας έχει φωτίση και οδηγήση στο άγώνα παραπάνω από ένα σαν και σας.

Γι αυτό και προετοιμάζονται, μη άμφιβάλετε σ' αυτό, άλλοι έπέτειοι, οι όποιοι θά μας κάμουν μια μέρα να ξεχάσουμε εκείνην, ή όποια μας συγκινεί σήμερα!

'Ανρϋ Μπαρμπϋς

## Η ΕΝΩΤΗΣ ΤΩΝ ΕΡΓΑΤΩΝ ΘΑ ΝΙΚΗΣΗ ΤΗΝ ΦΑΣΙΣΤΙΚΗ ΔΙΚΤΑΤΟΡΙΑ

'Επ' εύκαιρία της Διεθνούς εργατικής Συνδιάσκεψης στην Γενεύη, υπέβαλε ή 'Επιτροπή για την υπεράσπιση των θυμάτων της Λευκής Τρόμοκρατίας στα Βαλκάνια στους αντιροσάτους μια περιγραφή της έλευνης θέσης, στην όποια βρίσκεται ή εργατική τάξη στα Βαλκάνια.

'Η διεθνής γνώμη είναι τώρα συνηθισμένη, να

συζητή στην άγκαλιά αυτής της Συνδιάσκεψης την περίπτωση «Ροσσίν», την περίπτωση των φασιστικών επαγγελματικών οργανώσεων, οι οποίες βάλθηκαν έγκληματικά και βίαια στην θέση των επαγγελματικών οργανώσεων της Ιταλικής Γενικής Συνομοσπονδίας των εργατών.

Οι αντιπρόσωποι των εργατών δικάζουν με ευγλωττία επί τη ευκαιρία αυτή τον φασισμό του Μουσολίνι, ότι, έσπασε τις εργατικές τους οργανώσεις. Η Συνδιάσκεψη πρέπει να ζήσει ότι, η κατάσταση των επαγγελματικών σωμάτων στα Βαλκάνια είναι ίσως ακόμη χειρότερη.

Από το πραξικόπημα της 9 Ιουνίου 1923 στη Βουλγαρία ήταν το επαγγελματικό κίνημα το αντικείμενο ακατάπαυτων καταδιώξεων. Ο πειθό ενάισχυντος νόμος που λέγεται «για την ασφάλεια του κράτους» επιτρέπει να κυρηχτεί κάθε δράση των συνδικάτων ως παράνομη. Τα γραφεία των συνδικάτων λεηλατούντε, οι καλλίτεροι αγωνιστές φυλακίζονται, σκοποιοούνται, σκοτώνονται. Από το 1925 όμως, και αυτό δείχνει την αξιοθαύμαστο πληθώρα από ενέργεια της βουλγαρικής εργατικής τάξης, η οποία μαζί με τα αγροτικά στοιχεία άποτολει τον διπλό άξονα κάθε λαϊκής κίνησης εναντίον της μιλιταριστικής και αντιδραστικής κυβέρνησης που υπάρχει στην Σόφια, άρχισε μία δράση, η οποία έφερε τους καρπούς της. Θα μιλήσουμε εδώ πάνω στην δράση των λεγομένων ανεξαρτήτων συνδικάτων, τα οποία προσπάθησαν, να ξαναμαξέφουν γύρω τους, πολλά, σκορπισμένα συνδικαλιστικά στοιχεία. Αυτή η δράση όμως σπάνε πάνω στην κυβέρνηση, η οποία χρησιμοποιεί εναντίον της όσο πάει μεγαλύτερη βία.

Το επαγγελματικό κίνημα στην Βουλγαρία εκτός τούτου δεν περιλαμβάνει μόνο τα λεγόμενα ανεξάρτητα συνδικάτα. Υπάρχουν ακόμη τα λεγόμενα ελεύ-

θερα συνδικάτα, και αυτή η κατάσταση, η οποία είναι η συνέπεια της διάσπασης της εργατείας, δεν έπαυσε δυστυχώς ούτε και με την ενισχυμένη φασιστική δικτατορία.

Γνωρίζω ότι, οι δύο φραζιόνες του βουλγαρικού συνδικαλιστικού κινήματος βαρύνουν σε διάφορους δρόμους με όρισμένους έλκιστικούς πόλους. Γνωρίζω όμως ότι τα ελεύθερα και ανεξάρτητα συνδικάτα ενώνουν εναντίον τους όλη την δύναμη της κυβέρνησης της Σόφιας, και οι πολιτικές και κοινωνικές συνθήκες μιλάνε επιτακτικά για την Ένώτητα των εργατών στην Βουλγαρία. Στο 1925 κόντευε να επιτύχει μία προσπάθεια, δυστυχώς άπετυχε κοντά στο σκοπό. Δεν θέλω να εξετάσω καθόλου τις ευθύνες και νημίζω ότι δεν έχει σκοπό και είναι άνωφελές να βάλω όρους για τις διαπραγματεύσεις.

Παρούσης της βουλγαρικής αντίδρασης πρέπει να φανερωθή η ένωση της εργατικής τάξης. Είναι σωστό ότι μεταχειρίζονται ενάντια στην βουλγαρική κυβέρνηση όλα τα πιεστικά μέσα και δυνάμεις, για να παύση την πολιτική της καταπίεσης, συγχρόνως όμως έπρεπε να καταβάλουν τα διάφορα συνδικάτα προσπάθειες για να ενωθούν ενάντια στον κοινό εχθρό.

Άς είμαστε εν επιφυλακή, ακόμη και οι κυβερνήσεις της αντίδρασης είναι άναγκασμένες, να λογαριάζουν την ολότητα της εργατικής τάξης, και ο φασιστικός συνδικαλισμός είναι μία επικίνδυνη και επίφοβη προσπάθεια, για να υποσκάψουν την ενωμένη δύναμη της εργατικής τάξης προς όφελος του δικτατορικού.

Οι διασπάσεις μέσα στους εργατες διευκολύνουν αυτά τα σχέδια. Το παράδειγμα της Ιταλίας το άποδεικνύει: Αυτό το παράδειγμα άς μη φύγη από τα μάτια μας.

Ιωάννης Ζυρόμσκι

## ΠΑΝΩ ΣΤΟ IV. ΣΥΝΕΔΡΙΟ ΤΗΣ ΓΕΝΙΚΗΣ ΣΥΝΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑΣ ΤΩΝ ΕΡΓΑΤΩΝ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

Νέες προδοσίες, νέα πραξικοπήματα ενάντια στα συμφέροντα της εργατικής τάξης έρχονται να προστεθούν στην ιστορία του εργατικού κινήματος της Ελλάδος. Και δεν μπορούσε να γίνη αλλιώς. Οι Στρατηδες και οι Καλομοίρηδες, οι οποίοι με την βοήθεια του Παγκάλου κυρίευσαν ύστερα από ένα άτιμο άγώνα τον άνώτατο οργανισμό των εργατών της Ελλάδος την Γενική Συνομοσπονδία, πιστοί στις άρχες και στην τακτική τους, διεπραξαν τον τελευταίο καιρό μία σειρά από προδοσίες.

Οι κύριοι αυτοί, άφου άναγκάστηκαν κάτω από την πίεση της εργατικής τάξης να ρήξουν το σύνθημα της γενικής άπεργίας, χωρίς βέβαια να σκέπτονται ποτέ σοβαρά σ'αυτήν, άφου έβγαλαν και μοίρασαν προκυρήξεις γεμάτες από άριστιρισμούς, έπρόδοσαν οικτρά για μία φορά ακόμη τους εργατες της Ελλάδος. Άφου πρώτα άπ' όλα έσαμποτάρησαν με κάθε μέσο την γενική άπεργία, την οποία αυτοί οι ίδιοι διεκύρηξαν, άφου προσεπάθησαν με κάθε μέσο να διασπάσουν τους εργατας καλώντας ιδιαίτερες συγκεντρώσεις την Πρωτομαγιά, έρχονται τώρα με πρωτόφανη θρασύτητα να διασπασουν σοβαρά πιά την εργατική τάξη.

Τό ότι όλη τους η τακτική, όλη τους η δράση ως τώρα δεν είχε άλλο σκοπό από την διάσπαση της εργατικής τάξης, είναι ένα πράγμα που επικυρώνεται με γεγονότα. Θα έφτανε εδώ να αναφερθούν μόνο οι διαγραφές από την Γ. Σ. όλολήρων Όμοσπονδιών που περικλείουν δεκάδες χιλιάδων εργατών, η ίδρυση

άντιοργανώσεων για να διασπαστούν οι υπάρχοντες κτλ. Πάντως δεν τολμούσαν ποτέ, άν και τό επιθυμούσαν πολύ, να προβούν φανερά στην διάσπαση, ζητούσαν όμως πάντα άφορμή. Και την άφορμή αυτή τους την έδωσε τό IV Συνέδριο της Γεν. Συν. της Ελλάδος, που άρχισε στις 8. V. 1928 στον Πειραιά.

Ο τρόπος της προετοιμασίας του Συνεδρίου, οι άλληπάλληλες άναβολές του — σημειώτεον ότι τό Συνέδριο έπρεπε να συνέλθη πρό ενός έτους — η συνεργασία της Διοίκησης της Γενικής Συνομοσπονδίας με τα τμήματα άσφαλείας για την σύλληψη των αντιπροσώπων των άριστερών σωμάτων, που έτσι να μη είναι σε θέση να λάβουν μέρος στο Συνέδριο, όλα αυτά έδειχναν καθαρά ότι η Διοίκηση δεν στέκουταν γερά στα πόδια της, και προσπαθούσε να σχηματίση μία τεχνητή πλειψηφία. Όταν όμως είδαν ότι παρ' όλα αυτά, η πλειψηφία τους στο Συνέδριο δεν ήταν και τόσο σίγουρη, πείραν πιά άνοικτά τον διασπαστικό δρόμο, προσπαθώντας με μηχανικά μέσα να την εξασφαλίσουν την τελευταία στιγμή. Έτσι βλέπουμε τον Γενικό Γραμματέα της Διοίκησης της Γ. Σ. με την έναρξη του Συνεδρίου να δηλώνει ότι δεν άναγνωρίζονται οι αντιπρόσωποι της Καπνεργατικής Όμοσπονδίας Ελλάδος, της Όμοσπονδίας Εργατών Μετάλλου και μίας σειράς άλλων οργανώσεων.

Αυτό ήταν τό πρώτο βήμα για την διάσπαση. Δεν σταμάτησαν όμως εδώ, η επίθεση εναντίον της άριστερης παράταξης εξακολούθησε, την τρίτη δε ήμερα

του Συνεδρίου, την 10. V. 1928 ο Στρατής και οι περί αὐτὸν ἔκαμαν τὸ ἀποφασιστικὸ βῆμα καὶ διώχουν ὕστερα ἀπὸ μιὰ προετοιμασμένη ἀπόφαση, ὅλους τοὺς ἀντιπροσώπους τῶν ἀριστερῶν σωματείων τῶν ὁποίων ὁ ἀριθμὸς οὔτε πολὺ οὔτε λίγο ἀνέβαινε στοὺς 150. [Χωρὶς τοὺς ἀποκλεισθέντας τὴν πρώτην μέραν]. Ἔτσι λοιπὸν συνετελέθη τὸ ἔργον τὸ ὁποῖο ἐπεδίωκαν ἀπὸ καιρὸ οἱ σοσιαλφασίστες τῆς Γενικῆς Διοικήσεως. Ἡ διάσπαση, τὸ ὄνειρο αὐτῶ τῶν «ἀρχηγῶν!» ἦταν πᾶν πραγματικότης. Καὶ ὅμως οἱ κύριοι αὐτοὶ γελασθήκανε. Οἱ ἀντιπρόσωποι ποὺ ἀποκλεισθήκανε, ἡ δὴθεν μειοψηφία..., ποὺ στὴν πραγματικότητά ὅμως ἀντιπροσώπευαν τὸ σύνολο σχεδὸν τῆς ὀργανωμένης ἐργατικῆς τάξεως συγκεντρώθηκαν, ἔκαμαν μιὰ Συνδιάσκεψιν, ποὺ μετεβλήθηκε στὸ πραγματικὸ Συνέδριον τῶν ἐργατῶν τῆς Ἑλλάδος.

Στὴν Συνδιάσκεψιν αὐτὴ ἀναλύθηκε καὶ συζητήθηκε συγκεκριμένα ἡ κατάστασις τῆς ἐργατικῆς τάξεως, ἐξετάσθη ἡ ἐπίθεσις τῆς μπουρζουαζίας ἐναντίον τοῦ 8 ὠρῶ καὶ τοῦ μεροκάμαρο τῶν ἐργατῶν, ἡ κυβερνητικὴ τρομοκρατία καὶ ὅτι ἄλλο στέκεται σὲ σχέση μὲ τὰ συμφέροντα τῆς ἐργατικῆς τάξεως. Λήφθησαν ἀποφάσεις, στὶς ὁποῖες τονίζεται ὅτι ἡ Συνδιάσκεψιν εἶναι ἀποφασισμένη νὰ ἀγωνισθῇ μὲ ὅλα τὰ μέσα γιὰ τὰ συμφέροντα τῶν ἐργατῶν βασισμένη πᾶνω στὶς ἀρχές τῆς πάλης τῶν τάξεων, ὅτι καταδικάζει τὴν στάσι τῶν

σοσιαλρεφορμιστῶν [διὰ βάζε φασισταν] ποὺ διοικοῦν τὴν Γεν. Συν., δηλώνει δὲ ὅτι θὰ ἀγωνιστῇ γιὰ τὴν ἔνωσι τῆς ἐργατικῆς τάξεως τῆς Ἑλλάδος, δεξιῶχοντας ἀπὸ τὴν Διοίκησιν τῆς Γ. Σ. τοὺς προδότες αὐτοὺς. Τέλος λήφθη ἡ ἀπόφασις νὰ κατέβῃ στὴν γενικὴ ἀπεργία, διαμαρτυρόμενη ἐναντίον τοῦ προετοιμαζόμενου νομοσχέδιου.

Ἔτσι βλέπουμε νὰ ἀποτυγχάνουν τὰ σχέδια τοῦ Στρατῆ, γιὰ τὴν παράλυσι τῶν ἐπαγγελματικῶν ὀργανώσεων τῶν ἐργατῶν, γιὰ τὴν μεταβολὴ τοὺς ἀπὸ ὀργανὰ τῆς πάλης τῶν τάξεων σὲ ὀργανὰ συνεργασίας μὲ τὸ κεφάλαιον, γιὰ τὴν οἰκονομικὴ ἀνόρθωσι τῆς μπουρζουαζίας. Ἔτσι βλέπουμε στὴν πρώτη σοβαρὴ σύγκρουσι μὲ τὸ συνειδητὸ μέρος τῶν ἐργατῶν τῆς Ἑλλάδος, νὰ γίνονται θρύματα τὰ σχέδια τῶν Στρατῆδων, τῶν Καλομοίρηδων καὶ τῶν περὶ αὐτῶν σοσιαλρεφορμιστῶν. Οἱ ἐργάτες τῆς Ἑλλάδος ἔδειξαν γιὰ μιὰ φορὰ ἀκόμη τὴν δύναμιν ποὺ κρύβουν μέσα τοὺς, ἔδειξαν στὴν ἑλληνικὴ μπουρζουαζία καὶ τὸ κράτος τῆς, στοὺς σοσιαλφασίστες τῆς Γ. Σ. καὶ τέλος σὲ ὅλους τοὺς συνειδητοὺς ἐργάτες τοῦ κόσμου, ὅτι δὲν εἶναι διατεθημένοι νὰ σκύψουν τὸ κεφάλιν μπρὸς στὴν ἐκμετάλλωσιν καὶ τὴν καταπίεσι, ἀλλὰ ὅτι εἶναι ἀποφασισμένοι νὰ ἀγωνισθῶν. Καὶ θὰ ἀγωνισθῶν σίγουρα, γιὰ αὐτὸ μας λένε τὰ γεγονότα.

Μαῦρος

## ΜΙΑ ΔΙΑΜΑΡΤΥΡΙΑ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ ΦΟΙΤΗΤΩΝ ΒΙΕΝΝΗΣ

Ὁ Σύλλογος τῶν Ἑλλήνων Σοσιαλιστῶν Φοιτητῶν Βιέννης ἐξέδωκε μιὰ ἐνεργὸν διαμαρτυρίαν ἐναντίον στὶς τελευταῖες δολοφονίας τῶν ἐλλήνων προλεταρίων καὶ καλεῖ ὅλους τοὺς διανοουμένους καὶ ἐργάτες νὰ ἐγείρουν μιὰ αὐστηρὴν διαμαρτυρίαν ἐναντίον στὴν διὰ τῆς βίας κατάπιψιν τῆς ἀπεργίας τῶν ἐλλήνων ἐργατῶν.

Ὁ Σύλλογος ἐξεδήλωσε ἐπίσης τὴν ἀλληλεγγύην του μὲ τὸν ἀρχίσαντα ἀγῶνα τῶν ἐργατῶν τῆς Ἑλλάδος.

Στὶς 15 Ἰουλίου καὶ στὶς 15 Αὐγούστου δὲν θὰ βγῇ ἡ Βαλκανικὴ Όμοσπονδία — ἀντ' αὐτοῦ ὅμως θὰ ἐκδοθῶν τὴν 1 Αὐγούστου καὶ τὴν 1 Σεπτεμβρίου διπλὰ φύλλα.

Ἡ Σύναξις

Adresse du journal:  
LA FÉDÉRATION BALKANIQUE  
Wien VI, Postamt 56, Postfach 64

### SOMMAIRE

Prix du numéro et abonnement pour 6 mois: Schillings 0.50 et 6 pour l'Autriche, Dollars 0.10 et 1.20 pour tous les autres pays.

#### Texte français (pages 2021—2031)

##### Notre Enquête sur la Fédération Balkanique:

- Dr. Magnus Hirschfeld — August Bleier  
P. Davila: Le „grand“ discours de Mussolini  
P. Louis: La révision de l'acte de Trianon  
D. Viakhoff: Cinq années de vol et d'exploitation effrénée du peuple bulgare travailleur—II.  
F. Challaye: Le martyr du professeur Todor Pavloff  
P. L.: Quel est le sens du traité Italo-Turc?  
B. Péjani: L'Albania non si tocca—IV  
D. Vl.: La répression sanglante des ouvriers de la Macédoine et de la Thrace sous joug grec  
Protestation des étudiants grecs de Vienne  
D. Jovanovitch: La Conférence de la Petite-Entente et les Evénements sanglants à Belgrade  
I. Mateescu: „Mouvement de défense“ de la Petite-Entente?  
D. J.: L'horizon politique des Conventions de Nettuno

#### Texte allemand (pages 2031—2037)

##### Unsere Enquete über die Balkan-Föderation:

- Dr. Magnus Hirschfeld — August Bleier  
D. Viakhoff: Fünf Jahre des unerhörtesten Raubes und der Ausbeutung an dem Bulgarischen Volke—II.  
T. Stanić: Die kroatischen Juniopfer  
M.: Trauer in Kroatien  
Melingos: Elephteros der Große  
M-kos: Die Erhebung gegen die Lakalenpolitik in Griechenland  
D. Vl.: Die blutige Unterdrückung der Arbeiter in Mazedonien und Thrakien unter griechischem Joch  
Protestkundgebung der griechischen Studenten in Wien

#### Texte albanais (page 2037—2038)

- Pës vjetë diktatur militare në Bullgari  
Henri Barbusse: Proletarëvet e Intelektuelëvet bullgar  
D. Renault: Macedonasit e grushti i Shtetit

#### Texte bulgare (pages 2039—2043)

- Пет години военна диктатура в България

- D. Влахов: Пет години грабеж и жестока експлоатация на българския трудов народ—II  
Ф. Шале: Преподавателския корпус под българската фашистка диктатура  
Г. Пери: Белата ржка и Военната лига една срещу друга  
П. Давила: Италианския и българския фашизъм  
Д. Вл.: Кървавите репресии над работниците в Македония и Тракия под Гърция

#### Texte serbe (pages 2044—2046)

- D. Јовановић: Састанак Мале Антанте и крвави атентат у Београду  
Д. Влахов: Пет година нечувене пљачке и изабљивања сугарског народа

#### Texte croate (pages 2046—2048)

- T. Stanić: Hrvatske lipanjske žrtve  
F. Challaye: Učiteljstvo pod diktaturom bugarskog fašizma

#### Texte roumain (pages 2048—2049)

- I. Mateescu: O „mişcare de apărare“ a Miceii Inteligenti?  
P. Louis: Bulgara și Europa

#### Texte grec (pages 2050—2052)

- Πεντε χρονια στρατιωτικη δικτατορια στην Βουλγαρια  
Ὁ Ἄνρὸ Μπαρμπὺς στοὺς βουλγάρους προλεταρίους καὶ διανοουμένους  
I. Ζυρόμσκι: Ἡ ἐνώπις τῶν ἐργατῶν θὰ νικήσῃ τὴν φασιστικὴν δικτατορίαν  
Μαῦρος: Πάνω στὸ IV. Συνέδριον τῆς Δευτικῆς Όμοσπονδίας τῶν ἐργατῶν τῆς Ἑλλάδος.  
Μιὰ διαμαρτυρία τῶν Ἑλλήνων φοιτητῶν Βιέννης